

Nathalie
DE MARCELLIS-WARIN

Ingrid
PEIGNIER



PERCEPTION DES RISQUES

AU QUÉBEC

BAROMÈTRE
CIRANO
2017

Nathalie
DE MARCELLIS-WARIN

Ingrid
PEIGNIER



**PERCEPTION
DES RISQUES**

AU QUÉBEC

BAROMÈTRE
CIRANO
2017

 **PRESSES
INTERNATIONALES
POLYTECHNIQUE**


CIRANO

Perception des risques au Québec – Baromètre CIRANO 2017

Nathalie de Marcellis-Warin, Ingrid Peignier

Mise en pages : Martine Aubry

Couverture : Bénédicte Stordeur

Pour connaître nos distributeurs et nos points de vente, veuillez consulter notre site Web à l'adresse suivante : www.pressespoly.ca

Pour joindre les Presses internationales Polytechnique :

Courriel : pip@polymtl.ca

Adresse postale : C.P. 6079, Succ. Centre-ville, Montréal, Québec, H3C 3A7, Canada

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.
We acknowledge the financial support of the Government of Canada.

Canada

Gouvernement du Québec – Programme d'aide aux entreprises du livre
et de l'édition spécialisée – Gestion SODEC.

**Société
de développement
des entreprises
culturelles**

Québec 

Tous droits réservés

© Presses internationales Polytechnique, 2017

On ne peut reproduire ni diffuser aucune partie du présent ouvrage, sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de l'éditeur.

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2017
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

ISBN 978-2-553-01710-0
Imprimé au Canada

AU SUJET DU CIRANO ET DES AUTEURES

Le **Centre Interuniversitaire de Recherche en Analyse des Organisations (CIRANO)** est un centre de recherche, de liaison et de transfert, auquel participent huit universités québécoises, une douzaine d'entreprises publiques et privées, et une dizaine d'institutions canadiennes, américaines et européennes. Il regroupe plus de 200 professeurs-chercheurs, reconnus internationalement, œuvrant dans les domaines suivants : les politiques publiques, le risque, la finance, le développement durable et les stratégies internationales. La mission du CIRANO consiste à contribuer à l'avancement des connaissances ainsi qu'à la diffusion et au transfert des savoirs aux décideurs publics, aux praticiens, aux gestionnaires de projets de même qu'au grand public. Le Baromètre CIRANO s'inscrit dans les travaux du groupe RISQUE. Ce groupe, par ses travaux, apporte des éclairages rigoureux sur l'identification, la perception et la communication des risques, et offre aux décideurs un ensemble d'outils d'aide à la gestion et à la prise de décisions en matière de risque. (www.cirano.qc.ca)

LES AUTEURES



Nathalie de Marcellis-Warin : Docteure en Science de gestion de l'École Normale Supérieure de Cachan (France), Nathalie de Marcellis-Warin est professeure titulaire à Polytechnique Montréal et Présidente-directrice générale du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO). Elle est Visiting Scientist au Harvard Center for Risk Analysis, Department of Environmental Health à la Harvard T. Chan School of Public Health. Ses intérêts de recherche portent sur la gestion des risques et la théorie de la décision dans différents contextes de risque et d'incertitude ainsi que les politiques publiques mises en place.



Ingrid Peignier : Ingénieure de l'École des Mines d'Alès (France) et titulaire d'une maîtrise (M.Sc.A.) en génie industriel de Polytechnique Montréal, Ingrid Peignier est directrice de projets dans le groupe Risque au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) depuis 2001. Ses domaines d'expertise touchent principalement l'identification, l'évaluation, la gestion et la communication des risques dans différents domaines tels que le transport des matières dangereuses et les bris d'infrastructures souterraines.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier les partenaires et les fellows du CIRANO qui ont fait des commentaires et des suggestions pendant la phase de développement du questionnaire d'enquête. Leurs contributions ont été très appréciées.

Nous tenons à remercier plus particulièrement Claude Montmarquette, Thierry Warin, Bryan Campbell et Jérôme Blanc. Nos remerciements sont également adressés à François Vaillancourt et José Tourville pour leur relecture et leurs commentaires.

Nous aimerions prendre le temps de remercier Cynthia Mongbe de Léger, qui nous a accompagnées et conseillées dans le processus de validation et d'administration du questionnaire ainsi que Virginie Vendange des Presses Internationales Polytechnique pour son soutien tout au long du processus de préparation du manuscrit.

Nous souhaitons aussi remercier les personnes qui ont répondu au questionnaire.

Certaines figures de cet ouvrage ont été réalisées à l'aide d'éléments conçus par Freepik.com et d'icônes créées par Flaticon.com. Nous tenions à les remercier.

À propos du CIRANO et des auteures	III
Remerciements	IV
Liste des graphiques, des figures et des tableaux	VII
Introduction	IX
À propos de la collection Baromètre CIRANO	XI
À propos de l'enquête 2016	XIII
1 LES PRÉOCCUPATIONS DES QUÉBÉCOIS AUJOURD'HUI	1
1.1 Les catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel.....	1
1.1.1 Des préoccupations différentes selon l'âge	3
1.1.2 Des préoccupations différentes selon le sexe	3
1.1.3 Des préoccupations différentes selon la langue	4
1.1.4 Des préoccupations différentes selon la région d'habitation.....	4
1.2 Les catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan collectif.....	4
1.2.1 Des préoccupations collectives des risques économiques et financiers différentes selon l'âge.....	6
1.2.2 Des préoccupations collectives des risques naturels et des risques technologiques différentes selon la scolarité et le revenu.....	6
1.2.3 Des préoccupations collectives concernant la gestion des projets publics différentes selon l'âge et la scolarité	6
1.2.4 Des préoccupations collectives différentes pour les risques liés aux infrastructures de transport et pour les risques environnementaux	7
1.3 Comparaison des préoccupations personnelles et collectives	7
2 LES QUÉBÉCOIS FACE À 44 PROJETS OU ENJEUX	9
2.1 Choix des enjeux à l'étude du Baromètre.....	9
2.2 Mise en contexte de nos résultats avec l'actualité au Québec.....	11
2.3 Niveau de risque perçu pour les projets et enjeux du Québec	12
2.3.1 Niveau de risque moyen perçu pour 44 enjeux au Québec.....	12
2.3.2 Répartition des niveaux de risque perçus pour les 44 enjeux à l'étude.....	15
2.4 Niveau de confiance perçue dans la gestion des projets et enjeux du Québec.....	19
2.4.1 Niveau de confiance moyenne perçue pour 44 enjeux au Québec	19
2.4.2 Répartition des niveaux de confiance perçus pour les 44 enjeux à l'étude	21
2.5 Relation entre le niveau de risque perçu et la confiance perçue dans le gouvernement.....	24
2.6 Niveau de bénéfice perçu pour les projets et enjeux du Québec	26
3 NIVEAU D'ACCEPTABILITÉ SOCIALE POUR LES PROJETS ET ENJEUX DU QUÉBEC	29
3.1 Niveau d'acceptabilité sociale	29
3.2 L'acceptabilité sociale dépend-elle du niveau de risque perçu, du niveau de bénéfice perçu et/ou du niveau de confiance dans le gouvernement?	33
3.3 Autres facteurs qui peuvent influencer l'acceptabilité sociale	34
3.3.1 L'importance du niveau d'encadrement réglementaire	34
3.3.2 Le droit de savoir	37
3.4 De l'acceptabilité sociale aux comportements d'investissements personnels des Québécois	37

3.5	L'acceptabilité sociale pour sept grands enjeux de société du Québec.....	39
3.5.1	Enjeux de l'environnement	39
3.5.2	Enjeux industriels	41
3.5.3	Enjeux des innovations technologiques.....	43
3.5.4	Enjeux de santé	46
3.5.5	Enjeux de sécurité	48
3.5.6	Enjeux socio-économiques	50
3.5.7	Enjeux des infrastructures et des projets publics	51
4	IMPLIQUER LA POPULATION POUR S'ASSURER DE PRENDRE DES DÉCISIONS PUBLIQUES SOCIALEMENT ACCEPTABLES POUR LE QUÉBEC	55
4.1	Constats issus des analyses des données du Baromètre	55
4.1.1	Évaluation erronée du risque et des bénéfiques ou méconnaissance du niveau de risque.....	55
4.1.2	Confiance faible dans le gouvernement	57
4.2	Motifs évoqués pour expliquer ces deux constats	57
4.2.1	Problème de disponibilité et de complexité de l'information.....	57
4.2.2	Méconnaissance des outils/médiums de transmission de l'information	58
4.3	Impliquer la population pour s'assurer de prendre des décisions publiques socialement acceptables pour le Québec.....	59
4.3.1	Informer	61
4.3.1.1	Sources d'information utilisées.....	62
4.3.1.2	Influence de la source d'information utilisée sur le niveau de risque perçu, le niveau de bénéfice perçu, le niveau de confiance dans le gouvernement et le niveau d'acceptabilité sociale	64
4.3.1.3	Confiance dans les sources d'information.....	66
4.3.2	Consulter : des citoyens qui veulent être partie prenante du processus de décision.....	67
5	CONCLUSION	71
	ANNEXE – Profil des répondants	75
	BIBLIOGRAPHIE	79

LISTE DES GRAPHIQUES, DES FIGURES ET DES TABLEAUX

GRAPHIQUES

Graphique 1	Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel	2
Graphique 2	Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan collectif.....	5
Graphique 3	Comparaison des préoccupations personnelles et collectives.....	7
Graphique 4	Perception moyenne du niveau de risque de 44 projets/enjeux/phénomènes naturels au Québec	14
Graphique 5	Répartition des niveaux de risque perçus pour les 44 projets/enjeux/phénomènes naturels au Québec	16
Graphique 6	Niveau de confiance dans la gestion par le gouvernement de 44 projets/enjeux au Québec	20
Graphique 7	Répartition des niveaux de confiance dans la gestion par le gouvernement de 44 projets/enjeux au Québec	23
Graphique 8	Comparaison entre la confiance dans la gestion par le gouvernement et le niveau de risque perçu des 44 projets/enjeux	25
Graphique 9	Perception moyenne du niveau de bénéfice pour 17 projets/enjeux au Québec.....	26
Graphique 10	Répartition du niveau de bénéfice perçu pour les 17 projets/enjeux au Québec.....	28
Graphique 11	Acceptabilité sociale de 17 projets/enjeux au Québec.....	30
Graphique 12	Répartition de l'acceptabilité sociale de 17 projets/enjeux au Québec.....	31
Graphique 13	Évolution des perceptions des Québécois vis-à-vis l'exploration pour des hydrocarbures sur la période 2011-2016	32
Graphique 14	Évolution de l'intérêt pour la recherche des mots clés pétrole et gaz sur Internet au Québec	32
Graphique 15	Perceptions des Québécois du niveau de risque pour les différents modes de transport de matières dangereuses en octobre 2016	35
Graphique 16	Perceptions des Québécois du niveau de risque pour les différents modes de transport de matières dangereuses en novembre 2013.....	35
Graphique 17	Différence dans le niveau de réglementation perçue pour chacun des modes de transport pour le TMD entre novembre 2013 et octobre 2016.....	36
Graphique 18	Propension à investir dans certains secteurs (en admettant l'hypothèse qu'ils soient tous rentables)	38
Graphique 19	Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux de l'environnement	40
Graphique 20	Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux industriels.....	42
Graphique 21	Niveau d'acceptabilité sociale pour les enjeux industriels.....	42
Graphique 22	Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux des innovations technologiques.....	44
Graphique 23	Niveau d'acceptabilité sociale pour les enjeux des innovations technologiques	45
Graphique 24	Proportion des Québécois équipés d'objets connectés	46
Graphique 25	Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux de santé	48
Graphique 26	Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux de sécurité.....	49
Graphique 27	Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux économiques	51
Graphique 28	Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux des infrastructures et des projets publics	52

Graphique 29	Quels sont les motifs qui pourraient expliquer votre méconnaissance du niveau de risque de certains enjeux ou projets à l'étude? (Le répondant pouvait cocher plusieurs réponses)	58
Graphique 30	Évolution de l'intérêt pour la recherche de certains mots sur Internet au Québec.....	59
Graphique 31	Utilisation des sources d'information (médias)	62
Graphique 32	Utilisation des sources d'information (personnes/organisations).....	64
Graphique 33	Niveau de confiance dans les sources d'information (médias).....	66
Graphique 34	Niveau de confiance dans les sources d'information (personnes/organisations)	67
Graphique 35	Acteurs que le gouvernement devrait consulter dans la gestion des grands projets ou de toutes décisions publiques	68

FIGURES

Figure 1	Variables pouvant influencer l'acceptabilité sociale.....	60
Figure 2	Représentation des trois niveaux d'implication du public.....	61
Figure 3	Portrait des répondants qui utilisent beaucoup ou énormément les réseaux sociaux	63
Figure 4	Influence de l'utilisation des réseaux sociaux sur les perceptions	65

TABLEAUX

Tableau 1	Des préoccupations différentes selon l'âge et le sexe.....	3
Tableau 2	Évolution dans le temps des préoccupations personnelles pour les risques liés aux infrastructures en fonction de la région d'habitation	4
Tableau 3	Top 5 de la nouvelle au Québec, semaine du 17 au 23 octobre 2016	11
Tableau 4	Top 5 des tweets au Québec, semaine du 17 au 23 octobre 2016	12
Tableau 5	Proportion des Québécois par région administrative percevant un risque grand ou très grand pour les tremblements de terre	18
Tableau 6	Comparaison des niveaux d'acceptabilité sociale pour différents enjeux industriels au fil des années.....	41
Tableau 7	Proportion sur les 5 dernières années des Québécois percevant un risque grand ou très grand pour certains enjeux liés aux infrastructures.....	53
Tableau 8	Proportion sur les 5 dernières années des Québécois n'ayant pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour certains enjeux liés aux infrastructures	53

Que l'on parle de l'état des infrastructures de transport, de l'exploration pétrolière, des revenus de retraite, de la pollution de l'air, du transport des matières dangereuses, de l'accès aux services de santé, de l'accord de libre-échange Canada-Union européenne, de l'utilisation des OGM ou du partage des données produites par les objets connectés à Internet (téléphones, systèmes de robotique domestique, etc.), les sujets qui peuvent susciter des inquiétudes sont nombreux.

Quelles sont les principales préoccupations des Québécois? Quels sont les projets et les enjeux qu'ils perçoivent comme étant les plus risqués? Qu'en est-il de la confiance qu'ils accordent aux autorités publiques? Ces questions et bien d'autres sont posées depuis 2011 aux Québécois à travers le **Baromètre CIRANO** qui compile les résultats d'enquêtes réalisées annuellement auprès d'un échantillon de 1000 répondants représentatif de la population du Québec.

L'édition 2017 du Baromètre CIRANO se concentre sur les résultats de l'enquête réalisée auprès d'un échantillon de 1008 répondants représentatif de la population du Québec. Cette enquête a été réalisée en ligne du 18 au 23 octobre 2016. Y sont présentées les perceptions de la population sur 44 enjeux/projets groupés en sept grands enjeux de société : les enjeux de l'environnement, les enjeux industriels, les enjeux des innovations technologiques, les enjeux de santé, les enjeux de sécurité, les enjeux socio-économiques et les enjeux des infrastructures et des projets publics. Une comparaison avec les résultats des précédents Baromètre CIRANO permettra de présenter l'évolution des préoccupations sur les cinq dernières années.

En outre, nous avons pour chaque répondant une quinzaine de données sociodémographiques, ce qui permet de pouvoir mieux comprendre les déterminants de leurs réponses. Cette enquête inédite au Québec tente ainsi d'identifier, par diverses méthodes statistiques, les facteurs déterminants à l'augmentation du niveau de risque perçu, à la diminution de la confiance dans le gouvernement et à la diminution de l'acceptabilité sociale.

Des analyses comparatives sur les cinq dernières années seront également présentées puisque le Baromètre est le résultat d'enquêtes administrées par Léger depuis 2011.

Le Baromètre CIRANO est un outil unique au Québec parce qu'il aborde un large spectre de projets et d'enjeux et qu'il se fonde sur des données et des informations riches, fiables et variées. Il nous fait entrevoir et mieux comprendre la perception des risques des Québécois. Il favorise aussi une communication qui s'inscrit parfaitement dans la tendance actuelle de prendre en compte les préoccupations de la population et d'augmenter sa participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques.

Le rapport est organisé autour de quatre chapitres :

Le **premier chapitre** identifie les grandes catégories de risques perçues comme les plus préoccupantes au Québec en prenant soin de faire la distinction entre les **préoccupations au niveau individuel et collectif**. Nous montrons aussi que les préoccupations au Québec peuvent différer en fonction de certaines caractéristiques sociodémographiques propres au répondant. Une comparaison des résultats des Baromètre CIRANO des cinq dernières années permet également de voir l'évolution dans le temps des préoccupations des Québécois.

Le **deuxième chapitre** présente une analyse des perceptions des Québécois vis-à-vis des 44 enjeux/projets à l'étude dans l'enquête administrée en octobre 2016. Sont abordées les **perceptions du niveau de risque, du niveau de bénéfice et aussi du niveau de confiance** que la population accorde au

...

gouvernement dans la gestion de ces enjeux. Une comparaison des résultats des éditions du Baromètre CIRANO des cinq dernières années permet ici aussi de voir l'évolution dans le temps des perceptions des Québécois.

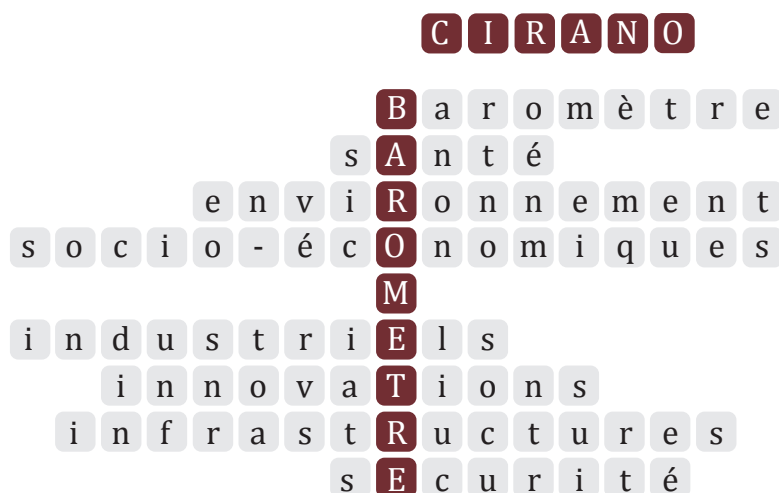
Le **troisième chapitre** indique le **niveau d'acceptabilité** de différents enjeux/projets à l'étude au Québec dans l'enquête 2016. Des analyses sont menées pour identifier les facteurs explicatifs de l'acceptabilité sociale.

De plus, une section entière est dédiée à une **analyse plus approfondie des perceptions des Québécois pour chacun des sept grands enjeux de société** retenus pour le Québec : les enjeux de l'environnement, les enjeux industriels, les enjeux des innovations technologiques, les enjeux de santé, les enjeux de sécurité, les enjeux économiques et finalement les enjeux des infrastructures et des projets publics.

Le **quatrième chapitre** dresse un portrait des principaux constats que l'on peut faire à la lecture des données de l'édition 2017 du Baromètre et de l'évolution par rapport aux éditions précédentes. Il ouvre aussi la discussion sur **l'importance de l'information et de la consultation du public** dans un contexte de prise de décisions publiques socialement acceptables.

À PROPOS DE LA COLLECTION BAROMÈTRE CIRANO

Depuis 2011, le Baromètre CIRANO compile les résultats d'enquêtes développées par le CIRANO et administrées par Léger auprès d'un échantillon d'environ 1000 répondants représentatif de la population du Québec. Ces enquêtes peuvent être générales et couvrir les sept grands enjeux pour le Québec (liés à la santé, l'environnement, le contexte socio-économique, les risques industriels, les innovations, les infrastructures et la sécurité) ou être des enquêtes spécifiques pour certaines problématiques.



Afin de bonifier ce rapport, nous allons présenter, en plus des résultats de la dernière enquête générale effectuée en octobre 2016, des analyses inédites de différentes données d'enquêtes conduites par CIRANO auprès de la population du Québec. Toutes les analyses statistiques exposées dans ce rapport ont ainsi été réalisées spécifiquement pour la présente étude, à l'exception des analyses des données du Baromètre Énergie qui ont été publiées en mai 2015 (de Marcellis-Warin *et al.*, 2015).

À titre informatif, voici un bref portrait des quatre enquêtes générales et des deux enquêtes thématiques réalisées jusqu'à ce jour.

Éditions générales du Baromètre CIRANO

En plus de l'enquête administrée en octobre 2016, trois enquêtes Baromètre générales ont été menées en 2011, en 2012 et en 2013 dont voici les caractéristiques dans le tableau ci-dessous. La première enquête pour le Baromètre CIRANO a été effectuée en 2011.

	Dates des sondages	Nombre de répondants
Baromètre 2011	du 22 au 27 juin 2011	1130
Baromètre 2012	du 29 juin au 6 juillet 2012	1110
Baromètre 2013	du 5 au 10 avril 2013	1058
Baromètre 2016	du 18 au 23 octobre 2016	1008

...

Enquêtes thématiques CIRANO

Des rapports basés sur des enquêtes thématiques ont également été réalisés en 2013, en 2014 et en 2015 :

- a) Enquête CIRANO spécifique sur quatre thématiques (à partir d'un questionnaire thématique administré du 15 au 23 novembre 2013)
 - le transport de matières dangereuses (de Marcellis-Warin et Peignier, 2013);
 - la gestion des projets d'infrastructures municipales (projet réalisé en collaboration avec l'Union des Municipalités du Québec (UMQ) (de Marcellis-Warin, Peignier, Leenhouts, Bui, Strub, 2014));
 - la mise en place d'une action collective pour l'intégrité dans l'industrie de la construction du Québec (dans le cadre d'un projet de recherche sur l'intégrité dans l'industrie de la construction réalisé en collaboration avec l'Association de la Construction du Québec (ACQ) (De Marcellis-Warin, Peignier, Teodoresco, des Chênes, 2014)).
 - l'accord de libre-échange Canada-Union européenne (Warin, Sinclair-Desgagné et Van Assche, 2015).
- b) Baromètre spécifique sur l'énergie et les changements climatiques réalisé en collaboration avec l'Institut de l'Énergie Trottier (enquête du 16 au 20 avril 2015) (De Marcellis-Warin *et al.*, 2015).

Population et échantillon

La population à l'étude est composée des résidents de la province de Québec âgés de 18 ans et plus et pouvant s'exprimer en français ou en anglais. Au total, 1008 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu au questionnaire. La collecte de données a été réalisée par Internet du 18 au 23 octobre 2016 par l'Institut de sondage Léger. La durée moyenne des entrevues a été de 25 minutes 12 secondes.

Élaboration et validation du questionnaire

Le questionnaire a été élaboré par CIRANO et validé par un statisticien et des experts sur les sondages de Léger. Un pré-test a également permis de s'assurer de la bonne compréhension du questionnaire et de la justesse des échelles de réponses choisies.

Le questionnaire a été conçu de façon à interroger les Québécois sur une liste de 44 grands enjeux/projets du Québec. Une première question générale traite des préoccupations actuelles des Québécois, en distinguant les préoccupations au niveau personnel des préoccupations au niveau collectif. Par la suite, pour chacun des projets et enjeux à l'étude, le questionnaire vise à connaître la perception du niveau de risque, la perception de l'ampleur des bénéfices, la confiance accordée aux autorités publiques pour la gestion de ces enjeux et finalement le niveau d'acceptabilité sociale.

En fonction des années, l'enquête aborde également des sujets plus spécifiques ou certains thèmes qui sont dans l'actualité. Par exemple, pour la présente enquête effectuée en octobre 2016, nous avons ajouté des questions concernant les risques perçus liés à l'utilisation des objets connectés à Internet, les enjeux du transport des matières dangereuses et le thème de la fraude alimentaire.

Pondération et représentativité

Afin de rendre l'échantillon représentatif de la population étudiée, les données brutes de l'étude ont été pondérées en fonction de la distribution réelle de la population selon le sexe, l'âge, la langue maternelle, le niveau de scolarité, la présence d'enfant mineur dans le ménage et la région d'après les données du recensement de 2011 de Statistique Canada. À titre indicatif, un échantillon probabiliste de même taille ($n = 1000$) aurait une marge d'erreur maximale de $\pm 3,1\%$, et ce, dans un intervalle de confiance de 95 % (19 fois sur 20).

Notes pour lire le rapport

Le lecteur peut, s'il le désire, aborder ce rapport par l'un ou l'autre des chapitres. Chacun porte en soi une problématique propre et peut être lu séparément. Nous sommes conscientes que ce rapport couvre une grande étendue d'enjeux appartenant à des domaines très variés et c'est pourquoi la section 3.5 du chapitre 3 va permettre à quiconque intéressé plus spécifiquement par un des enjeux de société à l'étude d'avoir un récapitulatif des grandes tendances de perception des risques pour cet enjeu spécifique.

La forme masculine utilisée dans le texte désigne aussi bien les femmes que les hommes. Elle n'est utilisée qu'à la seule fin d'alléger le texte et d'en faciliter la compréhension.



Toujours dans le but d'alléger le texte :

- le terme « francophones » désigne les individus de langue maternelle française, unilingues ou bilingues, de même que le terme « anglophones » désigne les individus de langue maternelle anglaise y compris les bilingues;
- le terme « allophones » désigne les répondants qui ont une langue maternelle autre que le français ou l'anglais;
- le terme « milléniaux » désigne les 18-34 ans, la génération X, les 35-54 ans, les baby-boomers, les 55-74 ans et finalement la génération silencieuse, les 75 ans et plus.
- Aux fins du sondage, les 16 régions administratives du Québec ont été regroupées en trois grandes régions, la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal, la région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec et finalement les autres régions :
 - La région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal se déploie sur plus de 4 000 kilomètres carrés et regroupe cinq régions administratives dans leur totalité (Montréal et Laval) ou en partie (Montérégie, Laurentides et Lanaudière). Située dans la vallée du Saint-Laurent, la RMR de Montréal s'étend de la municipalité de Saint-Jérôme au nord jusqu'aux limites des MRC de Roussillon et de La Vallée-du-Richelieu au sud, et de Vaudreuil-Soulanges à l'ouest jusqu'à Lavaltrie à l'est;
 - La région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec est la 2^e plus importante au Québec en termes de population. Elle regroupe 44 municipalités locales et un territoire amérindien situés dans deux régions administratives (Québec et Chaudière-Appalaches).

Dans les tableaux présentés, les données en caractères gras et **rouges** signalent une proportion significativement supérieure à celle des autres répondants. À l'inverse, les données en caractères gras et **bleus** signalent une proportion significativement inférieure à celle des autres répondants.

10 grandes catégories de risques sont à l'étude dans les enquêtes du Baromètre CIRANO. Cette première section aborde de manière globale les préoccupations des Québécois.

La question est posée à deux niveaux : les catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel et les catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan collectif.

Catégories de risques	Exemples associés
Risques naturels	inondation, tremblement de terre, incendie de forêt, canicule
Risques environnementaux Risques liés aux ressources énergétiques	pollution de l'air, pollution de l'eau, changements climatiques, exploration et exploitation gazière et minière
Risques industriels	usine chimique, centrale nucléaire, transport de matières dangereuses, enfouissement des déchets, lignes à haute tension, ondes électromagnétiques
Risques liés aux innovations technologiques	OGM, nanotechnologies, génomique, objets connectés, virus informatique, vol d'identité
Risques liés à la santé publique	vaccination, dépendance au tabac, drogue, obésité, malbouffe, contamination des aliments, fraude alimentaire
Risques liés au système de santé	engorgement des urgences, listes d'attente, infections dans les hôpitaux
Risques liés à la sécurité	vol, gang de rue, crime, attentat terroriste
Risques économiques et financiers	coût de la vie, prix de l'essence, taux d'intérêt, chômage, retraite, frais de scolarité
Risques liés aux infrastructures de transport	vieillesse des ponts, viaducs et routes, état des aqueducs
Risques liés à la gestion des projets publics	partenariat public-privé, gestion des grands projets, corruption

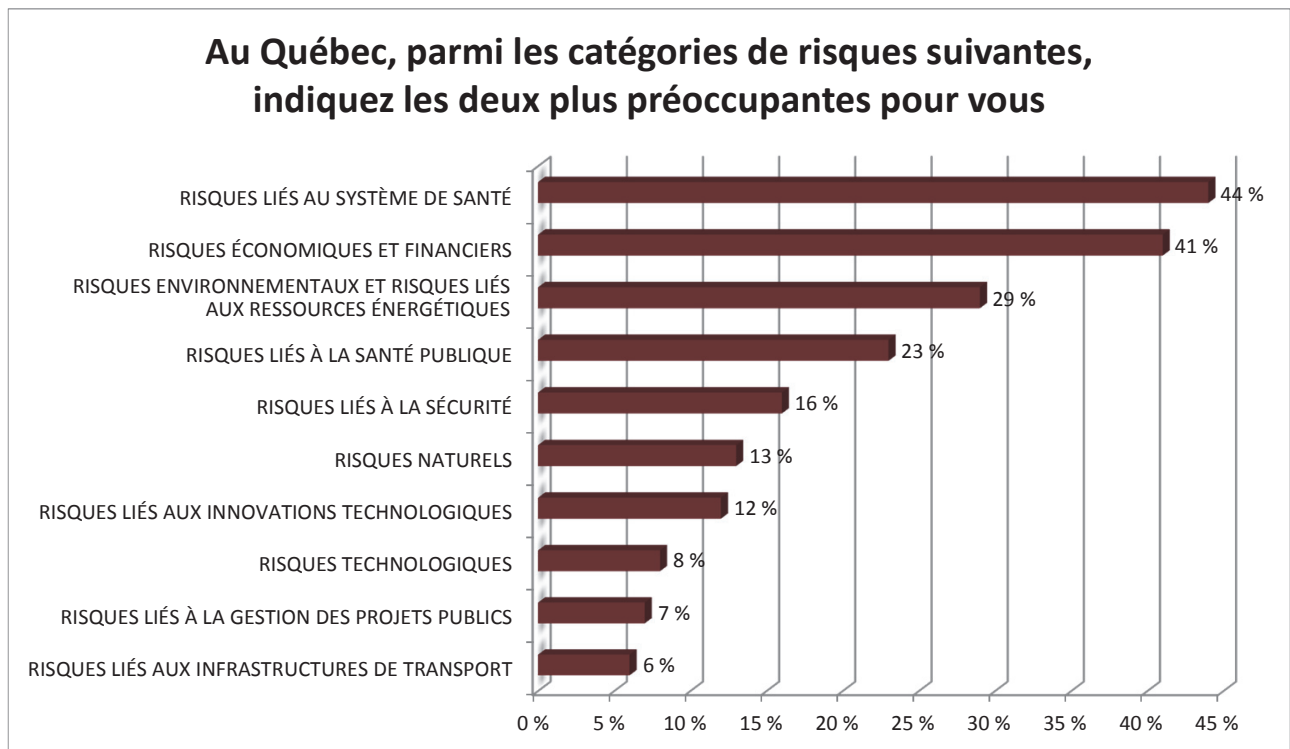
1.1 Les catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel

Les risques liés au système de santé (engorgement des urgences, listes d'attente, infections dans les hôpitaux, etc.) et les risques économiques et financiers (coût de la vie, prix de l'essence, crise du logement, chômage, retraite, frais de scolarité, etc.) sont largement en tête des préoccupations personnelles des Québécois. En effet, 44 % des Québécois sont préoccupés par les risques liés au système de santé et 41 % par les risques économiques et financiers.

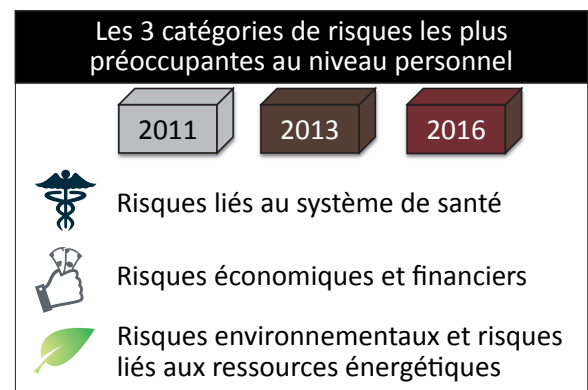
Viennent ensuite, parmi les préoccupations personnelles des Québécois, les risques environnementaux et ceux liés aux ressources énergétiques (29 %) (pollution atmosphérique, pollution de l'eau, changements climatiques, exploration et exploitation gazière et minière, etc.) et les risques liés à la santé publique (23 %) (dépendance au tabac, drogue, obésité, malbouffe, vaccination, etc.).

16 % des Québécois ont classé les risques liés à la sécurité (vol, gang de rue, attentat terroriste, etc.) dans leurs deux principales préoccupations. Suivent avec environ 12 % des réponses les risques naturels (glissement de terrain, inondation, séisme, incendie de forêt, canicule, etc.) et les risques liés aux innovations technologiques (OGM, nanotechnologies, génomique, virus informatique, vol d'identité, objets connectés, etc.).

Graphique 1 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan personnel.



Enfin, loin de ceux précédemment cités, avec 8 % ou moins de réponses, viennent les risques technologiques (usine chimique, centrale nucléaire, transport de matières dangereuses, enfouissement des déchets, lignes à haute tension, etc.), les risques liés à la gestion des projets publics (partenariat public-privé, corruption, etc.) et les risques liés aux infrastructures de transport (vieillesse des ponts/viaducs et routes, vieillissement du métro, état des aqueducs, etc.).



Depuis cinq ans, les résultats des éditions du Baromètre CIRANO montrent que les préoccupations des Québécois au niveau personnel n'ont pas changé : les trois catégories de risques les plus préoccupantes sont exactement les mêmes et classées dans le même ordre, que ce soit en 2011, en 2013 ou en 2016.

Les préoccupations peuvent être différentes en fonction de certaines caractéristiques sociodémographiques propres au répondant : selon le sexe, selon l'âge, la région et la langue maternelle. Ne sont présentés par la suite que les résultats statistiquement significatifs les plus intéressants, issus de tests statistiques de Mann-Whitney.

1.1.1 Des préoccupations différentes selon l'âge

L'âge est une variable sociodémographique qui a une grande influence sur le type de préoccupations personnelles. Ainsi, les baby-boomers et les personnes âgées de plus de 75 ans sont les moins préoccupées au niveau personnel (respectivement 35 % et 29 % alors que la moyenne pour l'ensemble des répondants est de 41 %) par les risques économiques et financiers. Comparativement aux autres générations, la génération silencieuse (75 ans et plus) est celle qui est la plus préoccupée au niveau personnel par les risques liés au système de santé, à hauteur de 68 % (alors que la moyenne pour l'ensemble des répondants se situe à 44 %).

Tableau 1 : Des préoccupations différentes selon l'âge et le sexe.

Au Québec, parmi les catégories de risques suivantes, indiquez les deux plus préoccupantes pour vous							
CATÉGORIE	Proportion des répondants ayant indiqué la catégorie parmi les 2 plus préoccupantes (n = 1008)	SEXE		ÂGE			
		Homme (n = 490)	Femme (n = 518)	18-34 ans (n = 272)	35-54 ans (n = 363)	55-74 ans (n = 339)	75 ans et plus (n = 34)
				Milléniaux	Génération X	Baby-boomer	Génération silencieuse
Risques liés au système de santé	44 %	40 %	48 %	37 %	41 %	51 %	68 %
Risques économiques et financiers	41 %	40 %	43 %	46 %	45 %	35 %	29 %

1.1.2 Des préoccupations différentes selon le sexe

Comparativement aux hommes, 48 % des femmes se disent préoccupées personnellement par les risques liés au système de santé (40 % des hommes).

Aux dernières places des préoccupations personnelles des femmes se retrouvent les risques liés aux infrastructures de transport (4 % des femmes seulement, alors que cet aspect préoccupe 8 % des hommes), ainsi que les risques liés à la gestion des projets publics (5 % des femmes ont identifié cet enjeu dans les deux plus préoccupants contre 9 % des hommes).

Les **femmes** sont plus préoccupées que les hommes au niveau personnel par les risques liés au système de santé.

1.1.3 Des préoccupations différentes selon la langue

Seulement 5 % des francophones ont identifié les risques liés aux infrastructures de transport dans leurs deux catégories de risques les plus préoccupantes comparativement à 14 % des anglophones ($p = 0,002$).

1.1.4 Des préoccupations différentes selon la région d'habitation

Certaines préoccupations personnelles varient selon les régions d'habitation.

- Les personnes résidant dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Québec sont les plus nombreuses à être personnellement préoccupées par les risques liés aux infrastructures de transport de façon statistiquement significative (14 % contre 8 % des résidents de Montréal et 2 % des résidents des autres régions, au seuil de confiance de $p = 0,001$). Cela représente un changement important dans le temps. En effet, en 2011, les personnes résidant dans la grande région de Montréal étaient significativement plus nombreuses à être personnellement préoccupées par ces risques (17 % contre 10 % pour Québec RMR et 9 % pour les autres régions). En 2013, bien que les habitants de Montréal soient encore les plus nombreux à être préoccupés par les infrastructures, l'écart s'est nettement aminci entre les deux grandes régions et n'est d'ailleurs plus significatif (14 % pour Montréal RMR et 12 % pour Québec RMR). La différence est toutefois significative avec les habitants des autres régions puisqu'ils ne sont que 2 % à être préoccupés par les infrastructures.

Tableau 2 : Évolution dans le temps de la proportion des répondants ayant indiqué la catégorie des risques liés aux infrastructures parmi les deux plus préoccupantes en fonction de la région d'habitation.

Année de l'enquête	Montréal RMR	Québec RMR	Autres régions
2011	17 %	10 %	9 %
2013	14 %	12 %	6 %
2016	8 %	14 %	2 %

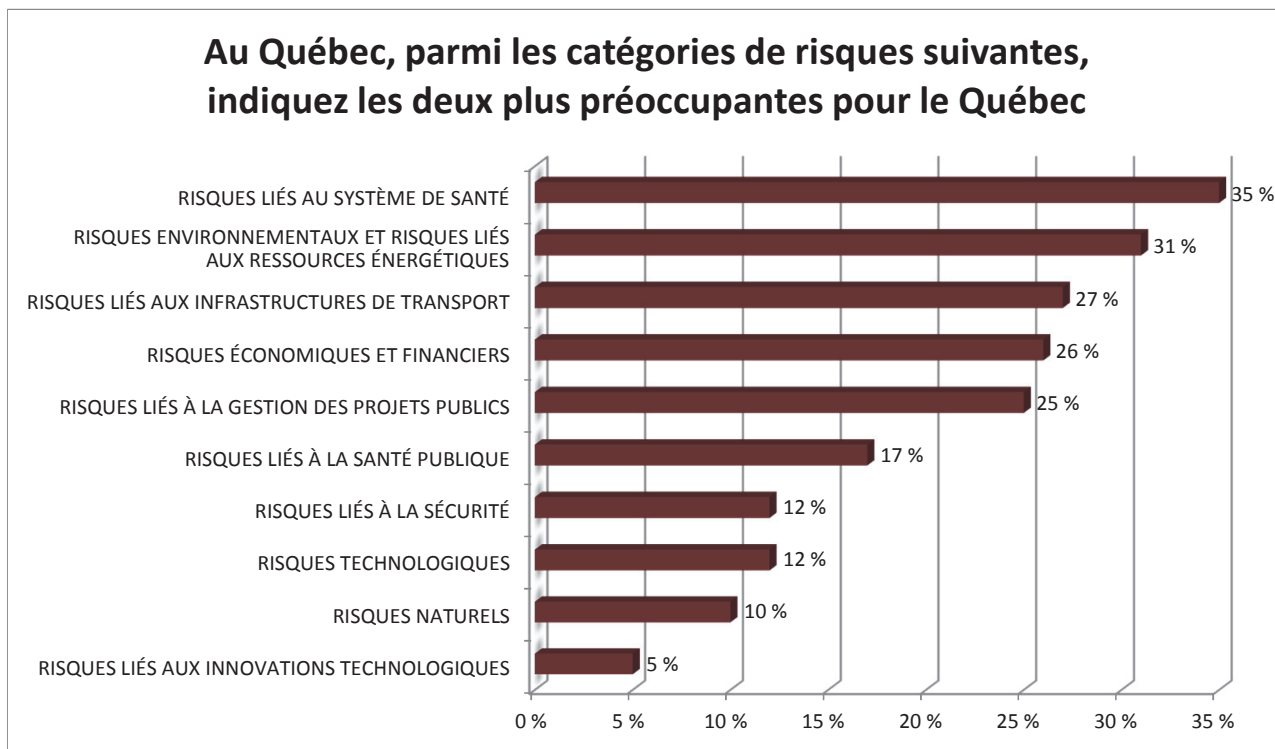
- Les personnes résidant dans les autres régions (en dehors de Montréal RMR et de Québec RMR) sont les plus nombreuses (19 % contre 9 % des habitants de Montréal et 6 % des habitants de Québec) à être personnellement préoccupées par les risques naturels (incendie de forêt, inondation, tremblement de terre).

1.2 Les catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan collectif

Intéressons-nous maintenant aux préoccupations au niveau collectif. Le classement change quelque peu. En effet, deux grandes catégories se partagent le peloton de tête, à savoir les risques liés au système de santé (35 %) et les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques (31 %).

Viennent ensuite, à hauteur de 25 % environ, les risques liés aux infrastructures, les risques économiques et financiers et les risques liés à la gestion des projets publics. Après les préoccupations liées à la santé publique (17 %), on retrouve avec 10 à 12 % des répondants trois catégories : les risques liés à la sécurité, les risques technologiques et les risques naturels. Finalement, en dernier se retrouvent les risques liés aux innovations technologiques (5 %).

Graphique 2 : Classement des catégories de risques les plus préoccupantes sur le plan collectif



Depuis cinq ans, les résultats des éditions du Baromètre CIRANO montrent que les risques liés aux infrastructures de transport et les risques liés au système de santé font systématiquement partie des trois catégories de risques les plus préoccupantes au niveau collectif (que ce soit en 2011, en 2013 ou en 2016).



De la même façon que les préoccupations personnelles, les préoccupations collectives varient en fonction de certaines caractéristiques sociodémographiques. Au niveau des préoccupations collectives toutefois, le sexe des répondants et la région d'habitation n'ont pas d'influence significative sur le classement.

1.2.1 Des préoccupations collectives des risques économiques et financiers différentes selon l'âge

Les préoccupations au niveau collectif liées à l'économie et aux finances ont à peu près les mêmes différences par catégories d'âge que les préoccupations personnelles. Ainsi, les baby-boomers et les 75 ans et plus sont les deux catégories d'âge significativement les moins nombreuses à être préoccupées tant au niveau individuel que collectif par les risques économiques et financiers (respectivement 19 % et 21 % sont préoccupées au niveau collectif contre 32 % pour les 18-34 ans et 28 % pour les 35-54 ans).

Les 55 ans et moins sont les plus préoccupés tant au niveau individuel que collectif par les risques économiques et financiers.

1.2.2 Des préoccupations collectives des risques naturels et des risques technologiques différentes selon la scolarité et le revenu

Les Québécois avec une formation de niveau secondaire (15 %) sont plus nombreux que les Québécois ayant une scolarité de niveau collégial (10 %) ou un baccalauréat (5 %) à être préoccupés au niveau collectif par les risques naturels.

Aussi, comparativement aux répondants des autres groupes de revenus, les personnes avec un revenu total pour le foyer de 80 000 \$ et plus (5 %) sont significativement moins nombreuses à être préoccupées par les risques naturels, alors que les personnes avec un revenu total pour le foyer de 40 000 \$ et moins (13 %) sont significativement plus nombreuses à être préoccupées par ce type de risques.

Suivant exactement la même tendance, les Québécois avec une formation de niveau secondaire (14 %) ou collégial (14 %) sont significativement plus nombreux à être préoccupés au niveau collectif par les risques technologiques que les répondants ayant un baccalauréat (8 %) ou un diplôme de 2^e ou de 3^e cycle universitaire (6 %). Comparativement aux répondants des autres groupes de revenus, les personnes avec un revenu total pour le foyer de 40 000 \$ et moins (16 %) sont significativement plus nombreuses à être préoccupées par les risques technologiques.

Plus le niveau de scolarité augmente (respectivement le niveau de revenu), plus le niveau de préoccupation pour les risques naturels et les risques technologiques diminue.

Ainsi, le niveau de préoccupation lié aux risques naturels et aux risques technologiques semble corrélé avec le niveau de scolarité et le revenu : plus le niveau de scolarité augmente, plus le niveau de préoccupation pour ces deux catégories de risques diminue de façon significative. De la même manière, plus le revenu augmente, plus le niveau de préoccupation pour ces deux catégories de risques diminue de façon significative.

1.2.3 Des préoccupations collectives concernant la gestion des projets publics différentes selon l'âge et la scolarité

À l'inverse des préoccupations pour les risques naturels et technologiques, les Québécois avec un niveau de scolarité plus élevé sont plus préoccupés par les risques liés à la gestion des projets publics. L'âge est également un facteur de différenciation pour ces préoccupations : 20 % des 18-34 ans sont préoccupés au niveau collectif par les risques liés à la gestion des projets publics contre 30 % des baby-boomers ($p = 0,001$).

1.2.4 Des préoccupations collectives différentes pour les risques liés aux infrastructures de transport et pour les risques environnementaux

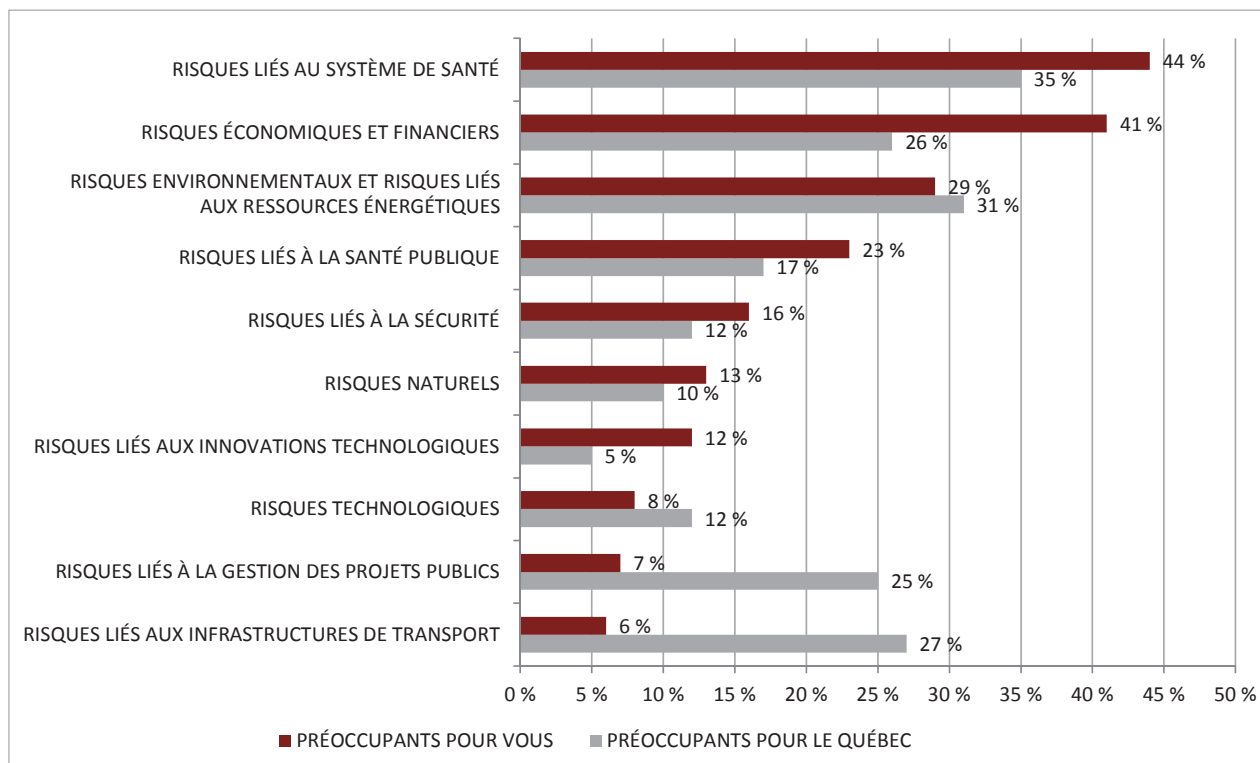
De la même façon qu’au niveau des préoccupations individuelles, les anglophones (40 %) sont significativement plus nombreux que les francophones (24 %) à être préoccupés au niveau collectif par les risques liés aux infrastructures de transport.

Les foyers qui n’ont pas d’enfants sont plus préoccupés (33 %) au niveau collectif par les risques environnementaux et les risques liés aux ressources énergétiques que ceux qui ont des enfants (24 %) (significatif avec un $p = 0,009$).

1.3 Comparaison des préoccupations personnelles et collectives

Il est intéressant de noter que certaines catégories de risques sont plus préoccupantes au niveau personnel qu’au niveau collectif. L’inverse est également vrai.

Graphique 3 : Comparaison des préoccupations personnelles et collectives



35 % des Québécois sont préoccupés au niveau collectif par le système de santé et 44 % le sont au niveau personnel, ce qui en fait la 1^{re} source de préoccupation des Québécois. Les préoccupations relatives au système de santé augmentent de façon significative avec l’âge lorsqu’on les évalue au niveau personnel, alors qu’elles diminuent globalement avec l’âge, lorsqu’on les considère à l’échelle collective. Cela signifie que les jeunes se sentent moins concernés individuellement par les problèmes du système de santé, mais sont conscients que cela peut être préoccupant pour la population générale du Québec. À l’inverse, les personnes âgées considèrent qu’elles ont plus à être personnellement préoccupées par le système de santé, mais que pour l’ensemble du Québec, la préoccupation est moindre.

On remarque également que, parmi les trois catégories les plus préoccupantes au niveau personnel, deux font aussi partie du Top 3 des préoccupations collectives. Ainsi, les risques économiques et financiers sont davantage des préoccupations personnelles que collectives. À l'opposé, les risques liés aux infrastructures et les risques liés à la gestion des projets publics sont davantage des préoccupations pour la société en général que pour un individu en particulier. Au niveau personnel, les risques liés aux infrastructures de transport occupaient d'ailleurs le dernier rang des préoccupations personnelles des Québécois alors qu'ils étaient au 3^e rang de leurs préoccupations au niveau collectif. Un test de Student pour échantillons appariés confirme que les différences de proportion entre les perceptions personnelles et collectives sont statistiquement significatives (excepté pour les catégories des risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques et les risques naturels).

44 projets ou enjeux ont été retenus pour l'enquête du Baromètre CIRANO qui a été administrée en octobre 2016. Ces projets ou enjeux couvrent autant les questions environnementales, technologiques et de santé, que des enjeux de société d'intérêt pour le Québec. De façon générale, un enjeu émerge lorsqu'une personne, un groupe, une organisation, un gouvernement ou une société, qui fait face à une situation, doit choisir entre des possibilités dont chacune est porteuse de valeurs différentes (Commissaire à la santé et au bien-être, 2008).

Ces 44 enjeux/projets ont été regroupés en **sept grandes catégories d'enjeux pour la société** qui reprennent les grandes catégories de préoccupations considérées précédemment en regroupant certaines ensemble : par exemple les enjeux touchant les risques naturels et les risques environnementaux ont été regroupés sous la catégorie des enjeux de l'environnement; les enjeux de santé publique et du système de santé ont aussi été regroupés sous la catégorie enjeux de santé, et finalement les enjeux touchant les infrastructures et les projets publics ont également été jumelés.



Avant d'analyser les résultats de l'enquête sur la perception du niveau de risque, du niveau de bénéfice ou encore du niveau de confiance dans le gouvernement, il est important d'expliquer comment ont été sélectionnés les enjeux à l'étude.

2.1 Choix des enjeux à l'étude du Baromètre

Tout d'abord, le questionnaire est conçu de façon à conserver chaque année la presque totalité des projets/enjeux à l'étude afin d'assurer une certaine continuité dans l'analyse des résultats et pour permettre des comparaisons entre les différentes éditions du Baromètre. Le choix initial des projets/enjeux avait été fait en recensant près d'une vingtaine d'études pour déterminer les risques les plus analysés à des fins comparatives. Avant chaque Baromètre, nous regardons les dernières parutions d'enquêtes semblables au niveau international, comme le rapport Global Risks (Forum économique mondial, 2016), le Baromètre de l'IRSN (IRSN, 2016), les différents rapports Eurobaromètre de la Commission européenne (Commission européenne, 2016) ou encore les enquêtes sur les risques réalisées par des compagnies

d'assurance ou de réassurance telles que la Swiss Re (Swiss Re, 2016), etc. Nous interrogeons également nos partenaires et nos collaborateurs.

Ainsi, pour chaque enquête, la liste des projets/enjeux est retravaillée afin de refléter des nouveaux défis qui auraient pu émerger et qui seraient d'intérêt pour le Québec.

Nous avons également consulté le site Internet d'Influence Communication qui réalise chaque semaine un top 5 des actualités en termes de poids médias par semaine au Québec et qui publie chaque année un bilan sur l'état de la nouvelle au Québec pour avoir une idée des préoccupations qui sont mises en avant dans les journaux. Nous avons en outre examiné les différents sondages d'ores et déjà effectués au Québec, sondages qui se limitent la plupart du temps à un seul aspect, ce qui ne permet pas de comparaisons.

Les 44 enjeux et projets retenus sont :

Enjeux de l'environnement	La pollution de l'eau
	La pollution de l'air
	Les changements climatiques
	Les tremblements de terre
	La canicule
	Les inondations

Enjeux industriels	L'exploitation d'une centrale nucléaire
	La construction d'un parc éolien
	L'exploitation des mines
	L'exploitation des forêts
	L'exploration pour du pétrole
	L'exploration pour des gaz de schiste
	L'utilisation de produits chimiques par les industries
	Le transport de matières dangereuses
	L'utilisation des engrais/pesticides
Les sites d'enfouissement de déchets domestiques	

Enjeux des innovations technologiques	L'utilisation des nanotechnologies
	L'utilisation de la génétique/génomique dans la santé
	L'utilisation des antennes cellulaires et lignes à haute tension
	L'utilisation des objets connectés à Internet
	La consommation d'aliments contenant des OGM (organismes génétiquement modifiés)

Enjeux de santé	La difficulté d'accéder aux services de santé
	L'engorgement des urgences dans les hôpitaux
	La vaccination
	Les épidémies (Zika, grippe, ...)
	La contamination des aliments par les bactéries ou autres microbes
	Les infections dans les hôpitaux
Les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité	

Enjeux de sécurité	Les cyberattaques (vol d'identité, virus, ...)
	Le terrorisme
	La fraude alimentaire (étiquetage falsifié, contrefaçon)

Enjeux socio-économiques	Le chômage
	Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite
	La hausse du coût de la vie/la hausse des taux d'intérêt
	L'endettement des ménages
	Le prix de l'énergie (essence, ...)
	Le vieillissement de la population
	L'immigration
	L'accès à l'éducation universitaire (frais de scolarité)
Le décrochage scolaire	

Enjeux des infrastructures et des projets publics	L'état des infrastructures de transport (routes, ponts et viaducs)
	L'état des aqueducs et des égouts
	Les projets en partenariat public-privé (PPP)
	La corruption

Les projets/enjeux retenus se retrouvent dans plusieurs questions tout au long du questionnaire. Cette continuité nous a permis d'évaluer et de comparer ces projets et enjeux selon quatre angles : (1) le niveau de risque perçu, (2) la confiance accordée à leur gestion par le gouvernement et pour un échantillon de 17¹ enjeux parmi les 44 pour lesquels cela s'appliquait (3) le niveau de bénéfice perçu et finalement (4) le niveau d'acceptabilité sociale pour ces enjeux. Ce chapitre nous fait entrevoir et mieux comprendre les perceptions de risque des Québécois. Le chapitre suivant traitera de façon détaillée de l'acceptabilité sociale, qui se veut être la résultante des trois autres éléments évalués.

2.2 Mise en contexte de nos résultats avec l'actualité au Québec

De plus, avant toute analyse des résultats du Baromètre, nous mettons en perspective nos données sur les perceptions des Québécois avec les nouvelles au moment de l'administration de l'enquête. En effet, la couverture médiatique, le volume de l'information et le degré de dramatisation de l'information jouent un rôle important dans le phénomène d'amplification sociale du risque (Hergon, Moutel, Bellier, Hervé et Rouger, 2004). Pour évaluer cet élément, nous allons utiliser le poids médias mesuré par Influence Communication (Influence Communication, 2016), qui permet de donner la mesure de l'accélération des mouvements de société. Qu'il s'agisse des nouvelles diffusées pendant quelques heures ou pendant plusieurs années, le poids médias établit le pourcentage qu'a occupé une nouvelle, un événement ou même une personne par rapport au volume total de nouvelles au cours de la même période. Le site Internet d'Influence Communication réalise chaque semaine un top 5 des actualités en termes de poids médias au Québec et publie chaque année un bilan sur l'état de la nouvelle au Québec (Influence Communication, 2016). Le tableau suivant illustre les cinq nouvelles qui ont reçu le plus de poids médias durant la semaine de notre enquête, à savoir du 18 au 23 octobre 2016.

Tableau 3 : Top 5 de la nouvelle au Québec, semaine du 17 au 23 octobre 2016

(Source : Influence Communication, 2016)

Top 5 hebdomadaire au Québec		
Rang	Nouvelles	Poids médias
1	Le député libéral Gerry Sklavounos accusé d'agressions sexuelles	4,91 %
2	Présidentielles américaines : tenue du troisième et dernier débat entre les candidats	3,72 %
3	Vague d'agression sexuelles à l'Université Laval	2,51 %
4	Baseball : les Blue Jays sont éliminés des séries éliminatoires de la MLB	1,24 %
5	Retour au jeu de Carey Price	1,21 %

1. Il existe néanmoins une exception à la liste complète des projets/enjeux dans la question sur le niveau d'acceptabilité et le niveau de bénéfice. En effet, pour ces deux questions, nous avons uniquement considéré les enjeux pour lesquels les répondants peuvent mesurer (ou qualifier) à la fois un risque et un bénéfice. En effet, il est impossible d'évaluer les bénéfices d'un événement négatif (p. ex. inondation, terrorisme). Si l'on prend l'exemple de la vaccination, le répondant devra mettre en parallèle les bénéfices à la fois pour lui et pour la société (disparition de maladies graves, immunisation, etc.), avec les risques liés au vaccin (effets indésirables pouvant aller jusqu'au décès).

L'analyse des top 5 de l'actualité durant les semaines précédant le sondage montre que les sujets dont le poids médias est le plus élevé touchent principalement les présidentielles américaines, le Canadien de Montréal et les séries éliminatoires de la MLB, l'ouragan Matthew aux Antilles et aux États-Unis et finalement la course à la chefferie du Parti Québécois.

Étant donné que l'on est dans une ère où l'information circule beaucoup sur les réseaux sociaux, le tableau 4 indique de plus le top 5 Twitter de la semaine du 17 au 23 octobre 2016 au Québec.

Tableau 4 : Top 5 des tweets au Québec, semaine du 17 au 23 octobre 2016

(Source : Influence Communication, 2016)

QUÉBEC			
Rang	Mots clés	Rang au Canada	Poids
1	Jacques Demers	17	0,83 %
2	#TLMEP*	22	0,76 %
3	Radulov	38	0,55 %
4	Gerry Sklavounos	39	0,55 %
5	Alice Paquet	43	0,51 %

* TLMEP = Émission de télévision « Tout le monde en parle »

2.3 Niveau de risque perçu pour les projets et enjeux du Québec

Les répondants ont dû évaluer le niveau de risque qu'ils percevaient pour le Québec sur une échelle de Likert à cinq points : « Négligeable, Faible, Moyen, Grand, Très grand ». Une option « ne connaît pas le niveau de risque » a été ajoutée pour ceux qui ne se sentaient pas assez bien informés pour évaluer le niveau de risque.

2.3.1 Niveau de risque moyen perçu pour 44 enjeux au Québec

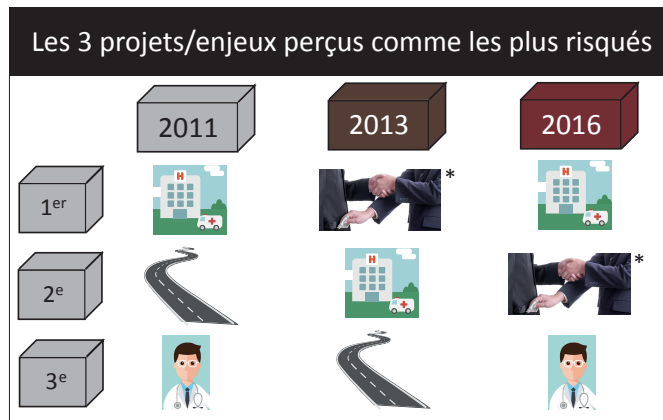
L'engorgement des urgences et la difficulté d'accéder aux services de santé

L'engorgement des urgences dans les hôpitaux, la difficulté d'accéder aux services de santé et la corruption sont les enjeux perçus comme les plus élevés (le niveau de risque perçu pour ces enjeux est en moyenne supérieur à 4 (ou presque), c'est-à-dire supérieur à un niveau de risque « grand »). Le risque lié à la difficulté d'accéder aux services de santé se différencie de l'engorgement des urgences et correspond davantage à la difficulté d'obtenir un médecin de famille, aux délais pour voir un spécialiste, aux délais pour une chirurgie, etc. Bien qu'il existe des disparités régionales relativement à l'accès aux urgences (ce sont dans les régions qui ont connu la plus grande croissance de la population – régions en périphérie de Montréal et de l'Outaouais – que les séjours moyens à l'urgence sont les plus longs (Salois, Robitaille, Cleret de Langavant, Sossa et Benigeri, 2014)), nos résultats n'évoquent aucune différence dans le niveau de risque perçu selon les différentes régions du Québec.

Les 3 projets/enjeux perçus comme les plus risqués :

1. L'engorgement des urgences.
2. La corruption.
3. La difficulté d'accéder aux services de santé.

L'engorgement des urgences fait en outre partie du top 3 des projets/enjeux perçus comme les plus à risque par les Québécois depuis 2011.



* Enjeu non étudié en 2011.

Le vieillissement de la population

On constate que plusieurs enjeux socio-économiques sont perçus par les Québécois avec un niveau de risque relativement élevé : le vieillissement de la population (3,9), l'endettement des ménages (3,88), la hausse du coût de la vie et la hausse des taux d'intérêt (3,85), les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite (3,69) et le prix de l'énergie (3,65). Concernant le vieillissement de la population, selon un rapport de l'Institut de la statistique du Québec, la proportion de 65 ans et plus est passée de 13,6 % en 2005 à 17,6 % en 2015 (André, 2016). Ces changements démographiques auront d'importantes répercussions sur la société québécoise, tant en ce qui concerne l'économie et le niveau de vie que les finances publiques et la viabilité financière des régimes de retraite. Ainsi de nombreux enjeux précités sont donc interreliés avec le vieillissement de la population. Un autre exemple, le vieillissement de la population ajoute une pression très forte sur les dépenses de santé qui accaparent déjà 45 % du budget gouvernemental.

Les infrastructures de transport

Les Québécois dépendent quotidiennement des infrastructures publiques. Que l'on parle du mauvais état des routes, d'un bris d'aqueduc, d'une rupture de canalisation ou de l'effondrement d'un pont ou d'un viaduc, les enjeux liés aux infrastructures publiques font régulièrement la une des journaux. Rappelons d'ailleurs que les risques liés aux infrastructures de transport ressortaient comme la 3^e principale préoccupation des Québécois au niveau collectif. Cette préoccupation se reflète également dans les niveaux de risque perçus pour différents enjeux s'y rattachant : le niveau de risque perçu pour l'état des ponts et des viaducs est de 3,8 sur une échelle de 1 à 5 et de 3,37 pour l'état des aqueducs et des égouts. Les Québécois perçoivent un niveau de risque significativement plus élevé pour les infrastructures de transport (routes, ponts et viaducs), dont la dégradation de l'état est plus visible, que pour les infrastructures souterraines (aqueducs et égouts).

Les enjeux de l'environnement

D'autres projets ou enjeux fortement médiatisés au Québec à l'automne 2016 et plus particulièrement dans la dernière année, comme par exemple les projets de construction de pipelines, sont également perçus comme ayant des niveaux de risque entre grands et très grands. On notera par exemple, l'exploration pour du gaz de schiste, avec un niveau moyen de risque perçu égal à 3,43, le transport des matières dangereuses, avec un risque moyen de 3,42. En outre, dans le contexte du premier accord universel sur le climat adopté à l'unanimité lors de la COP21, qui s'est déroulée en décembre 2015 à Paris, les changements climatiques sont un enjeu perçu comme relativement risqué par les Québécois avec un niveau de risque moyen de 3,56.

Les phénomènes naturels sont perçus comme ayant un niveau de risque compris entre faible et moyen (par exemple, la canicule avec un niveau de risque perçu moyen de 2,63, et les inondations, 2,64). Les tremblements de terre se classent quant à eux à la dernière place en termes de risque perçu sur les 44 enjeux à l'étude.

L'accès à l'éducation universitaire

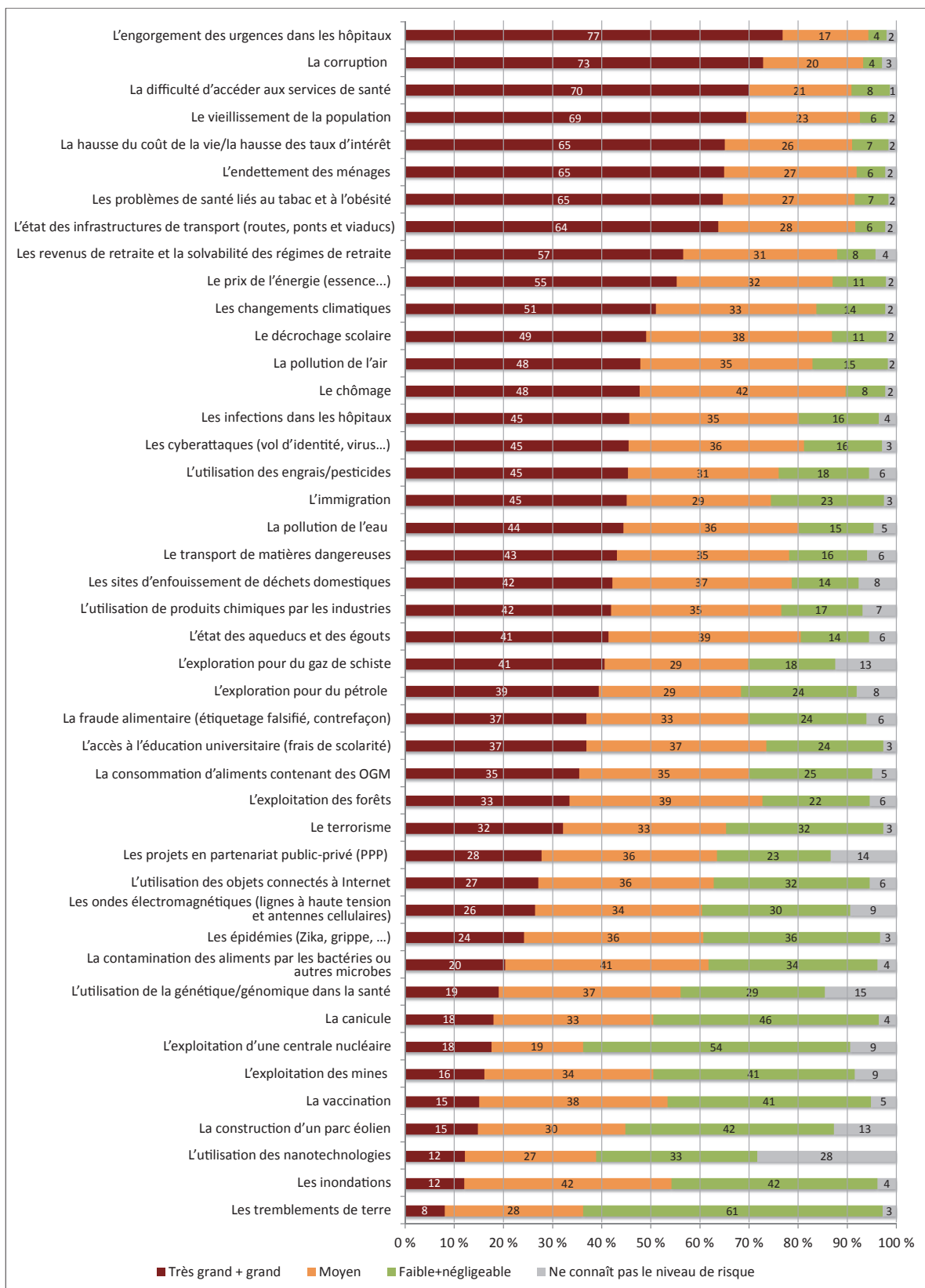
La question des droits de scolarité a marqué l'année 2012 au Québec avec, en particulier, la longue grève étudiante du printemps. Le débat s'est par la suite étendu à la qualité des formations et à leur financement. Un sommet a eu lieu en février 2013 et s'est conclu par la décision du gouvernement d'imposer une indexation annuelle des droits de scolarité, malgré l'opposition des associations étudiantes. Toutefois, l'accès à l'éducation universitaire continue d'être perçu comme un enjeu qui préoccupe, et le niveau de risque perçu augmente même au fur et à mesure des années. En effet, les Québécois perçoivent un niveau de risque moyen de 3,2 en 2016 pour cet enjeu alors qu'il se situait à 2,95 lors du dernier Baromètre CIRANO en avril 2013. Il est important de nuancer ces chiffres puisque l'on constatera un peu plus loin dans le rapport que la confiance dans la gestion par le gouvernement de cet enjeu a quant à elle augmenté au fil des années.

Il existe des différences significatives dans le niveau de risque perçu pour cet enjeu en fonction des régions d'habitation des répondants : les habitants de Québec RMR perçoivent, de façon significative, un niveau de risque plus faible (2,75) pour l'accès à l'éducation que les habitants de Montréal RMR (3,17) et que ceux des autres régions (3,33). Aucune différence ne ressort en fonction de l'âge du répondant.

2.3.2 Répartition des niveaux de risque perçus pour les 44 enjeux à l'étude

Nous avons représenté le niveau de risque perçu non plus uniquement par la moyenne des réponses, mais plutôt par les pourcentages aux cinq choix de réponses du questionnaire regroupés en trois grandes catégories, à savoir la catégorie « niveau de risque grand et très grand », la catégorie « niveau de risquemoyen » et finalement la catégorie « niveau de risque faible et négligeable ». Nous obtenons le graphique 5.

Graphique 5 : Répartition des niveaux de risque perçus pour les 44 projets/enjeux/phénomènes naturels au Québec



Nous allons commenter certains des résultats pour lesquels il y a un grand pourcentage de Québécois qui ont évalué le risque comme grand ou très grand. 77 % des Québécois perçoivent l'engorgement dans les urgences comme un risque grand ou très grand.

La corruption

73 % perçoivent la corruption comme un risque grand ou très grand. Il faut dire que depuis quelques années au Québec, des médias révèlent sans cesse des cas de discrimination, d'intimidation, de collusion et de corruption. Les scandales concernant la corruption ont touché l'ensemble des parties prenantes : les firmes de génie conseil, les entrepreneurs, les donneurs d'ouvrage, les ingénieurs, mais aussi les gouvernements. Ceux-ci, révélés par la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction ou « Commission Charbonneau », et relayés par les médias, ont pour conséquence une crise de confiance manifeste. Et cette crise a duré, car en mars 2016, d'anciens ministres québécois étaient arrêtés pour corruption et fraude. **Bien que la corruption demeure dans le top 3 des enjeux considérés comme les plus risqués au Québec depuis 2013, la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand pour la corruption a diminué, passant de 82 % en 2013 à 73 % en 2016** (en 2011, cet enjeu n'était pas à l'étude).

Les tremblements de terre

À l'opposé complètement, c'est seulement 8 % des Québécois qui perçoivent un risque grand ou très grand pour les tremblements de terre. Ceci étonne étant donné que l'enquête s'est déroulée pendant l'exercice sismique de la « Grande Secousse² », qui est une initiative animée par un partenariat entre plusieurs organisations associées au ministère de la Sécurité publique du Québec. La Grande Secousse est un exercice mondial de sensibilisation visant à faire adopter par la population le bon comportement en cas de tremblement de terre majeur. Au Québec, 42 000 participants étaient inscrits lors de l'édition d'octobre 2016.

Au Québec, il se produit plusieurs centaines de tremblements de terre chaque année (gouvernement du Québec, 2016). La plupart sont de faible intensité, ne durent que quelques secondes et ne causent pas de dommages, mais certains sont plus majeurs. Quelques tremblements de terre d'une magnitude de 6 à 7 sur l'échelle de Richter ont déjà été répertoriés au Québec (Ressources naturelles Canada, 2016). Au Québec, on répertorie principalement trois zones distinctes comme étant les plus exposées aux tremblements de terre : la région de Charlevoix est considérée comme la plus à risque, suivie de l'Ouest du Québec (une zone qui englobe Gatineau et Montréal) et le Bas-Saint-Laurent (Ressources naturelles Canada, 2016). **Malgré la grande proportion de la population au Québec (75 %) vivant dans des zones à risque moyen à élevé de tremblements de terre (Lamontagne et Flynn, 2016), on peut ainsi affirmer que le risque de tremblement de terre semble être sous-estimé au Québec.** En sous-estimant le risque, les Québécois voient moins le besoin d'être préparés et d'être assurés et sont donc plus vulnérables. On constate néanmoins quelques différences dans les perceptions en fonction de la région d'habitation comme le montre le tableau suivant (il est important toutefois de noter que les différences ne sont pas nécessairement significatives compte tenu du faible nombre de répondants pour certaines régions). Il semble toutefois que les répondants des régions les plus vulnérables aux tremblements de terre soient plus nombreux à percevoir un risque élevé que la moyenne.

2. Site Internet de la Grande Secousse : <http://www.grandesecousse.org/quebec/>, consulté le 12 décembre 2016.

Tableau 5 : Proportion des Québécois par région administrative percevant un risque grand ou très grand pour les tremblements de terre

Région d'habitation	Proportion des répondants percevant un risque grand ou très grand pour les tremblements de terre	Nombre de répondants total au questionnaire pour la région
Bas-Saint-Laurent	11 %	27
Saguenay-Lac-Saint-Jean	7 %	35
Capitale-Nationale	8 %	84
Mauricie	2 %	27
Estrie	4 %	51
Montréal	8 %	301
Outaouais	17 %	31
Abitibi-Témiscamingue	0 %	22
Côte-Nord	17 %	18
Nord-du-Québec	75 %	4
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	12 %	5
Chaudière-Appalaches	3 %	51
Laval	10 %	45
Lanaudière	15 %	58
Laurentides	5 %	57
Montérégie	6 %	156
Centre-du-Québec	12 %	37
Total	8 %	1008

Le terrorisme

Fait à noter qui ressort de notre enquête : 32 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand pour le terrorisme. Nous nous trouvons dans un contexte marqué depuis les deux dernières années par plusieurs attentats terroristes, plus particulièrement en Europe (en France et en Belgique). Il est vrai que la réalité n'est pas du tout la même en Europe et au Canada (aucun attentat multi-victimes au Canada), ce qui explique les nettes différences observées lorsque l'on compare nos données avec celles des enquêtes annuelles de l'IRSN sur la perception des risques et de la sécurité par les Français. Dans la dernière enquête réalisée en novembre 2015, quelques semaines après les attentats de Paris³, le terrorisme était ressorti comme la 1^{re} préoccupation des Français parmi 14 problèmes à l'étude. 45,2 % des Français percevaient cet enjeu comme le plus préoccupant.

3. L'enquête s'est effectivement déroulée entre le 25 novembre et le 11 décembre 2015, soit deux à quatre semaines après les attentats de Paris du 13 novembre mais avant les attentats de Nice. L'impact des événements sur les résultats de l'enquête est donc particulièrement marqué.

Un niveau de risque méconnu pour certains enjeux

L'analyse révèle un autre aspect très intéressant en mettant en évidence que pour certains projets/enjeux, plus de 10 % de la population ne connaît pas le niveau de risque. Il s'agit des projets suivants : l'utilisation des nanotechnologies (28 % affirment ne pas connaître le niveau de risque), l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé (15 %), les PPP (14 %), la construction d'un parc éolien (13 %) et l'exploration pour du gaz de schiste (13 %). Les Québécois semblent mieux connaître le niveau de risque lié à l'exploration pour du pétrole (seulement 8 % ne connaissent pas le niveau de risque).



2.4 Niveau de confiance perçue dans la gestion des projets et enjeux du Québec

Ce chapitre donne des réponses à la question « Quel est le niveau de confiance accordée par la population au gouvernement pour sa gestion de 44 projets et enjeux au Québec ? ». Les répondants ont dû évaluer le niveau de confiance qu'ils accordaient dans la gestion par le gouvernement de 44 grands projets/enjeux au Québec sur une échelle de Likert à 5 points (pas du tout confiance, plutôt pas confiance, moyennement confiance, plutôt confiance, tout à fait confiance). Nous avons ajouté une option « aucune opinion » pour ceux qui n'ont pas d'opinion sur la confiance dans la gestion par le gouvernement.

2.4.1 Niveau de confiance moyenne perçue pour 44 enjeux au Québec

Pour quatre projets/enjeux seulement, les Québécois ont coté une confiance légèrement supérieure au choix de réponses « moyennement confiance » vis-à-vis du gouvernement. Ainsi, seuls les tremblements de terre (confiance de 3,05 sur 5), l'utilisation des objets connectés à Internet (3,06), les inondations (3,09) et la vaccination (3,14) dépassent un niveau de confiance moyen. De la même façon que les Québécois leur attribuaient un niveau de risque relativement faible, les projets/enjeux précédents sont ceux pour lesquels les Québécois font le plus confiance au gouvernement pour les gérer. Pour les 40 autres projets, la confiance des Québécois se situe entre « pas du tout confiance » et « moyennement confiance ». On remarque que les Québécois font confiance au gouvernement pour l'ensemble des phénomènes naturels, tels que les inondations, les séismes ou encore la canicule. Ces enjeux se trouvent essentiellement sous la responsabilité du ministère de la Sécurité publique. On pourrait également interpréter ces statistiques en disant que les Québécois accordent leur plus grande confiance au gouvernement pour la gestion des projets/enjeux représentant plutôt des situations que l'on subit.

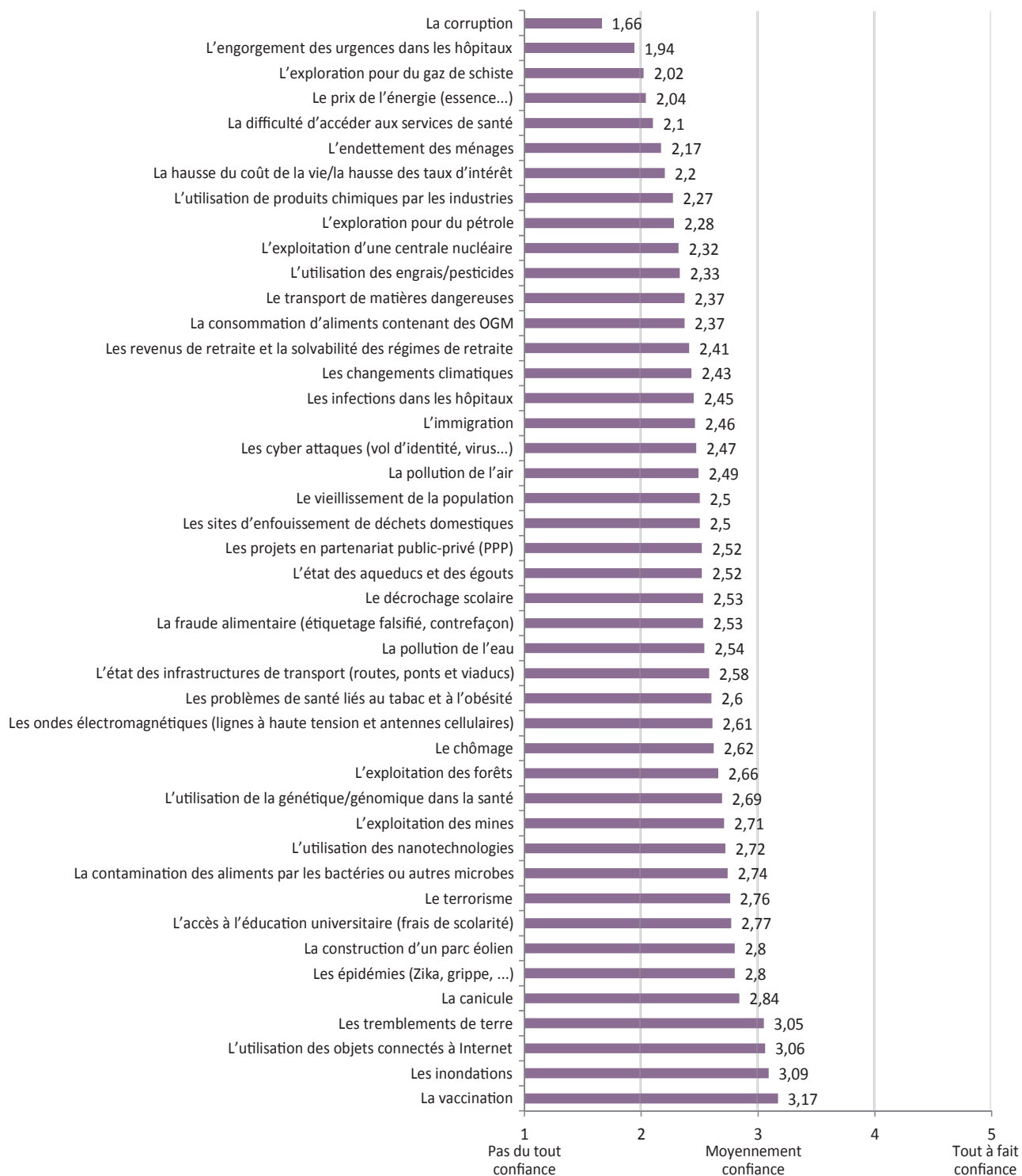
Les 3 projets/enjeux pour lesquels la confiance dans la gestion des risques par le gouvernement est la plus faible :

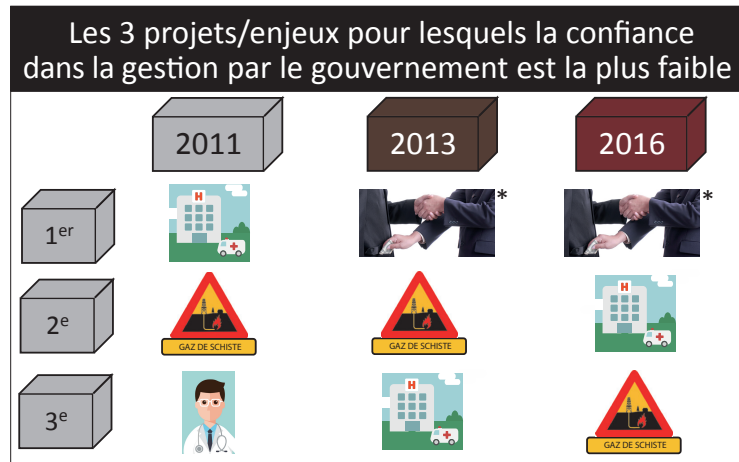
1. La corruption.
2. L'engorgement des urgences.
3. L'exploration pour du gaz de schiste.

De l'autre côté du spectre, on retrouve la corruption (confiance de 1,66 sur une échelle de 1 à 5, 1 étant « pas du tout confiance ») et l'engorgement des urgences dans les hôpitaux (1,94), enjeux que les Québécois percevaient déjà comme les plus risqués.

Graphique 6 : Niveau de confiance dans la gestion par le gouvernement de 44 projets/enjeux au Québec

Veillez décrire votre confiance dans la gestion par le gouvernement des grands projets ou des enjeux suivants. On entend par gestion, la capacité du gouvernement d'assurer la protection du bien-être, de la santé, de la sécurité et des intérêts de la population





* Enjeu non étudié en 2011.

Il est important de mentionner qu'il y a très peu de variance au niveau des projets/enjeux pour lesquels les Québécois accordent la moins grande confiance au gouvernement pour leur gestion. Ainsi, depuis cinq ans, l'engorgement des urgences et l'exploration pour du gaz de schiste font partie du top 3 des projets/enjeux pour lesquels la confiance dans la gestion par le gouvernement est la plus faible. La corruption n'ayant pas été étudiée en 2011, elle n'apparaît dans le top 3 qu'à partir de 2013.

En outre, alors que les réponses des Québécois sur les niveaux de risque des 44 projets/enjeux proposés s'évaluaient entre 2,25 à 4,18 (étendue de 1,93), pour la confiance accordée au gouvernement dans la gestion de ces projets/enjeux, l'amplitude des réponses n'est que de 1,51. La confiance moyenne varie de 1,66 pour la plus faible à 3,17 pour la plus forte. Ainsi, les niveaux de risque perçus sont plus dispersés que ceux de la confiance dans la gestion par le gouvernement.

2.4.2 Répartition des niveaux de confiance perçus pour les 44 enjeux à l'étude

Les enjeux qui se retrouvent en tête des projets pour lesquels la confiance dans le gouvernement est la plus faible sont des sujets récurrents dans les nouvelles depuis plusieurs années. Il s'agit entre autres de la problématique de l'engorgement des urgences dans les hôpitaux (70 % des Québécois affirment n'avoir pas du tout confiance ou plutôt pas confiance dans sa gestion par le gouvernement) ou encore de la difficulté d'accéder aux services de santé (64 % n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance). La corruption se retrouve au 1^{er} rang : 79 % des Québécois n'ont pas confiance dans le gouvernement pour gérer la corruption (graphique 7).

L'exploration pour du pétrole et l'exploration pour du gaz de schiste

Dans le contexte du dépôt de la politique énergétique du Québec en avril 2016 et de la Commission parlementaire pour une étude détaillée du projet de loi 106 concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 (qui a débuté mi-octobre 2016 et amené à l'adoption le 10 décembre 2016 du projet de loi 106 par les élus de l'Assemblée nationale du Québec⁴), les enjeux liés au pétrole et au gaz se

4. L'enquête du CIRANO a été menée pendant la Commission parlementaire. L'adoption de la Loi concernant la mise en œuvre de la Politique énergétique 2030 et modifiant diverses dispositions législatives est survenue quelques semaines plus tard.

retrouvent, sans grande surprise, dans les projets pour lesquels les Québécois ont le moins confiance dans le gouvernement pour leur gestion. Pour l'exploration pour du gaz de schiste, 62 % n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance. Pour l'exploration pour du pétrole, ce sont 55 % qui n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance et finalement pour le transport des matières dangereuses, ce sont 51 %. Avec le projet de loi 106, le gouvernement du Québec affirme son intention d'encadrer de manière rigoureuse l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures, si cela devait avoir lieu, sur le territoire québécois. Le projet est basé sur les 64 études scientifiques et indépendantes réalisées dans le contexte de l'évaluation environnementale stratégique, mais il demeure que le secteur des hydrocarbures est un secteur d'activité qui n'a pas nécessairement bonne presse auprès de la population.

Les infrastructures de transport

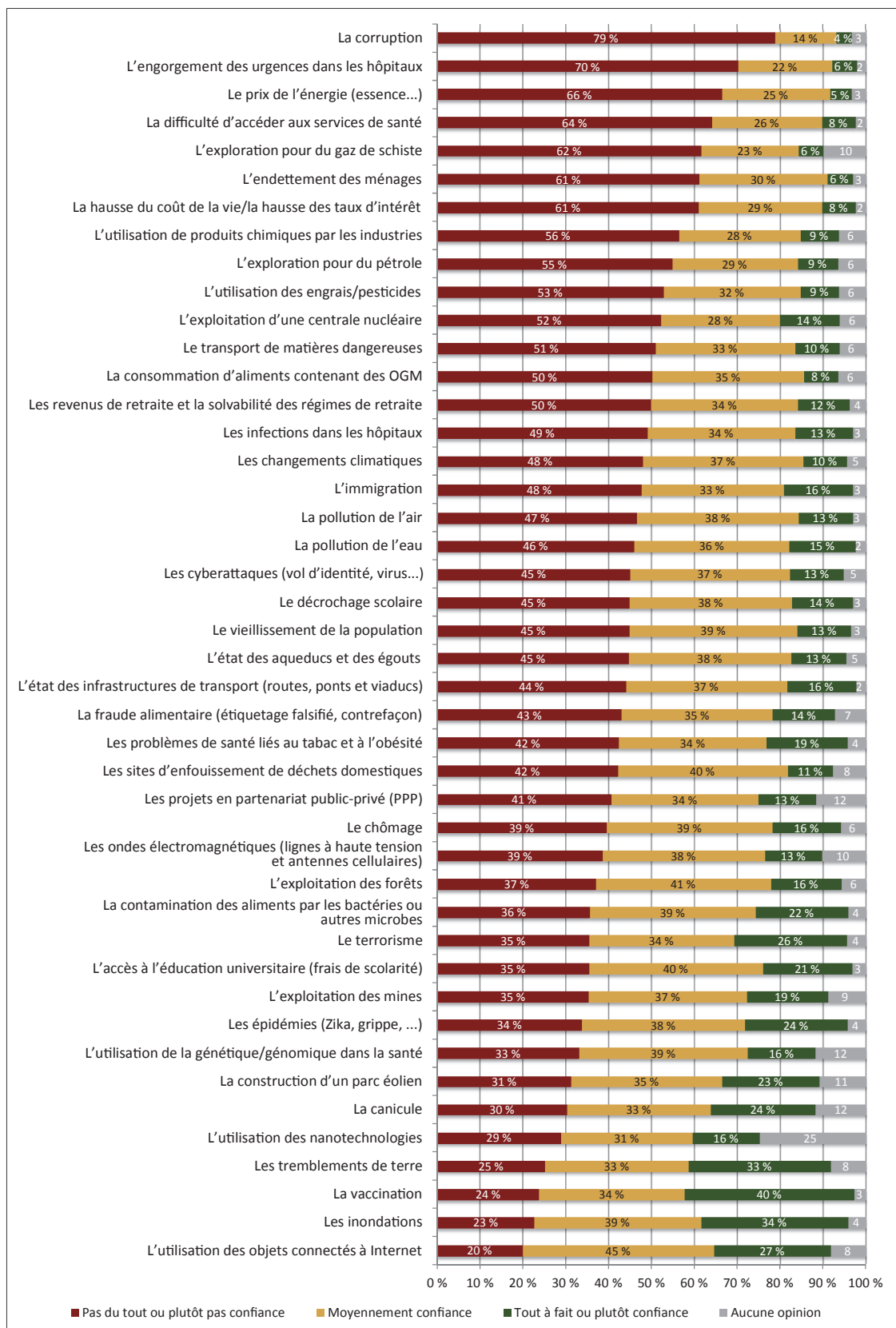
En outre, il est intéressant de remarquer qu'autant les enjeux d'infrastructures (surtout l'état des infrastructures de transport) se retrouvaient en tête du classement en termes de niveau de risque perçu, autant ces enjeux se retrouvent plutôt en milieu de tableau en ce qui concerne le niveau de confiance dans le gouvernement. Une explication pourrait venir de la transparence dont le gouvernement fait preuve dans ce dossier. En effet, le ministère des Transports du Québec (MTQ) met à la disposition du public un inventaire des structures⁵ qui fournit une description détaillée de l'état de tous les ponts, ponceaux, murs de soutènement et tunnels sous la gestion du Ministère. Cet outil présente en outre la nature des travaux dont ces structures font ou feront l'objet, ainsi que le calendrier des interventions et des inspections qui y sont prévues. L'indice de condition générale des structures (ICG) est noté sur une échelle à 4 points (plus la note s'approche de 1 plus il est urgent de remplacer l'infrastructure, tandis que la note 4 correspond à une infrastructure qui ne nécessite aucune intervention). Nous n'avons néanmoins aucune indication du niveau de connaissance par la population de cet outil d'information.

Aucune opinion sur le niveau de confiance pour certains enjeux

Le graphique 7 révèle aussi un aspect très intéressant en mettant en avant que pour certains projets/enjeux, plus de 10 % de la population affirme ne pas avoir d'opinion quant à sa confiance dans le gouvernement pour la gestion de ces projets. Il s'agit des projets suivants : l'utilisation des nanotechnologies (25 % affirment ne pas avoir d'opinion sur leur niveau de confiance dans le gouvernement pour leur gestion), l'utilisation de la génétique dans la santé (12 %), la canicule (12 %), les projets en PPP (12 %), la construction d'un parc éolien (11 %) et enfin l'exploration pour du gaz de schiste ainsi que les ondes électromagnétiques (tous deux à 10 %). Il s'agit pour la plupart des mêmes projets pour lesquels les Québécois avaient déjà affirmé en grand nombre ne pas connaître le niveau de risque.

5. Ministère des Transports du Québec, Outil sur l'état des ponts, ponceaux, murs de soutènement et tunnels sous la gestion du MTQ, disponible à l'adresse <https://www.diffusion.mtq.gouv.qc.ca/ords/pes/f?p=diff:DSI>, consulté le 20 novembre 2016.

Graphique 7 : Répartition des niveaux de confiance dans la gestion par le gouvernement de 44 projets/enjeux au Québec



Les Québécois face à 44 projets ou enjeux

2.5 Relation entre le niveau de risque perçu et la confiance perçue dans le gouvernement

Le niveau de risque perçu et la confiance dans le gouvernement pour la gestion des risques sont étroitement liés et tous deux contribuent à la formation des opinions sur les risques.

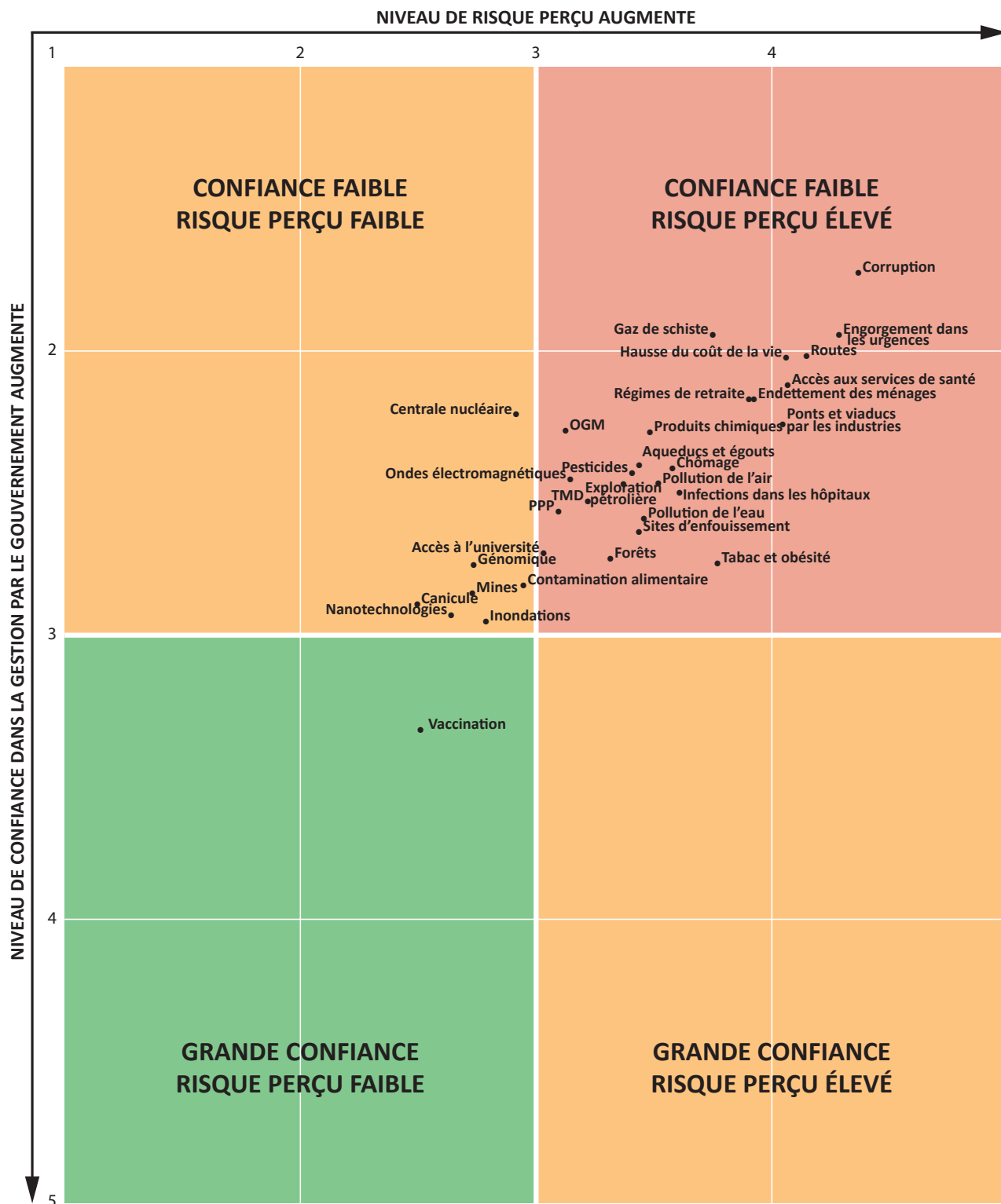
Le graphique 8 permet de visualiser, sous la forme d'une matrice, à la fois la confiance et le niveau de risque perçu. Cette matrice est divisée en quatre sections : (1) niveau de risque perçu faible/confiance faible dans le gouvernement, (2) niveau de risque perçu faible/confiance élevée, (3) niveau de risque perçu élevé/confiance élevée et, finalement, (4) niveau de risque perçu élevé/confiance faible. Chaque projet/enjeu à risque est positionné selon le niveau moyen de risque perçu et de confiance dans le gouvernement pour sa gestion.

Ce graphique permet de constater qu'aucun projet ne se retrouve dans la partie de la matrice qui se qualifie par la perception d'un risque élevé et une grande confiance dans le gouvernement.

Des tests de corrélation permettent de montrer que **plus le niveau de risque perçu augmente, plus le niveau de confiance dans le gouvernement diminue de façon significative.**

Pour tous les projets/enjeux à l'étude, plus le niveau de risque perçu augmente, plus le niveau de confiance dans le gouvernement diminue de façon significative.

Graphique 8 : Comparaison entre la confiance dans la gestion par le gouvernement et le niveau de risque perçu des 44 projets/enjeux

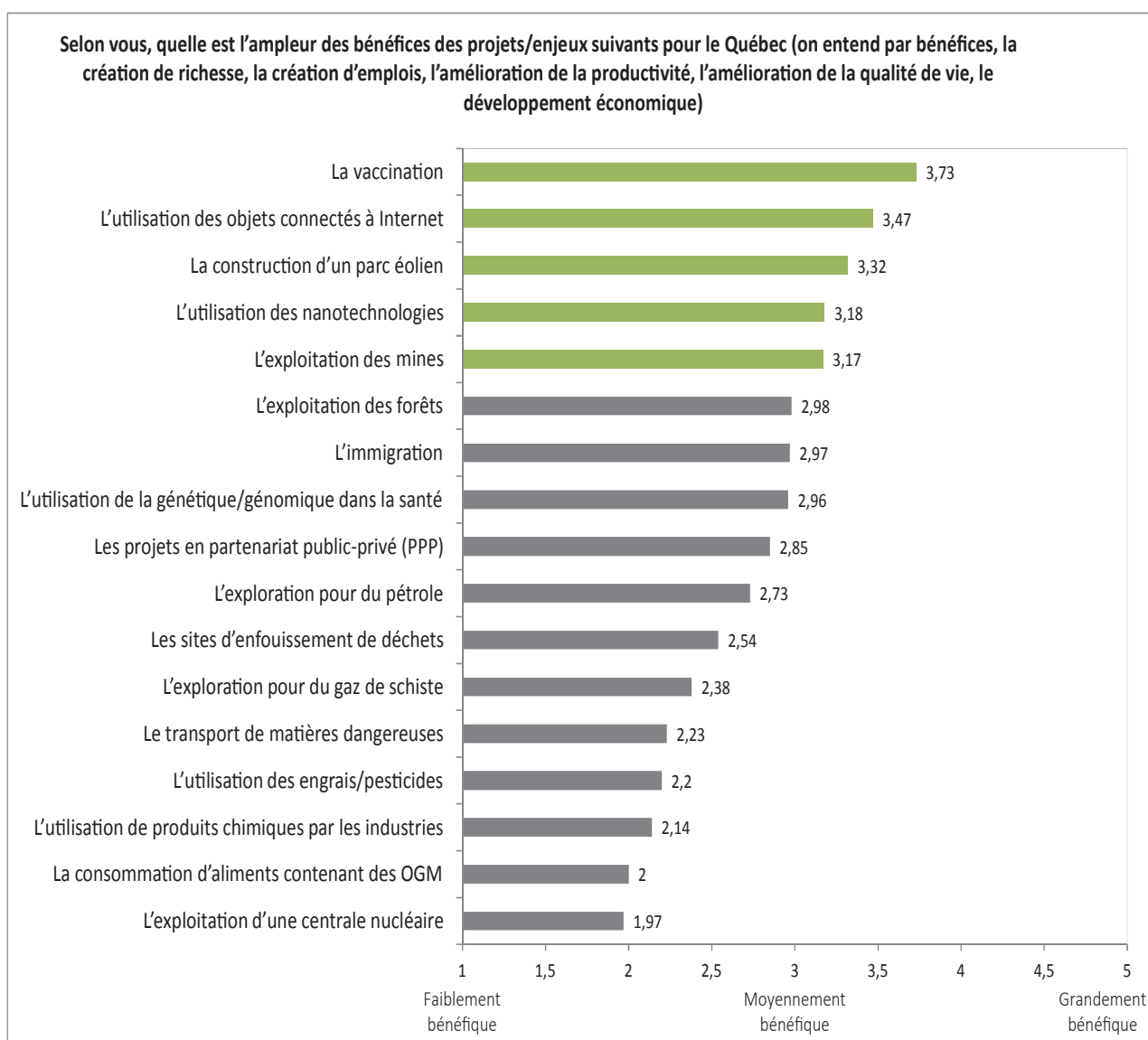


Les Québécois face à 44 projets ou enjeux

2.6 Niveau de bénéfice perçu pour les projets et enjeux du Québec

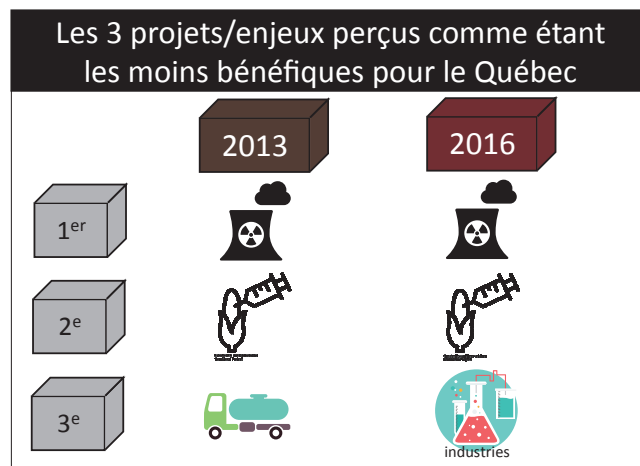
Le portrait des perceptions des Québécois ne serait pas complet si, en plus d'évaluer le niveau de risque perçu, nous n'évaluions pas également le niveau de bénéfice perçu. Nous avons identifié les enjeux pour lesquels les répondants peuvent mesurer (ou qualifier) un bénéfice. En effet, il est inconcevable d'évaluer les bénéfices d'un enjeu négatif (par exemple, les inondations, le terrorisme, les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité). Ainsi, les répondants ont dû évaluer le niveau de bénéfice qu'ils accordaient pour 17 des 44 grands projets/enjeux à l'étude pour le Québec sur une échelle de Likert à 5 points (pas du tout bénéfique, plutôt pas bénéfique, moyennement bénéfique, plutôt bénéfique, très bénéfique). Nous avons laissé une option « ne sais pas » pour ceux qui n'ont pas d'opinion sur le niveau de bénéfice pour ces enjeux (graphique 9).

Graphique 9 : Perception moyenne du niveau de bénéfice pour 17 projets/enjeux au Québec



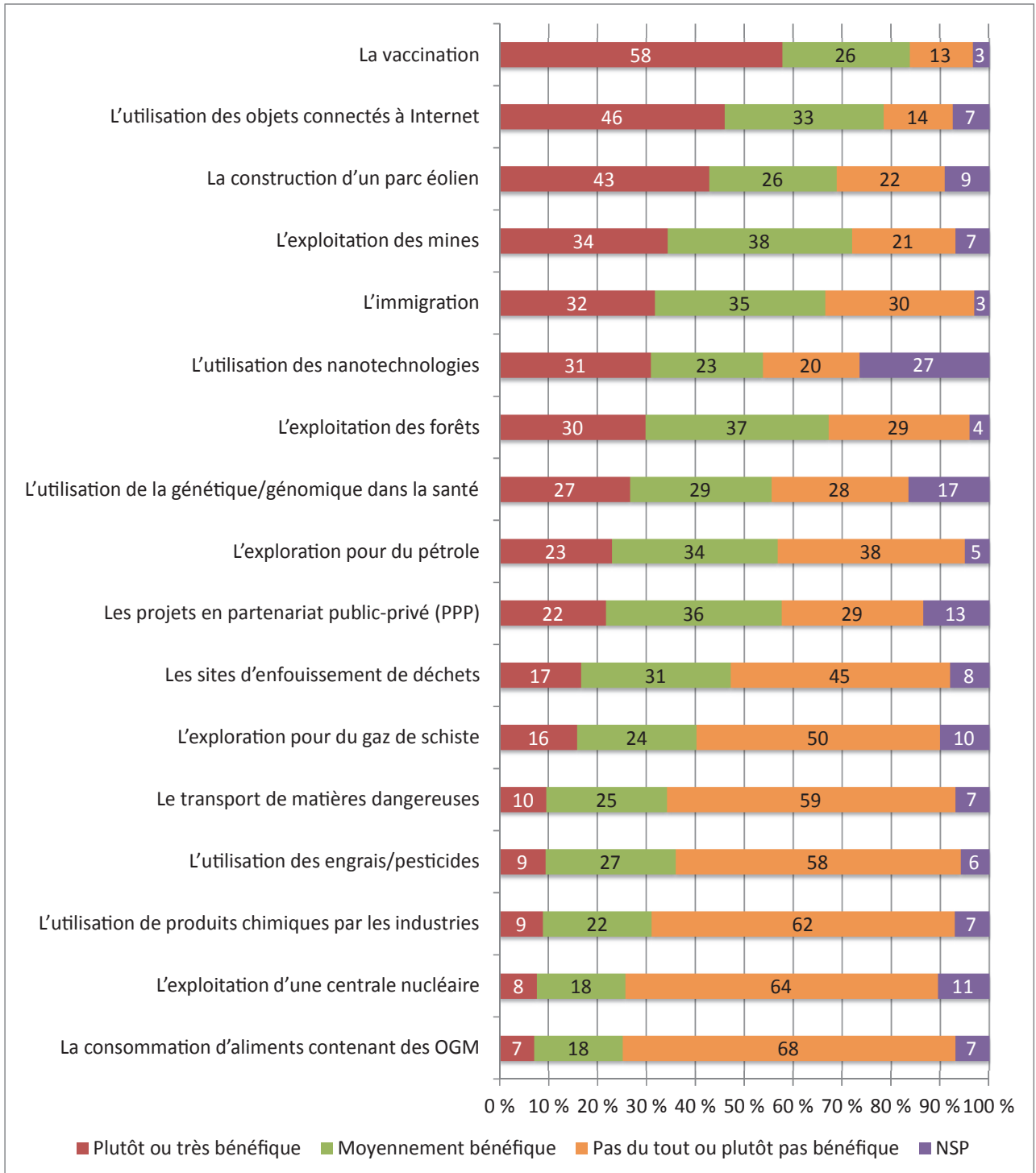
Dans le graphique 9, ce sont 5 projets/enjeux qui sont perçus comme étant bénéfiques pour le Québec : la vaccination, l'utilisation des objets connectés à Internet, la construction d'un parc éolien, l'utilisation des nanotechnologies et finalement l'exploitation des mines. On remarque en premier lieu que ces projets/enjeux touchent des domaines très variés : la santé, l'utilisation des ressources naturelles (le vent et les minéraux du sous-sol) et finalement l'utilisation des nouvelles technologies.

À l'opposé du spectre, ce sont plutôt les enjeux qui touchent l'utilisation et le transport des matières dangereuses ou à risque qui semblent être perçus comme les moins bénéfiques pour le Québec. En effet, comme on peut le voir sur le graphique 10, approximativement les 2/3 des Québécois considèrent comme pas du tout ou plutôt pas bénéfique pour le Québec l'exploitation d'une centrale nucléaire (64 %), l'utilisation de produits chimiques par les industries (62 %), l'utilisation des engrais ou des pesticides (58 %) et finalement le transport de matières dangereuses (59 %). 68 % des Québécois ne perçoivent pas du tout ou plutôt pas de bénéfices à la consommation d'aliments contenant des OGM.



Il est intéressant de noter que l'exploitation d'une centrale nucléaire et la consommation d'aliments contenant des OGM ressortaient déjà comme les moins bénéfiques pour le Québec dans le Baromètre 2013.

Graphique 10 : Répartition du niveau de bénéfice perçu pour les 17 projets/enjeux au Québec



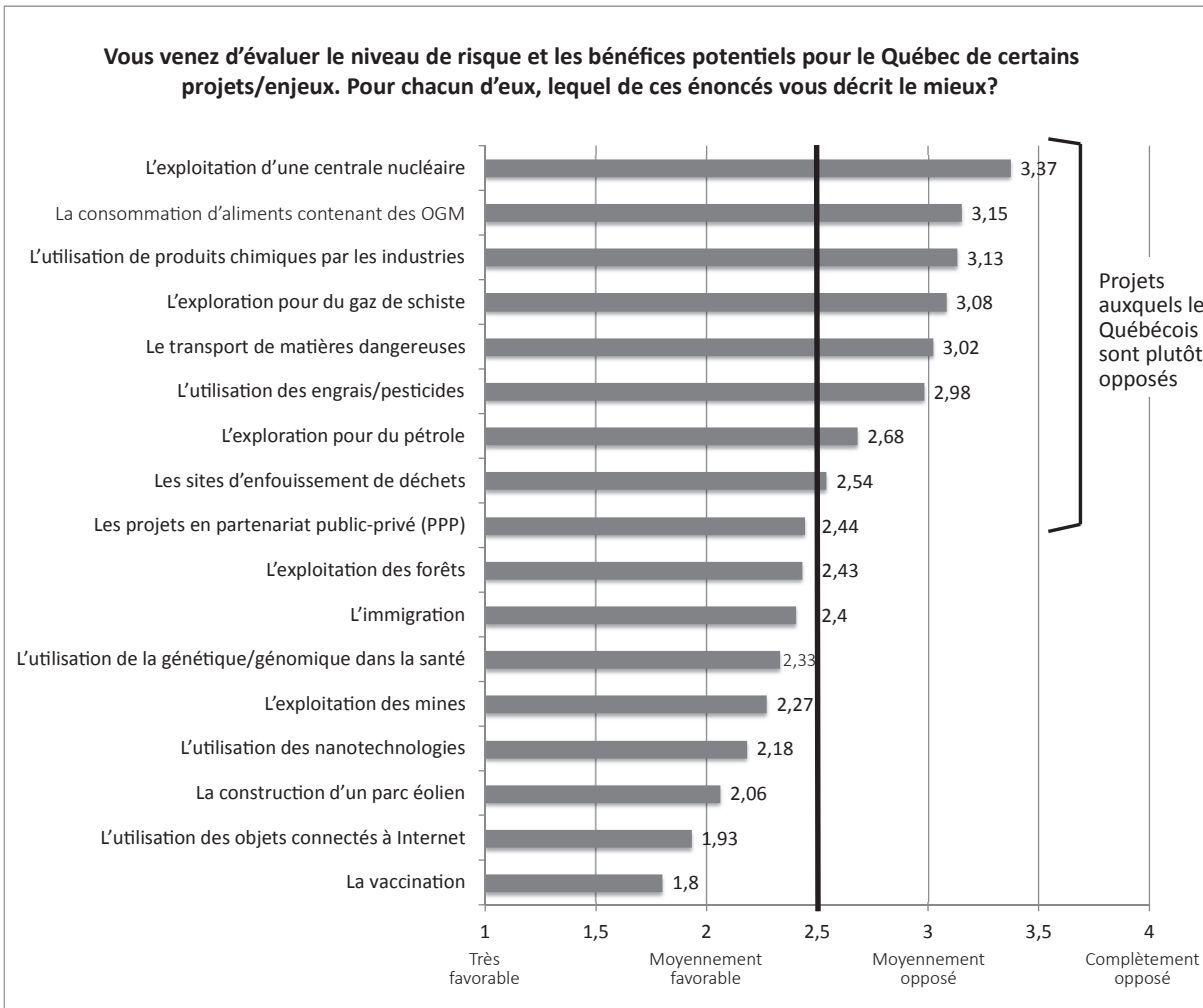
Un risque acceptable est un risque dont les caractéristiques (fréquence ou intensité du danger; gravité; niveau de perte; conséquences sociales, économiques, politiques, culturelles, techniques et environnementales) sont considérées comme acceptables et, donc, prêtes à être assumées par l'individu, la communauté ou la société qui y est soumis (Breysse, 2009). Plusieurs études ont montré qu'une population est plus apte à accepter un projet qui comporte des risques si elle perçoit un bénéfice économique ou si elle se sent dépendante économiquement du projet (Krewski *et al.*, 2006). Ainsi, pour simplifier, une situation peut être considérée comme présentant un risque acceptable dès lors que les bénéfices qu'elle apporte sont supérieurs aux risques (Kouabenan, Cadet, Hermand et Munoz-Sastre, 2006). Il existe néanmoins d'autres facteurs qui ont une influence sur l'acceptabilité du risque, comme par exemple, le niveau de confiance dans le gouvernement.

De la même façon que pour les bénéfices, notre analyse se restreint ici à 17 enjeux, enjeux pour lesquels il est possible d'évaluer à la fois des risques et des bénéfices. Prenons l'exemple de la vaccination, le répondant, afin d'évaluer son niveau d'acceptabilité sociale, devrait mettre en parallèle les bénéfices à la fois pour lui et pour la société (disparition de maladies graves, immunisation, etc.) avec les risques liés à la vaccination.

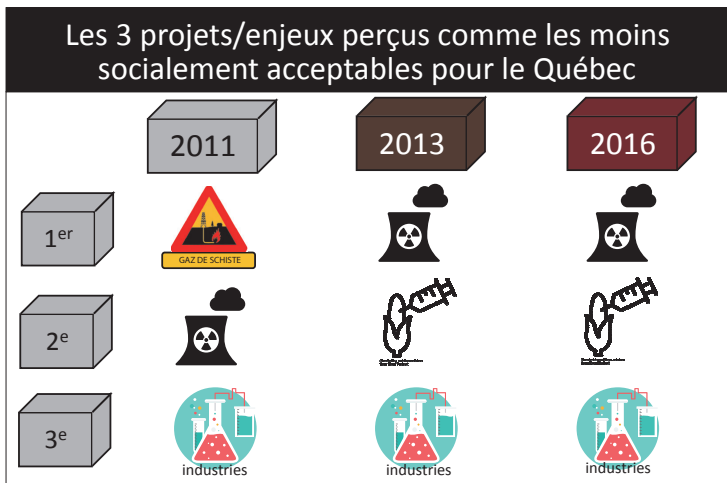
3.1 Niveau d'acceptabilité sociale

Pour un peu plus de la moitié des 17 projets retenus, les Québécois sont en moyenne favorables au projet. Il est intéressant de s'apercevoir que le graphique 11 est le miroir de celui faisant référence au niveau de bénéfice perçu (graphique 9) : les trois projets/enjeux pour lesquels les Québécois accordaient le plus de bénéfices sont les trois projets les plus acceptés socialement, et les trois projets pour lesquels ils accordaient le moins de bénéfices sont ceux auxquels les Québécois sont le plus opposés.

Graphique 11 : Acceptabilité sociale de 17 projets/enjeux au Québec

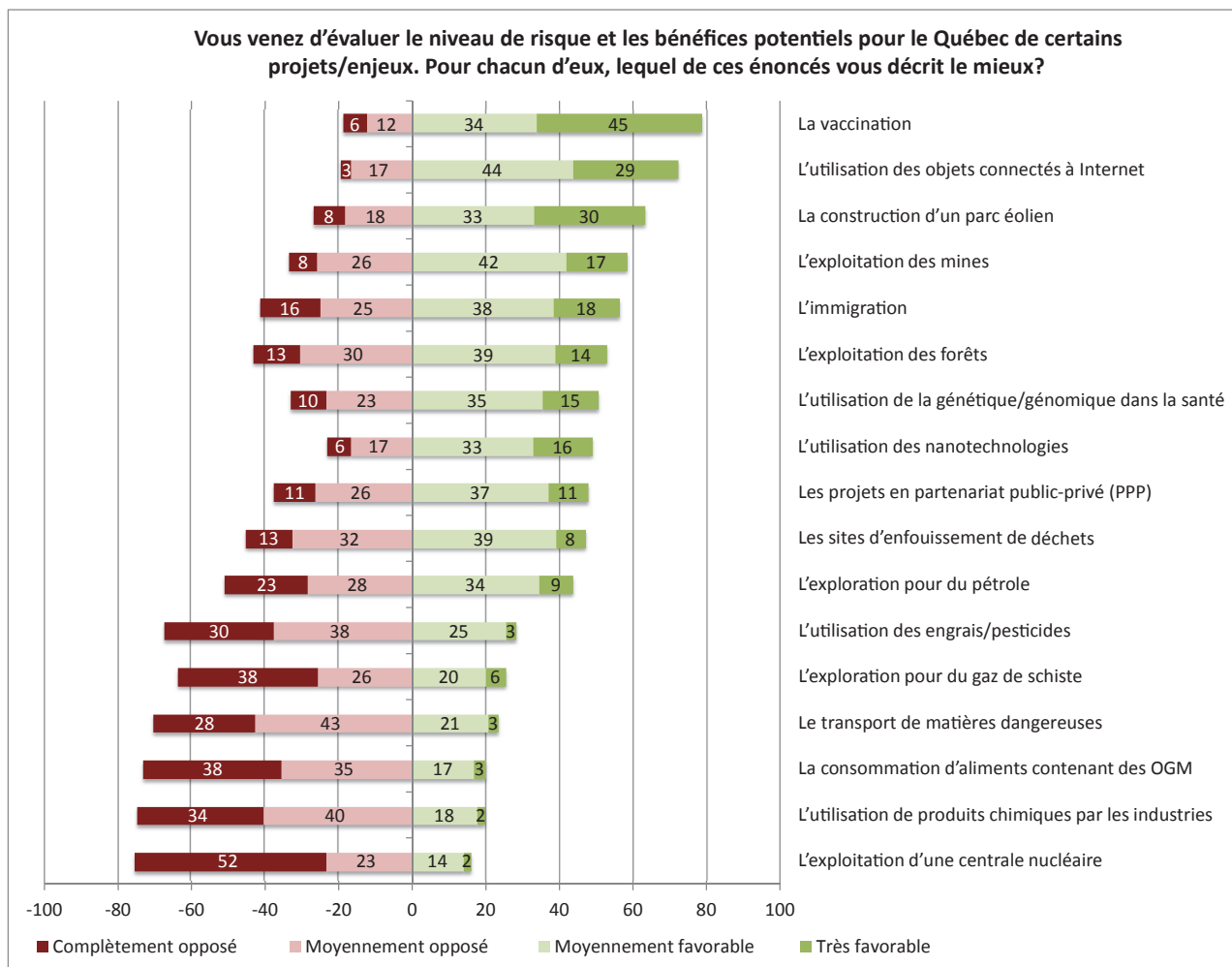


Depuis cinq ans, les résultats des éditions du Baromètre CIRANO montrent que les centrales nucléaires ressortent dans le top 3 des projets perçus comme les moins socialement acceptables, tout comme l'utilisation des produits chimiques par les industries.



Une autre représentation graphique (graphique 12) permet d'exposer différemment les réponses à la question traitant de l'acceptabilité sociale (les Québécois ayant répondu « ne sais pas » sont exclus de la représentation, ce qui explique que la somme n'est pas égale à 100 %).

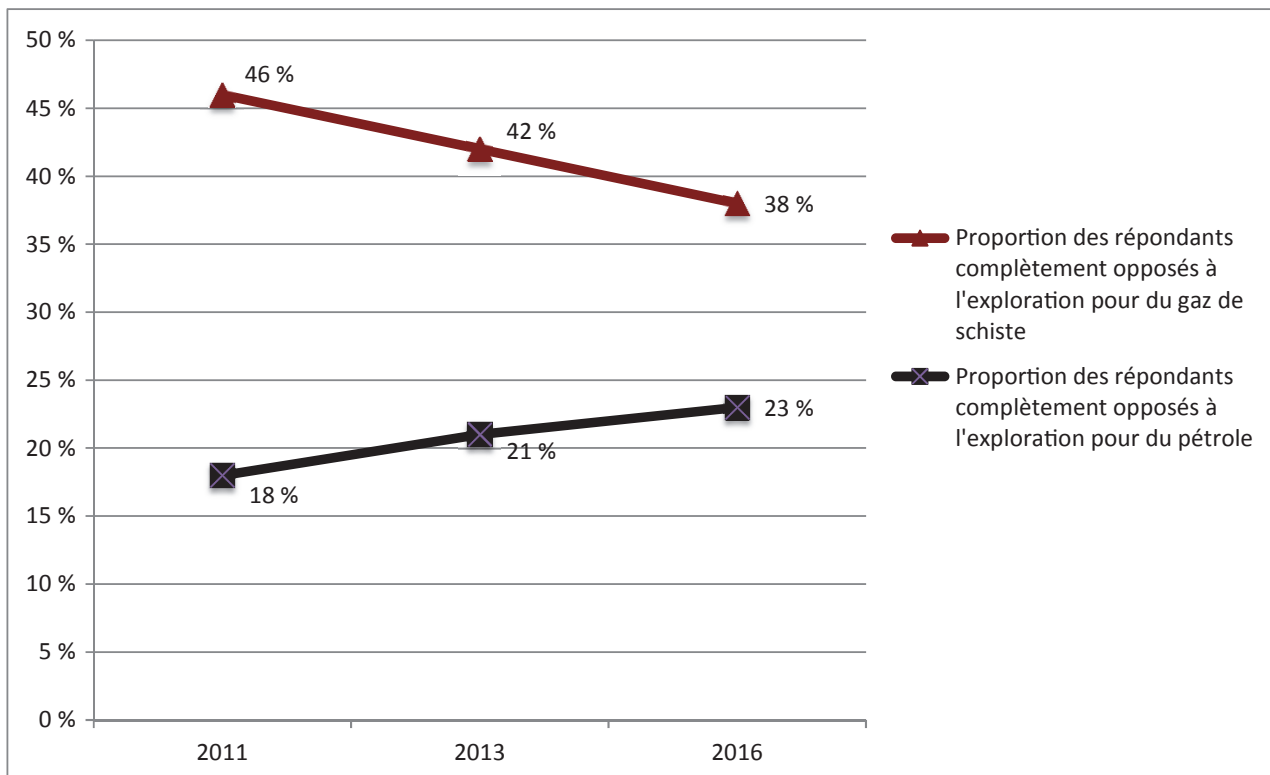
Graphique 12 : Répartition de l'acceptabilité sociale de 17 projets/enjeux au Québec



Les projets ou enjeux liés à l'exploration des hydrocarbures soulèvent généralement de l'opposition. Selon notre enquête, 64 % des Québécois sont opposés à l'exploration pour du gaz de schiste et 51 % sont opposés à l'exploration pour du pétrole.

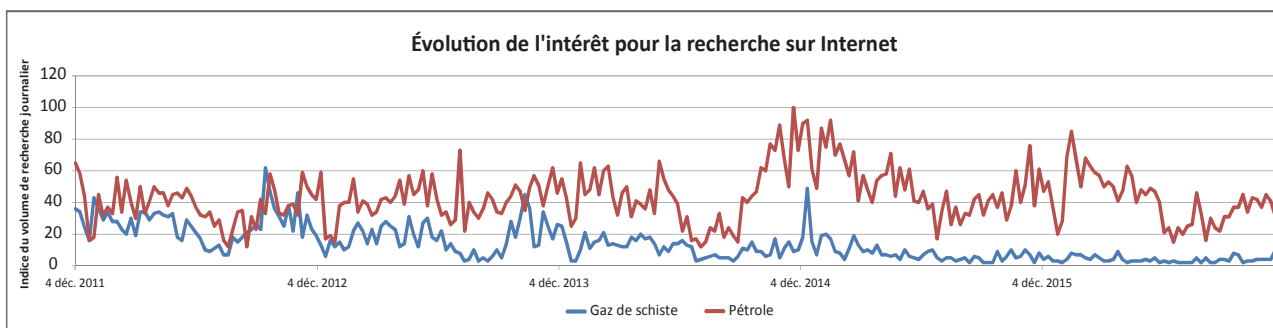
Il est intéressant de voir l'évolution de ces proportions dans le temps en utilisant les résultats de nos précédentes éditions du Baromètre (2011 et 2013). Le graphique 13 montre nettement une diminution entre 2011 et 2016 de la proportion des Québécois qui sont complètement opposés à l'exploration pour du gaz de schiste et, inversement sur la même période, une augmentation des Québécois complètement opposés à l'exploration pour du pétrole.

Graphique 13 : Évolution des perceptions des Québécois vis-à-vis l'exploration pour des hydrocarbures sur la période 2011-2016



On peut supposer que l'évolution de la couverture médiatique de ces deux enjeux a certainement influencé les répondants. Une recherche Google Trends sur la période 2011-2016 confirme que « gaz de schiste » était un terme presque autant recherché sur Internet que « pétrole » sur la période 2011-2012, mais qu'après cette période, le pétrole a nettement devancé le gaz de schiste dans les recherches.

Graphique 14 : Évolution de l'intérêt pour la recherche des mots clés pétrole et gaz sur Internet au Québec (Source des données : Google Trends (www.google.com/trends) consulté le 28 novembre 2016)



Il est pertinent de mentionner que 11 % des Québécois ne savent pas s'ils sont favorables ou non à un projet d'exploration pour du gaz de schiste (c'est 6 % pour l'exploration pour du pétrole).

Ce pourcentage passe à 16 % lorsqu'il s'agit de prendre position sur l'acceptabilité de l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé, 15 % pour les projets en PPP et à 28 % lorsqu'il s'agit de l'utilisation des nanotechnologies. Ces statistiques reflètent bien les statistiques sur le niveau de risque perçu et sur le niveau de confiance dans le gouvernement. En effet, notre enquête faisait ressortir que 28 % des répondants ne connaissaient pas le niveau de risque associé à l'utilisation des nanotechnologies et 15 % le niveau de risque associé à l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé. Également, 25 % des répondants n'avaient aucune opinion sur le niveau de confiance envers le gouvernement pour sa gestion des nanotechnologies et 12 % pour sa gestion de l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé.

Si l'on se place du côté des projets/enjeux pour lesquels les Québécois sont favorables, on constate que 79 % des Québécois sont globalement favorables à la vaccination, 73 % à l'utilisation d'objets connectés à l'Internet et 63 % à la construction d'un parc éolien. Selon les données des différentes éditions du Baromètre CIRANO, depuis cinq ans, la vaccination a toujours fait partie des trois enjeux les plus socialement acceptés.

3.2 L'acceptabilité sociale dépend-elle du niveau de risque perçu, du niveau de bénéfice perçu et/ou du niveau de confiance dans le gouvernement?

Il nous a paru intéressant de chercher à savoir pour quelles raisons les Québécois sont opposés à tel ou tel projet ou enjeu. Est-ce parce qu'ils perçoivent un niveau de risque élevé? Est-ce parce qu'ils ne voient pas de bénéfice? Ou est-ce parce qu'ils n'ont pas confiance dans le gouvernement pour la gestion de ce projet/enjeu? Ou encore à cause d'une combinaison des trois : niveau de risque perçu élevé, niveau de bénéfice faible et niveau de confiance faible?

Pour répondre à cette question, reprenons notre matrice du chapitre précédent (graphique 8) plaçant les enjeux en fonction du niveau de risque perçu et du niveau de confiance. On constate clairement que tous les projets/enjeux auxquels les Québécois sont opposés, excepté les centrales nucléaires, se retrouvent dans la partie de la matrice correspondant à une perception de risque élevé et à un niveau de confiance faible. Nous avons également déjà fait le constat que l'ensemble de ces enjeux correspondait également à ceux pour lesquels les Québécois percevaient le moins de bénéfices.

Pour tous les projets/enjeux à l'étude, le niveau d'acceptabilité sociale augmente : (a) plus le niveau de risque perçu diminue ou (b) plus le niveau de bénéfice perçu augmente ou (c) plus la confiance dans le gouvernement augmente.

Existe-t-il une relation entre le niveau d'acceptabilité des projets et, respectivement, le niveau de risque perçu, le niveau de bénéfice perçu et le niveau de confiance dans sa gestion par le gouvernement? Prenons l'exemple de la consommation d'aliments contenant des OGM. Un test de corrélation nous montre que plus le niveau de risque perçu pour la consommation d'aliments contenant des OGM augmente, plus le niveau d'opposition pour ce même enjeu augmente (la corrélation étant significative avec un coefficient de corrélation $r = -0,462$). Il en est de même lorsque l'on fait le même test, mais en utilisant cette fois le niveau de bénéfice perçu ou encore la confiance dans la gestion de cet enjeu par le gouvernement. Ainsi, plus le niveau de bénéfice perçu pour la consommation d'aliments contenant des OGM augmente, plus le niveau d'acceptabilité augmente (avec un coefficient $r = 0,545$) et plus le niveau de confiance augmente, plus le niveau d'acceptabilité augmente (avec un coefficient $r = 0,314$). Pour l'ensemble des 17 enjeux à l'étude, les mêmes effets ressortent des tests de corrélation :

- plus le niveau de risque perçu augmente, plus le niveau d'opposition augmente;
- plus le niveau de bénéfice perçu augmente, plus le niveau d'opposition diminue;
- plus le niveau de confiance augmente, plus le niveau d'opposition diminue.

3.3 Autres facteurs qui peuvent influencer l'acceptabilité sociale

D'autres variables pourraient influencer l'acceptabilité sociale. En effet, (1) le niveau d'acceptabilité sociale pourrait relever de la perception d'un niveau de réglementation insuffisant pour encadrer l'enjeu en question et/ou (2) un faible niveau d'acceptabilité sociale pourrait également être le reflet non d'une opposition franche, mais plutôt de la revendication d'un droit à l'information, d'un droit de savoir. Nous allons illustrer ces points à l'aide de deux exemples.

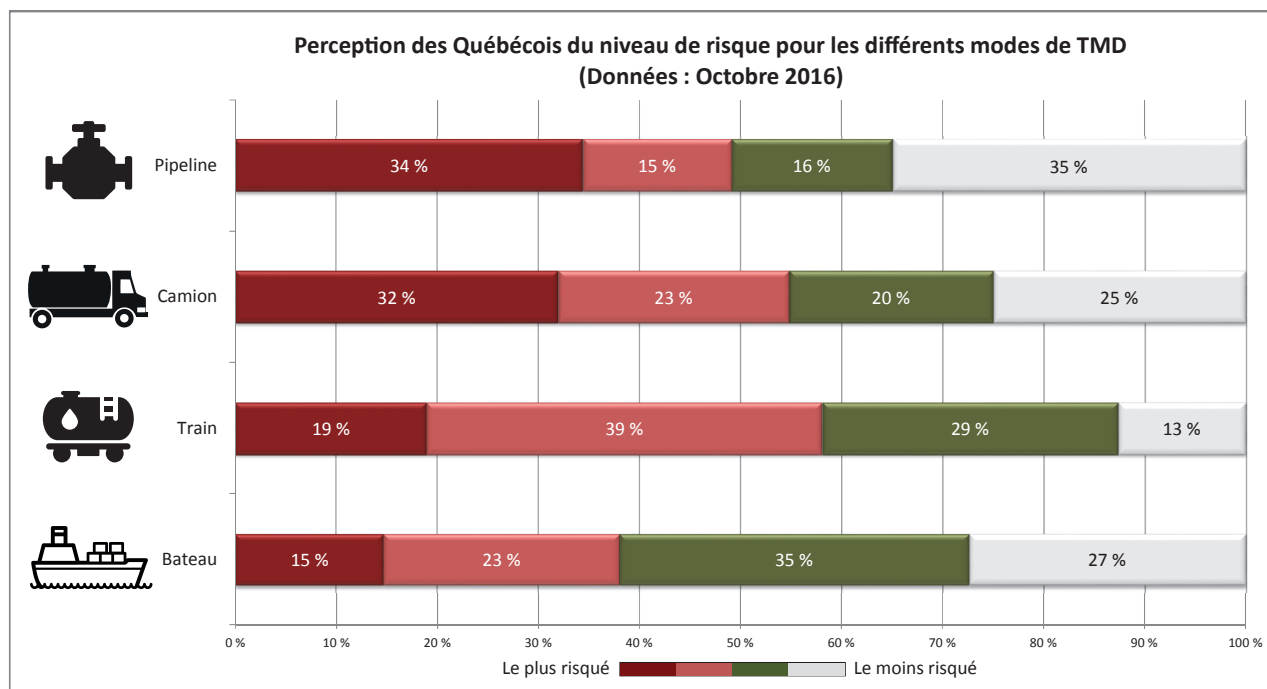
3.3.1 L'importance du niveau d'encadrement réglementaire

L'ensemble des projets ou enjeux auxquels les Québécois s'opposent vivement sont liés à des matières dangereuses ou à risques ou pouvant causer des nuisances vis-à-vis de l'environnement ou de la santé. Globalement (on considère ici la somme de ceux qui sont complètement opposés et de ceux qui sont moyennement opposés), 74 % des Québécois s'opposent à l'utilisation de produits chimiques dans les industries, 71 % au transport des matières dangereuses et 68 % à l'utilisation des engrais et pesticides. Il est illusoire de considérer que l'on peut se passer totalement de produits chimiques, car certains sont utilisés dans des articles de la vie quotidienne comme les médicaments, les ordinateurs, les tissus et les carburants. À ce dernier titre, un récent rapport de Whitmore et Pineau (2016) fait état de l'augmentation considérable de la consommation d'énergie par les Québécois et en particulier de l'utilisation de l'essence pour leurs véhicules de plus en plus énergivores. Selon les données, le nombre de camions légers pour passagers, y compris les véhicules utilitaires sport et les camionnettes, a augmenté de 195 % entre 1990 à 2013 (Whitmore et Pineau, 2016). Du fait de leur nocivité ou dangerosité, le gouvernement joue donc un rôle important pour protéger la santé et l'environnement en réglementant la fabrication, l'importation, l'utilisation et le transport de nombreux produits chimiques.

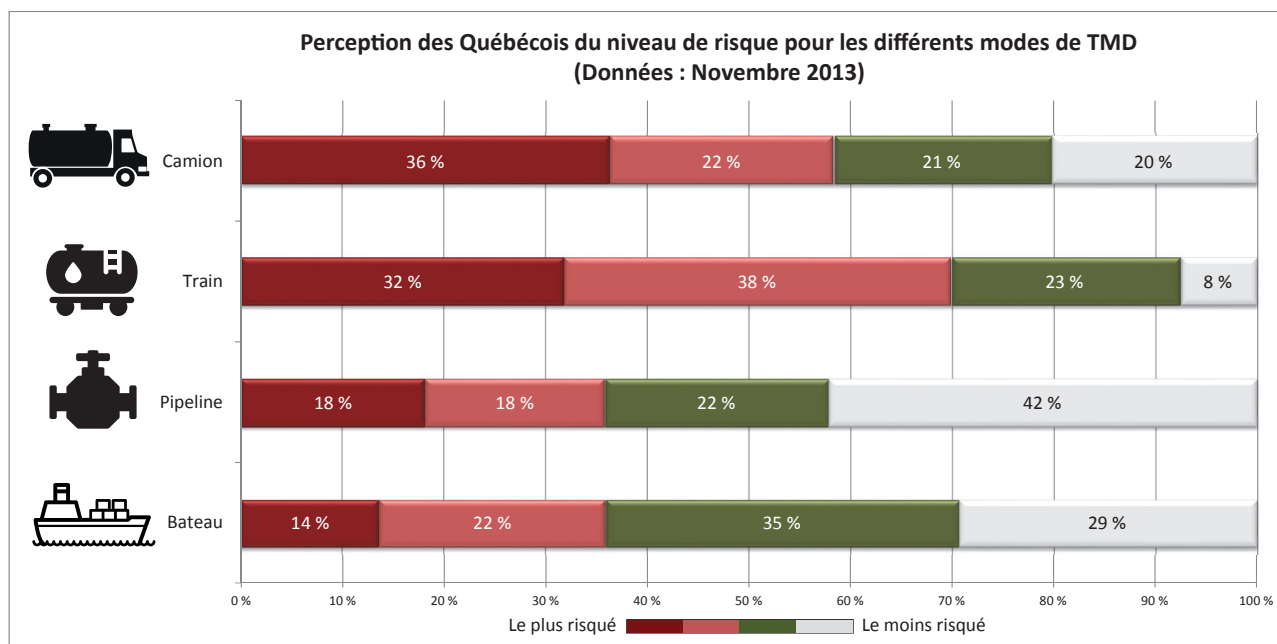
Dans le contexte d'une augmentation du transport de produits pétroliers par train au Québec et en gardant en tête la catastrophe de Lac-Mégantic en 2013 qui a interpellé l'ensemble de la population, nous avons souhaité aller plus loin dans l'analyse des perceptions de la population relativement au transport de matières dangereuses et à leur encadrement réglementaire. Nous allons également comparer les données de l'édition 2017 du Baromètre avec celles obtenues lors d'un Baromètre spécifique sur le transport des matières dangereuses réalisé en novembre 2013, soit quatre mois après l'accident de Lac-Mégantic (de Marcellis-Warin et Peignier, 2013). Nous avons en premier lieu demandé aux Québécois de classer les modes de transport du plus risqué au moins risqué (1 correspondant au mode perçu comme le plus risqué et 4 étant le mode perçu comme le moins risqué). 34 % des Québécois ont indiqué le pipeline comme le mode de transport des matières dangereuses le plus risqué et 32 % ont indiqué le mode routier comme étant le plus risqué, ce qui en fait les deux modes considérés comme les plus risqués.

Ce classement est différent de celui de novembre 2013, mais il est vrai que l'enquête en 2013 s'est déroulée quelques mois seulement après la tragédie de Lac-Mégantic. En 2013, 36 % des répondants considéraient le mode routier comme étant le plus risqué et 32 % le mode ferroviaire. Le pipeline se classait loin derrière avec seulement 18 % des Québécois qui le considéraient comme le plus risqué.

Graphique 15 : Perception des Québécois du niveau de risque pour les différents modes de transport de matières dangereuses (« TMD ») en octobre 2016



Graphique 16 : Perception des Québécois du niveau de risque pour les différents modes de transport de matières dangereuses en novembre 2013



La principale différence entre 2013 et 2016 se situe donc surtout entre le pipeline et le train : il y a une inversion dans les proportions des Québécois percevant l'un ou l'autre de ces modes comme le plus risqué.

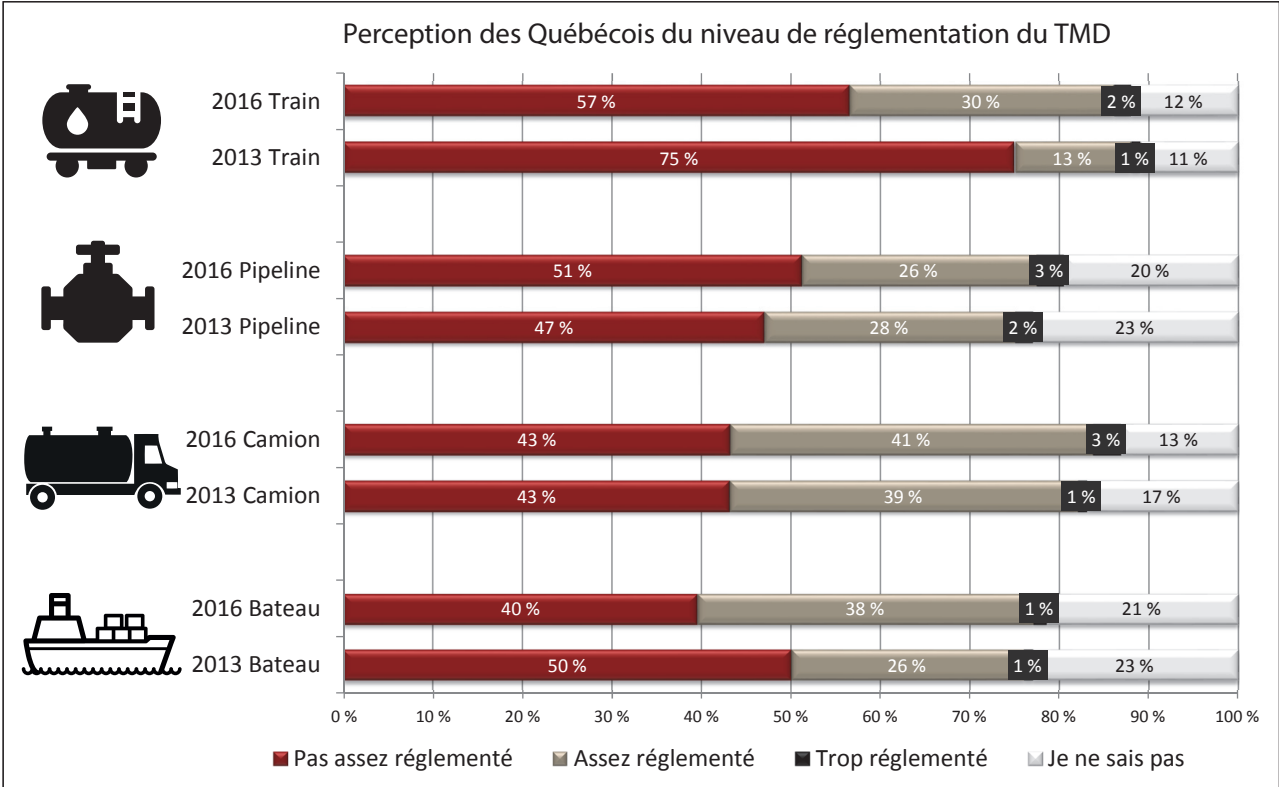
Il est vrai que depuis deux ans, la médiatisation des nombreux projets de construction de pipeline au Canada, et plus particulièrement le pipeline Énergie Est au Québec, a alimenté les préoccupations vis-à-vis de ce mode de transport. L'opinion est la plus polarisée concernant ce mode de transport puisque les Québécois semblent également partagés sur le niveau de risque associé au TMD par pipeline.

Plus les Québécois considèrent un mode de transport comme suffisamment réglementé (valable pour tous les mode de transport considérés), plus le niveau d'acceptabilité pour le TMD augmente de façon significative.

Toutefois, lorsque l'on prend en considération les deux premiers choix des répondants (c'est-à-dire le mode le plus risqué et le 2^e plus risqué), les tendances sont les mêmes en 2013 et en 2016, à savoir que le mode ferroviaire est considéré comme le plus risqué (58 % pour 2016), suivi du mode routier (55 %) alors que le pipeline tombe en 3^e position (49 %). Le mode maritime est clairement celui considéré comme le moins risqué.

Nous avons abordé la notion de réglementation un peu plus tôt. L'opposition vis-à-vis du transport des matières dangereuses pourrait venir de la perception par les Québécois d'un faible niveau de réglementation encadrant ces modes de transport. Voici un aperçu des perceptions des Québécois vis-à-vis du niveau de réglementation de chacun des modes de transport de matières dangereuses en novembre 2013 et en octobre 2016.

Graphique 17 : Différence dans le niveau de réglementation perçu pour chacun des modes de transport pour le TMD entre novembre 2013 et octobre 2016



Les résultats des enquêtes sont assez semblables entre les deux années, la seule différence majeure se situant dans le transport par train. Bien évidemment, comme déjà évoqué, l'enquête en 2013 ayant été réalisée quelques mois après l'accident de Mégantic, les images de la tragédie étaient encore présentes dans l'esprit des Québécois, et cela a eu un impact sur les perceptions.

Un test de corrélation montre que **plus les Québécois considèrent un mode de transport de matières dangereuses comme suffisamment réglementé (valable pour tous les modes de transport considérés), plus le niveau d'acceptabilité pour le TMD augmente de façon significative.**

Plus spécifiquement, des tests de comparaison de moyenne montrent que les Québécois considérant que le TMD par mode ferroviaire n'est pas assez réglementé sont significativement moins favorables au TMD (18 % sont favorables) que ceux qui estiment ce mode suffisamment réglementé (31 % sont favorables). Il en est de même pour tous les autres modes, et ce, de façon significative. À la vue de ces résultats, on est en droit de suggérer au gouvernement de **mieux informer la population des nombreux changements réglementaires mis en place depuis la catastrophe de Lac-Mégantic.**

3.3.2 Le droit de savoir

Pour certains enjeux, la notion d'acceptabilité sociale relève davantage des valeurs personnelles du répondant. Prenons l'exemple de la consommation d'aliments contenant des OGM, ce sujet refait surface régulièrement dans l'actualité.

Lors du Sommet sur l'alimentation organisé par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) en octobre 2016 en vue de doter le Québec d'une politique bioalimentaire en 2018, l'étiquetage des OGM était au cœur des discussions. En marge de ce Sommet, un site Web permet aux consommateurs de faire connaître ses avis, attentes ou préférences à propos du secteur de l'alimentation. À l'écoute des débats et à la lecture des commentaires (313 commentaires sous la thématique de l'étiquetage en date du 9 janvier 2017), on se rend compte que la problématique ne réside pas réellement dans la question d'utiliser ou non des OGM. En effet, les Québécois ne sont pas tant opposés à la consommation d'aliments contenant des OGM qu'à la consommation d'aliments dont ils ne savent pas qu'ils contiennent des OGM.

C'est aussi ce que révèle un sondage mené par Ipsos en août 2015 pour le réseau canadien d'action sur les biotechnologies : 88 % des Canadiens veulent que les aliments génétiquement modifiés soient étiquetés (Réseau canadien d'action sur les biotechnologies, 2015). La problématique réside donc plutôt ici dans la revendication d'un droit à l'information, d'un droit de savoir qui pourrait se traduire par un libre choix du consommateur.

3.4 De l'acceptabilité sociale aux comportements d'investissements personnels des Québécois

Les Québécois peuvent être favorables à des enjeux qui sont spécifiques à certains secteurs (par exemple, les parcs éoliens avec le secteur des énergies renouvelables). Nous leur avons donc demandé s'ils accepteraient d'investir dans certains secteurs (liés à nos enjeux) – en admettant l'hypothèse que tous ces secteurs soient rentables – afin de vérifier s'il y avait cohérence dans leurs actions et comportements d'investissements et leurs « valeurs ».

Cohérence entre les valeurs des Québécois et leurs comportements d'investissements : ils investiraient massivement dans le secteur des communications sans fil, de la pharmacie et de la biotechnologie et des énergies renouvelables.

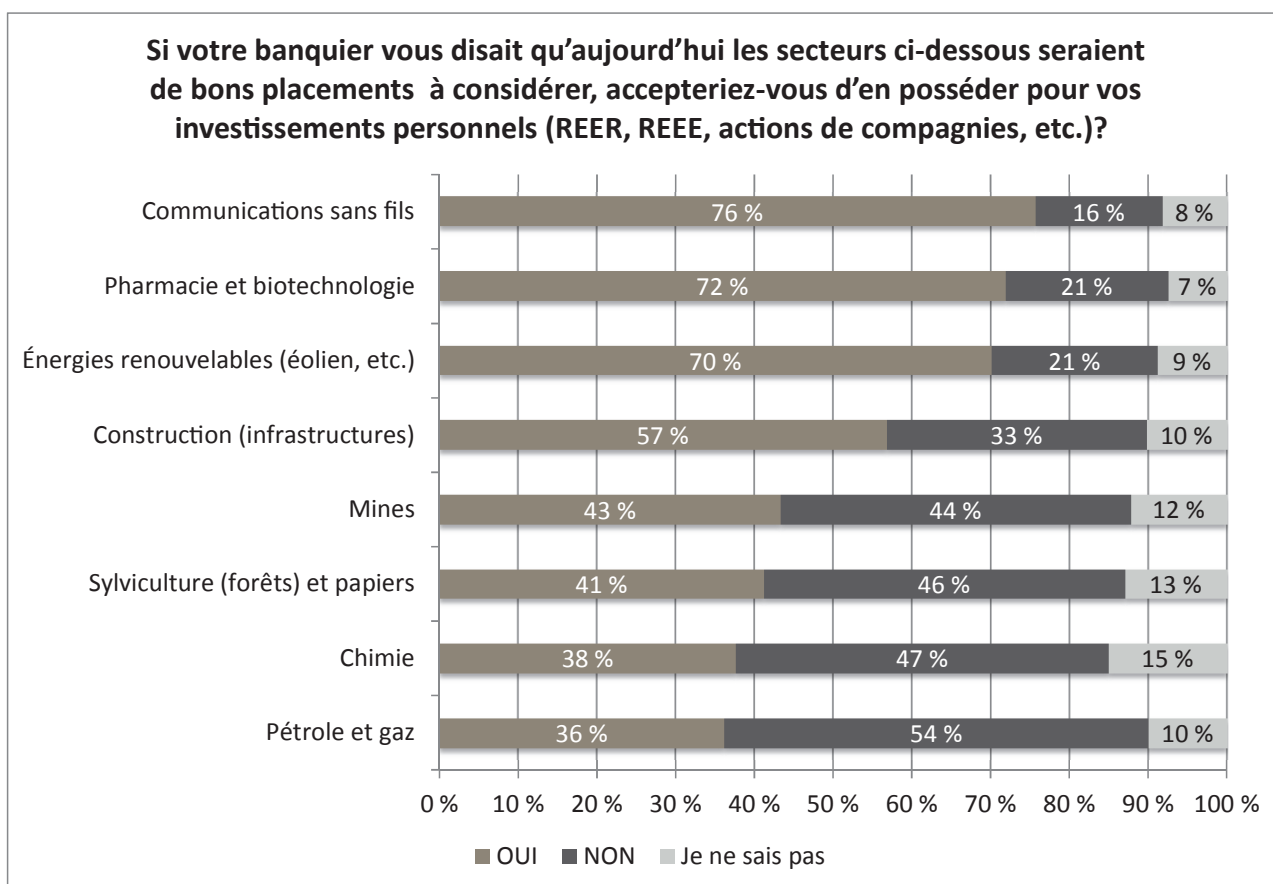
Ils n'investiraient pas dans les secteurs du pétrole et du gaz, ou de la chimie.

Le graphique 18 montre clairement une cohérence entre les comportements d'investissements des Québécois et leur opinion vis-à-vis de certains secteurs. En effet, les trois projets/enjeux auxquels les Québécois sont le plus favorables sont : la vaccination (79 %), l'utilisation d'objets connectés à Internet (73 %) et la construction de parc éolien (63 %). Aussi, ils accepteraient à plus de 70 % d'investir dans les trois secteurs se rapportant à ces enjeux, à savoir : le secteur pharmaceutique et biotechnologique (à hauteur de 72 %), le secteur des communications sans fil (76 %) et le secteur des énergies renouvelables (70 %).

À l'autre extrémité du spectre, nous avons vu que les Québécois sont opposés à l'ensemble des enjeux touchant les matières dangereuses et plus spécifiquement encore les hydrocarbures. Ainsi, conformément à leurs opinions, les Québécois, même si on leur affirmait que ces secteurs étaient rentables, n'investiraient pas dans les secteurs du pétrole et du gaz ni dans celui de la chimie.

Le seul secteur qui nous apparaît quelque peu surprenant compte tenu des préoccupations et des perceptions élevées du risque de corruption par les Québécois est celui de la construction. 57 % des Québécois se disent prêts à investir personnellement dans ce secteur, en supposant qu'il soit rentable (contre 33 % qui n'investiraient pas). La petite taille des entreprises de construction et la nature de leurs activités relativement facile à comprendre par la population pourraient peut-être expliquer en partie ce phénomène.

Graphique 18 : Propension à investir dans certains secteurs (en admettant l'hypothèse qu'ils soient tous rentables)



3.5 L'acceptabilité sociale pour sept grands enjeux de société du Québec

Pour simplifier la lecture des résultats et permettre une analyse plus approfondie par secteur d'intérêt, nous allons présenter les résultats pour nos sept grandes catégories d'enjeux pour le Québec (présentés au chapitre 2).

▶ Enjeux de l'environnement	▶ Enjeux de sécurité
▶ Enjeux industriels	▶ Enjeux socio-économiques
▶ Enjeux des innovations technologiques	▶ Enjeux des infrastructures et des projets publics
▶ Enjeux de santé	

Nous allons dresser un portrait des perceptions des Québécois pour chacune de ces grandes catégories d'enjeux. Pour chaque grand enjeu de société, nous avons représenté sur un même graphique le niveau de risque moyen perçu pour ce grand enjeu et, en dessous, le niveau de risque moyen perçu pour chacun des projets/enjeux le constituant. Des graphiques semblables ont été réalisés pour le niveau de confiance, le niveau de bénéfice et le niveau d'acceptabilité sociale. Nous allons aussi comparer nos résultats à ceux d'autres enquêtes effectuées sur des thématiques identiques.

3.5.1 Enjeux de l'environnement

En quelques décennies, l'environnement est devenu un enjeu important pour les Québécois, que l'on parle de pollution ou de changements climatiques.

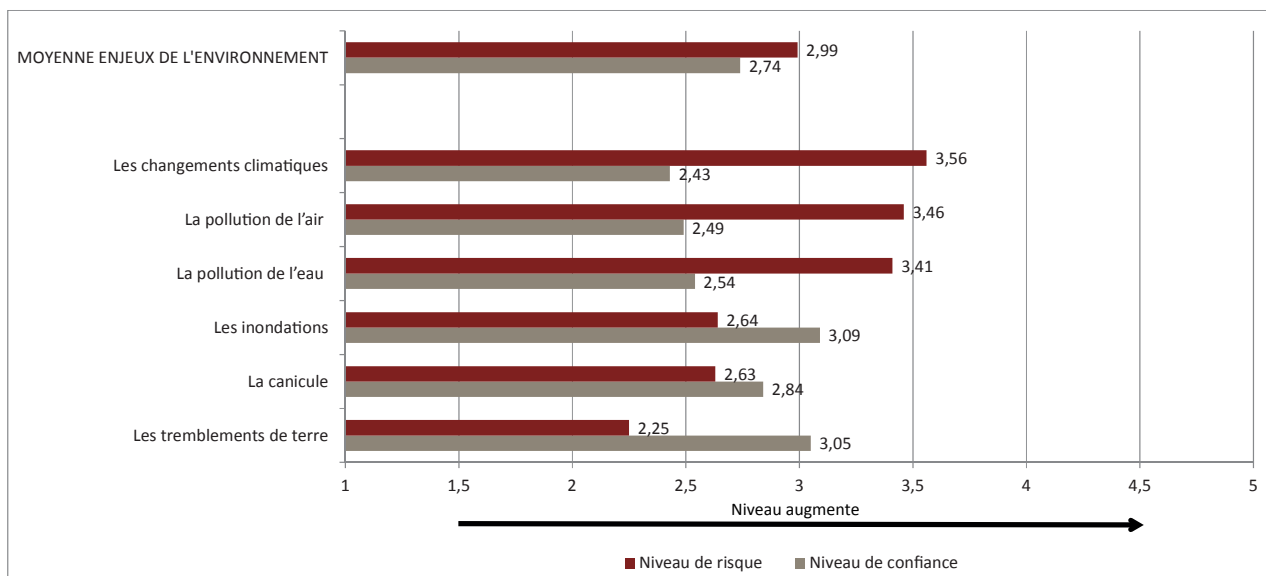
Enjeux de l'environnement	La pollution de l'eau
	La pollution de l'air
	Les changements climatiques
	Les tremblements de terre
	La canicule
	Les inondations

Le Québec est d'ailleurs un chef de file de la lutte contre les changements climatiques. En effet, en mettant sur pied en 2013 un système de plafonnement et d'échange de droits d'émission de gaz à effet de serre et en liant en 2014 son système à celui de la Californie dans le cadre de la Western Climate Initiative, le Québec se retrouve alors au cœur du plus grand marché du carbone en Amérique du Nord.

En examinant le graphique 19, on identifie clairement au sein des enjeux liés à l'environnement, deux types d'enjeux possédant des caractéristiques différentes :

1. Les enjeux liés aux catastrophes naturelles (tremblements de terre, canicule, inondations) qui sont perçus par les Québécois comme étant peu risqués et pour lesquels leur confiance dans le gouvernement est relativement grande.
2. Les enjeux touchant la pollution et les changements climatiques : ceux-ci sont perçus comme étant des enjeux avec des risques plus grands et une confiance dans le gouvernement plus faible.

Graphique 19 : Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux de l'environnement



LE SAVIEZ-VOUS? POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE...

Les Québécois ne semblent pas minimiser les risques liés à la pollution atmosphérique. En effet, des études scientifiques ont montré que la pollution atmosphérique a des effets néfastes sur la santé de la population. L'Institut national de santé publique du Québec a d'ailleurs évalué les impacts sanitaires de la pollution atmosphérique au Québec (Bouchard et Smargiassi, 2007). Il s'agissait de représenter les effets sanitaires engendrés par l'exposition aux contaminants résultant des activités humaines. Les conclusions de l'étude sont éloquentes, mais inquiétantes. En effet, pour l'année 2002, une estimation conservatrice des impacts de l'exposition aux $PM_{2,5}$, à l'ozone et au NO_2 a été réalisée et indique un bilan de 1 974 (± 467) décès prématurés, ce qui représente environ 3,5 % de la mortalité totale⁶. En ce qui concerne la morbidité, l'exposition aux $PM_{2,5}$ serait la cause de 38 (± 32) visites à l'urgence pour des problèmes cardiaques, de 414 (± 92) visites à l'urgence pour des problèmes respiratoires et de 246 705 ($\pm 104 624$) journées de symptômes d'asthme (Bouchard et Smargiassi, 2007).

6. Si l'on considère le chiffre avancé par Statistique Canada de 55 748 décès au Québec en 2002 (Source : Site Internet <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/naissance-fecondite/208.htm>, consulté le 6 décembre 2016).

3.5.2 Enjeux industriels

Selon le Baromètre industriel québécois (STIQ, 2016), malgré une conjoncture marquée par une faible croissance économique domestique, une économie mondiale qui tarde à redécoller, une concurrence internationale toujours aussi vive et un rehaussement des exigences des clients, le secteur manufacturier demeure l'un des moteurs de l'économie québécoise. Voyons plus en détail le portrait des perceptions pour différents projets au sein des enjeux industriels.

Enjeux industriels	L'exploitation d'une centrale nucléaire
	La construction d'un parc éolien
	L'exploitation des mines
	L'exploitation des forêts
	L'exploration pour du pétrole
	L'exploration pour du gaz de schiste
	L'utilisation de produits chimiques par les industries
	Le transport de matières dangereuses
	L'utilisation des engrais/pesticides
	Les sites d'enfouissement de déchets domestiques

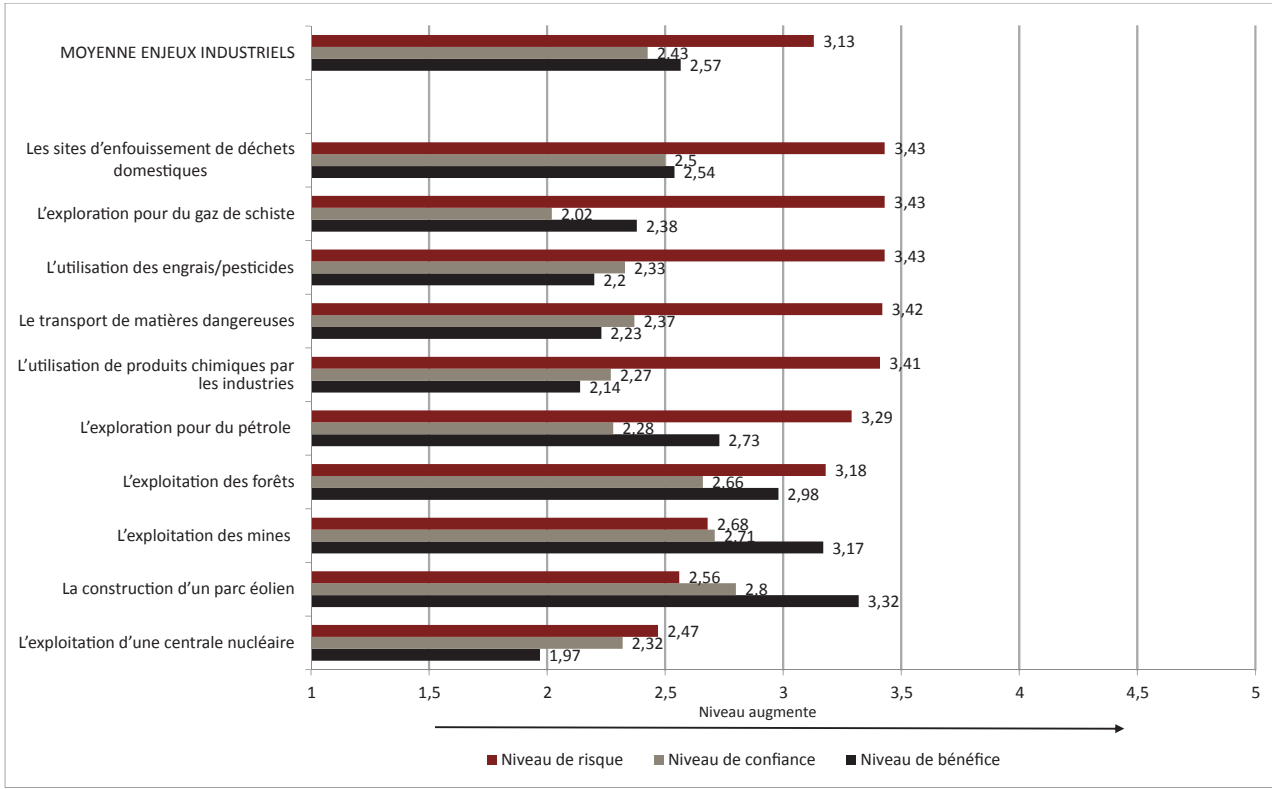
En comparant les deux graphiques suivants (graphiques 20 et 21), on constate que l'acceptabilité sociale augmente lorsque le niveau de risque diminue et que le niveau de bénéfice perçu augmente. Un enjeu échappe toutefois à cette règle, celui de l'exploitation d'une centrale nucléaire. En effet, de tous les enjeux industriels, c'est celui auquel les Québécois s'opposent le plus. La confiance est sensiblement la même, peu importe l'enjeu industriel. **Pour l'ensemble des enjeux industriels, mises à part l'exploitation des forêts et des mines et la construction d'un parc éolien, les risques sont perçus comme largement supérieurs aux bénéfices.** Pour la plupart des enjeux, le niveau d'acceptabilité sociale est autour de 3 (sur une échelle de 1 à 4 avec 4 signifiant complètement opposé).

Si l'on compare avec les années précédentes, on constate qu'il y a très peu de variance du niveau d'acceptabilité sociale pour les enjeux industriels au fil des années.

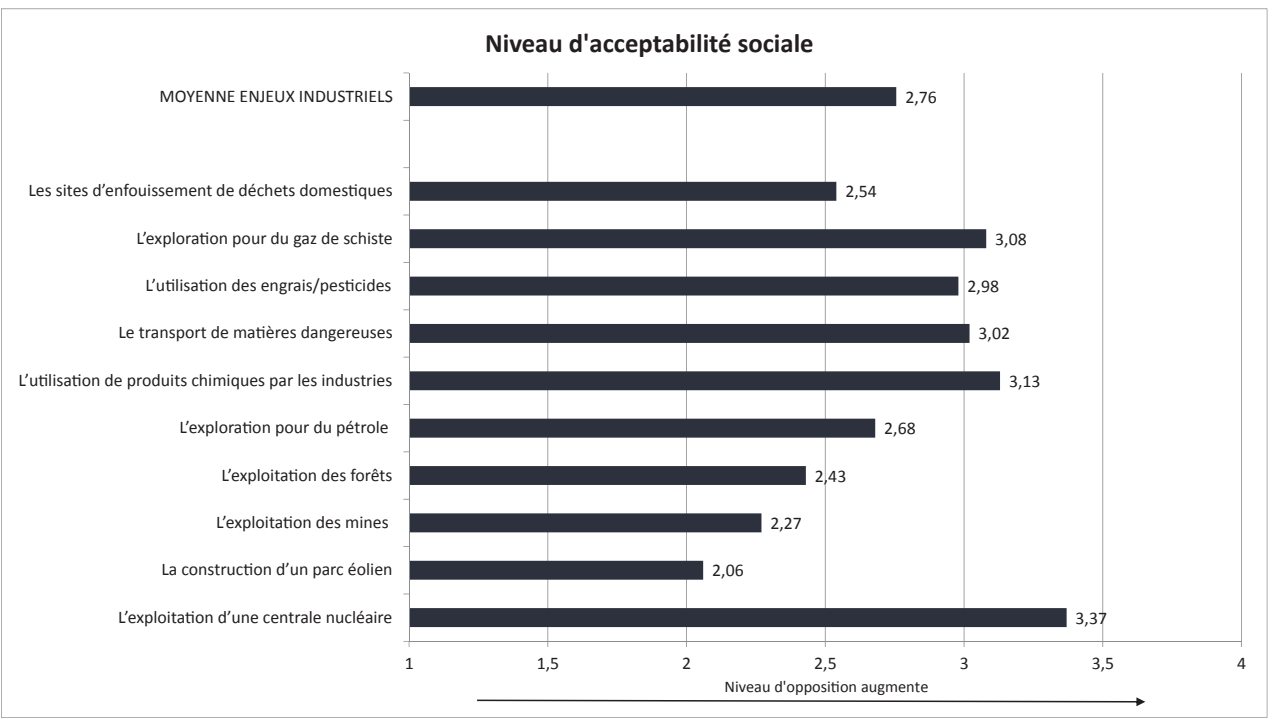
Tableau 6 : Comparaison des niveaux d'acceptabilité sociale pour différents enjeux industriels au fil des années (1 = très favorable et 4 = complètement opposé)

Enjeux/projets	Résultats Baromètre CIRANO		
	Année 2011	Année 2013	Année 2016
Exploration pour du gaz de schiste	3,26	3,05	3,08
Exploration pour du pétrole	2,54	2,45	2,68
Utilisation des engrais/pesticides	2,83	2,92	2,98
Transport de matières dangereuses	2,79	2,95	3,02
Utilisation de produits chimiques dans les industries	3,13	3,15	3,13
Exploitation des mines		1,92	2,27
Exploitation d'une centrale nucléaire	3,18	3,42	3,37

Graphique 20 : Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux industriels



Graphique 21 : Niveau d'acceptabilité sociale pour les enjeux industriels



Selon les résultats de notre enquête, les Québécois semblent être très favorables à l'exploitation des mines. Il s'agit, si l'on exclut la construction d'un parc éolien, de l'enjeu industriel auquel les Québécois sont le plus favorables. Il est vrai que l'industrie minière est créatrice d'emplois et de richesses pour les régions du Québec. Près de 900 établissements, quelque 50 000 travailleurs et de nombreuses communautés comptent sur cette industrie pour assurer leur développement⁷. Les trois principales régions où se déroulent les activités d'extraction minière sont les régions de l'Abitibi-Témiscamingue (or, argent, zinc, cuivre), de la Côte-Nord (minerai de fer et ilménite) et du Nord-du-Québec (nickel, or, zinc). Au total, un peu plus de 70 % des expéditions minières du Québec ont lieu dans ces trois régions administratives (ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN, 2016b)).

Bien que l'acceptabilité sociale semble élevée, elle a diminué si on la compare à son niveau de 2013⁸ : le niveau moyen d'acceptabilité était de 1,92 en 2013 alors qu'il est de 2,27 en 2016 (rappelons que l'acceptabilité sociale est notée sur 4, 1 étant complètement favorable et 4 complètement opposé). Une des variables explicatives pourrait être la baisse du niveau de confiance dans le gouvernement pour gérer cet enjeu puisque le niveau de bénéfice perçu a augmenté entre 2013 et 2016 et le niveau de risque perçu est demeuré stable.

On constate des différences dans le niveau d'acceptabilité sociale en fonction de certaines variables sociodémographiques. En effet, on observe par exemple des niveaux moyens d'acceptabilité sociale pour l'exploitation des mines significativement supérieurs parmi les hommes (2,14 contre 2,4 chez les femmes) et parmi les 55 ans et plus. En outre, le niveau d'acceptabilité sociale pour l'exploitation des mines augmente de façon significative avec le revenu du ménage. Finalement on constate également des différences en fonction de la région d'habitation : de façon significative, les habitants de Montréal RMR sont légèrement plus opposés que les habitants des autres régions. Si l'on regarde plus précisément maintenant en fonction des 16 régions administratives (tout en étant conscient que la taille de l'échantillon devient alors petite et que les différences peuvent ne pas être significatives), la Gaspésie ressort comme étant la région dans laquelle les Québécois sont le plus opposés (3,03) à l'exploitation minière. À l'inverse, les régions minières semblent être relativement plus favorables à l'exploitation des mines : le niveau moyen d'acceptabilité sociale pour l'exploitation minière est de 1,76 dans le Nord-du-Québec et de 2,08 en Abitibi-Témiscamingue et sur la Côte-Nord. Si l'on regarde les proportions de répondants favorables à l'exploitation minière (correspondant à ceux qui ont affirmé être très ou moyennement favorables), cela correspond à 81 % des répondants de la Côte-Nord (la moyenne pour toutes les régions du Québec étant à 58 %).

3.5.3 Enjeux des innovations technologiques

Les ingénieurs et les scientifiques du monde entier rivalisent d'efforts pour créer et implanter des technologies qui transformeront complètement notre mode de vie. Tentons de mieux comprendre les perceptions des Québécois vis-à-vis de certaines de ces innovations.

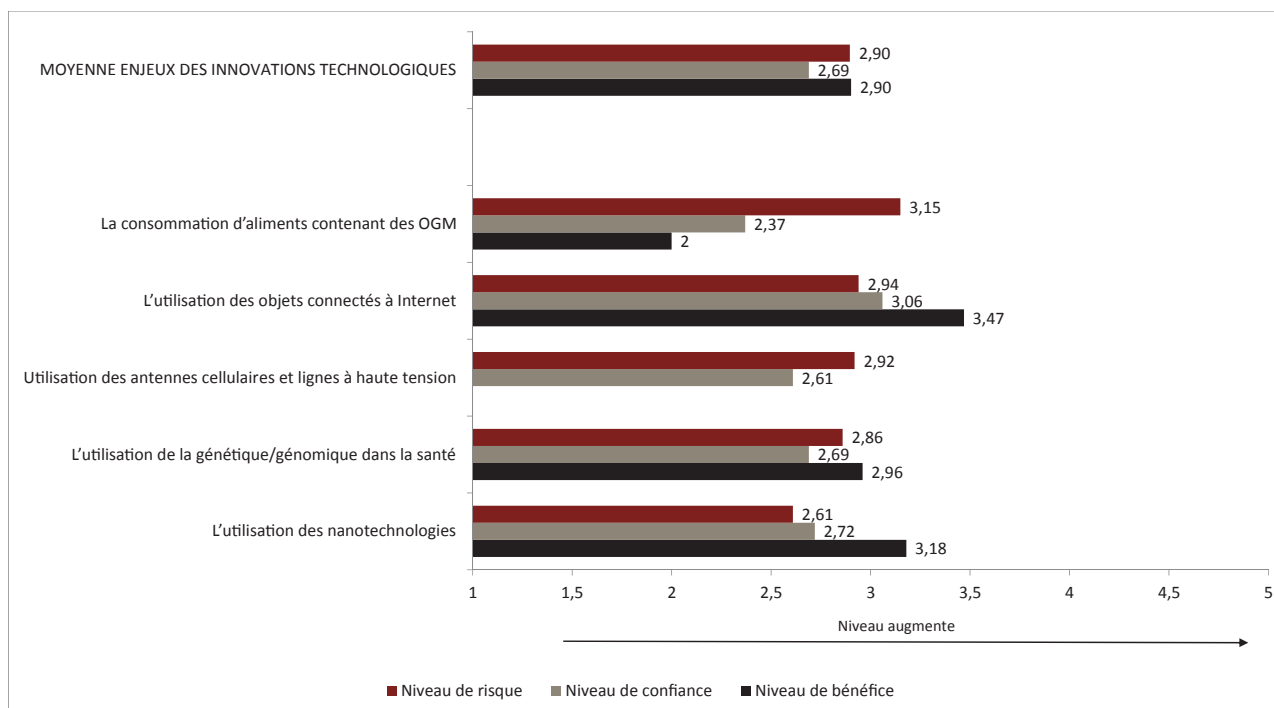
7. Site Web ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles, disponible à l'adresse suivante <https://www.mern.gouv.qc.ca/mines/industrie/index.jsp>, consulté le 6 décembre 2016.

8. Cet enjeu était également à l'étude lors de l'enquête de 2011, mais une précision était apportée, à savoir que l'on parlait uniquement de mines d'amiante. Pour cette raison et pour les biais que cette spécificité pourrait apporter, nous n'avons fait délibérément aucune comparaison avec les résultats de l'enquête 2011.

Enjeux des innovations technologiques	L'utilisation des nanotechnologies
	L'utilisation de la génétique/génomique dans la santé
	L'utilisation des antennes cellulaires et lignes à haute tension
	L'utilisation des objets connectés à Internet
	La consommation d'aliments contenant des OGM

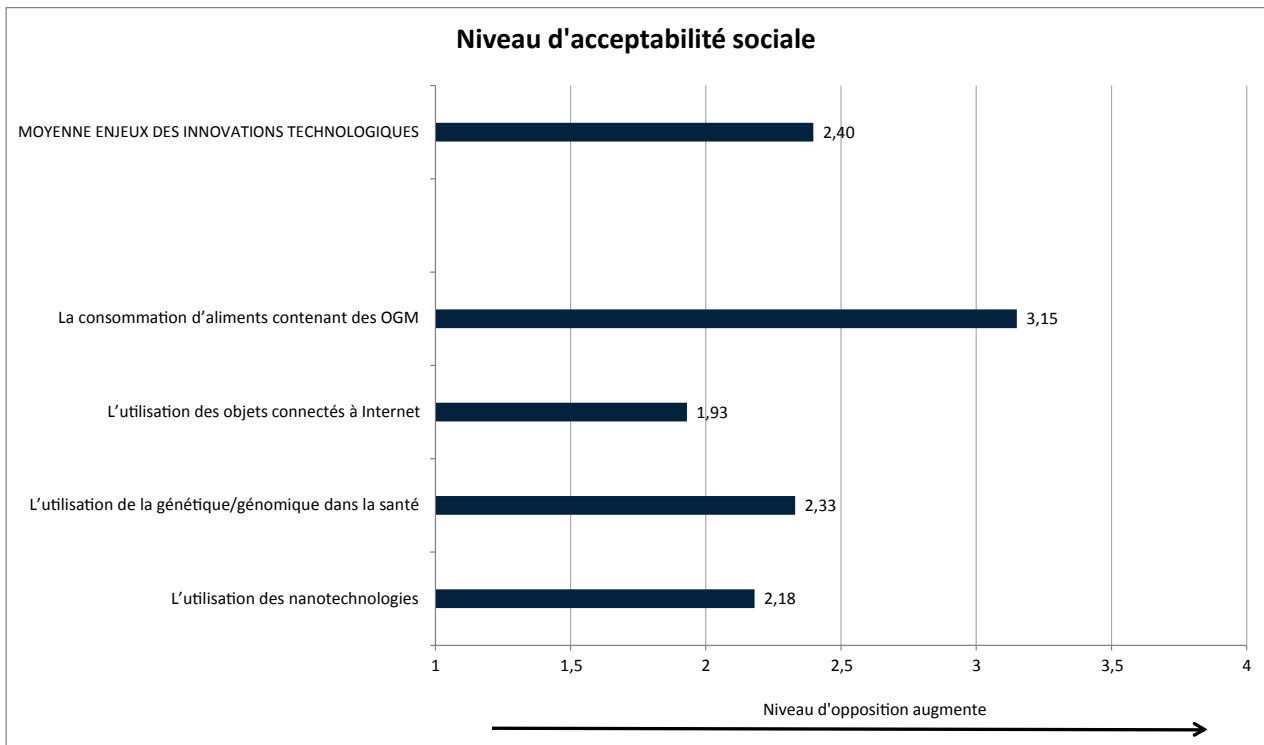
À la vue des graphiques 22 et 23, on pourrait dire que globalement le niveau d'acceptabilité sociale pour les enjeux des innovations technologiques est relativement élevé (en excluant les OGM). Si l'on exclut les OGM, les bénéfices perçus surpassent les risques perçus pour l'ensemble des enjeux des innovations technologiques. Toutefois, il est important de noter que ce qui caractérise ces enjeux est la grande proportion de Québécois qui ne connaissent pas le niveau de risque ou le niveau de bénéfice leur étant associés : rappelons en effet que 28 % des Québécois affirment ne pas connaître le niveau de risque pour l'utilisation des nanotechnologies⁹, 15 % pour l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé ou encore 9 % pour l'utilisation des antennes cellulaires. Les mêmes constats ressortent si l'on regarde le niveau de bénéfice : 27 % des Québécois affirment ne pas connaître le niveau de bénéfice pour l'utilisation des nanotechnologies, 17 % pour l'utilisation de la génétique/génomique dans la santé ou encore 7 % pour l'utilisation des objets connectés à Internet.

Graphique 22 : Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux des innovations technologiques



9. De Marcellis-Warin, N., Peignier, I. et Vairinhos, A., (2017). « Perception et acceptabilité sociale des risques liés à l'utilisation des nanotechnologies au Québec », dans Marie-Hélène Parizeau et Soheil Kash (dir.), À chacun son développement durable. De la diversité culturelle aux nanotechnologies, Presses de l'Université Laval, chapitre 18.

Graphique 23 : Niveau d'acceptabilité sociale pour les enjeux des innovations technologiques



Au sein des enjeux des innovations technologiques, l'utilisation des objets connectés à Internet est une technologie émergente pour laquelle les Québécois sont le plus favorables. Examinons plus en détail cet enjeu. Tout d'abord, qu'est ce qu'est un objet connecté à Internet? Il s'agit d'un matériel électronique qui capte des données et les transmet par le biais d'une liaison sans fil, Bluetooth ou Wifi auprès d'une plateforme pour pouvoir les analyser et les restituer sous forme visuelle ou statistique pour l'utilisateur (téléphone intelligent, montres connectées, programmation du chauffage à distance, caméra de sécurité dans votre domicile, application mobile utilisant le GPS, etc.).

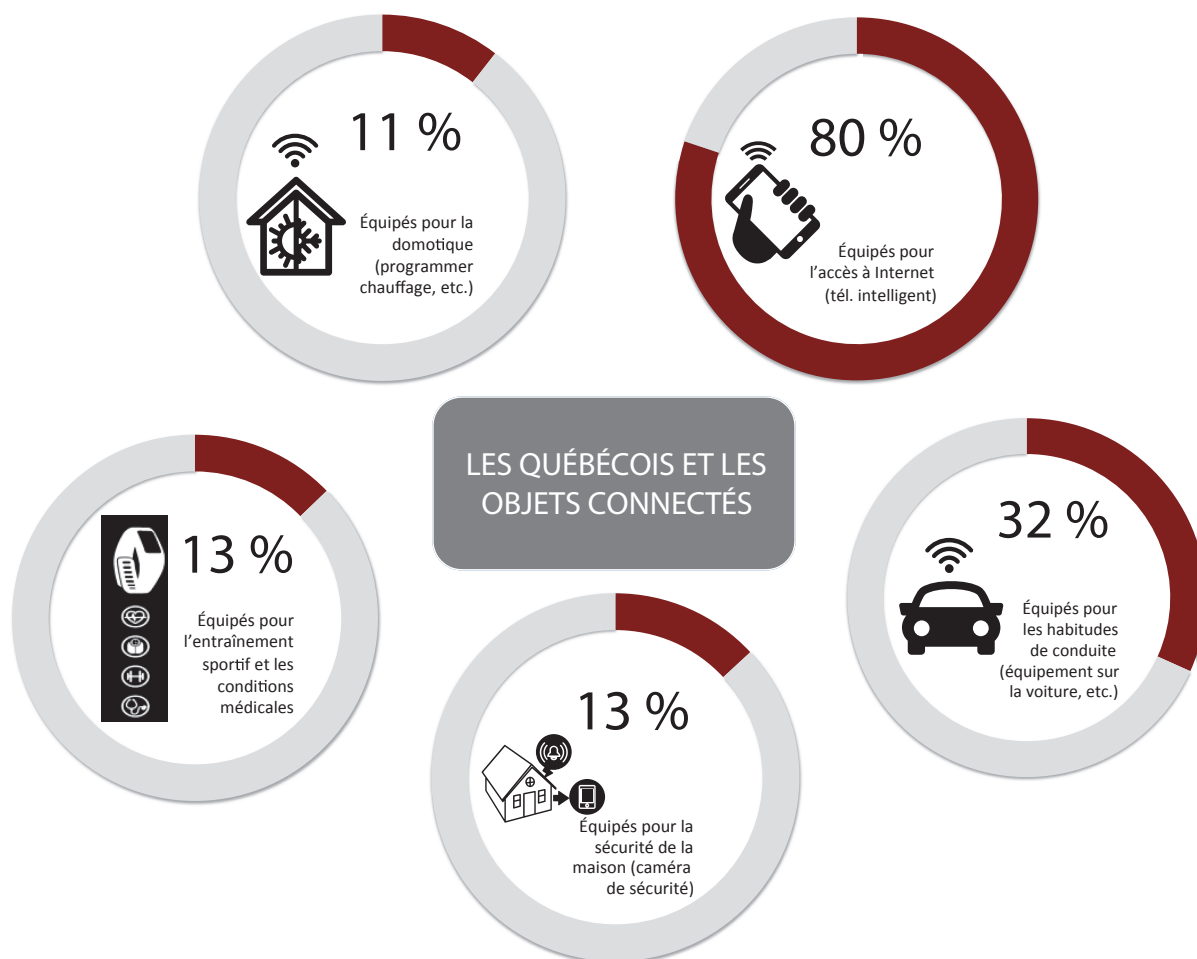
Ces objets peuvent être pour un usage personnel ou pour un usage collectif, comme des capteurs qui pourraient par exemple être placés sur les lampadaires pour permettre aux citoyens de surveiller le niveau de pollution dans chaque rue de la ville. Ces concepts émergents sont de plus en plus abordés dans les médias. Depuis 2014, Montréal a mis en place un Bureau de la ville intelligente et numérique et vise à devenir, dès 2017, un chef de file mondialement reconnu parmi les villes intelligentes et numériques.

Le potentiel économique de ces appareils interconnectés est énorme, que ce soit du point de vue des consommateurs ou de celui des entreprises. Le marché des objets connectés est d'ailleurs promis à une forte croissance dans les années à venir, et différents secteurs pourront en profiter. Certains marchés ont déjà entrepris de transformer en partie leur fonctionnement, en incluant à doses diverses des objets connectés. Ces marchés se retrouvent principalement dans les secteurs du transport, de la santé, du logement ou encore de l'industrie (Robillart, 2016).

En sachant que 73 % des Québécois sont favorables à ces technologies, que 45 % considèrent l'utilisation de ces objets connectés comme plutôt ou très bénéfique et que seulement 20 % ne font pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour sa gestion, **on peut suggérer au gouvernement**

de prendre davantage en considération l'intégration des objets connectés dans certaines de ses politiques publiques ou dans le développement de certains grands projets. En outre, 84 % des Québécois possèdent déjà au moins un objet connecté. À titre informatif, les données du Baromètre CIRANO 2016 permettent d'illustrer dans quelle mesure les Québécois sont déjà connectés pour leur usage personnel (graphique 24).

Graphique 24 : Proportion des Québécois équipés d'objets connectés



3.5.4 Enjeux de santé

Selon les résultats des éditions du Baromètre CIRANO, depuis 2011, les risques liés au système de santé ressortent comme la première préoccupation des Québécois. Nous traiterons ici de l'ensemble des enjeux de santé, c'est-à-dire non seulement le système de santé, mais aussi la santé publique. Pour ce type d'enjeux, il est très important de considérer les perceptions et préoccupations de la population parce qu'elles concernent, au premier chef, les individus.

Enjeux de santé	La difficulté d'accéder aux services de santé
	L'engorgement des urgences dans les hôpitaux
	La vaccination
	Les épidémies (Zika, grippe, ...)
	La contamination des aliments par les bactéries ou autres microbes
	Les infections dans les hôpitaux
	Les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité

Le fait de visualiser sur un même graphique l'ensemble des enjeux de santé permet de voir clairement que les enjeux liés au système de santé sont caractérisés par un niveau de risque perçu plus élevé et un niveau de confiance dans le gouvernement plus faible que les enjeux de santé publique.

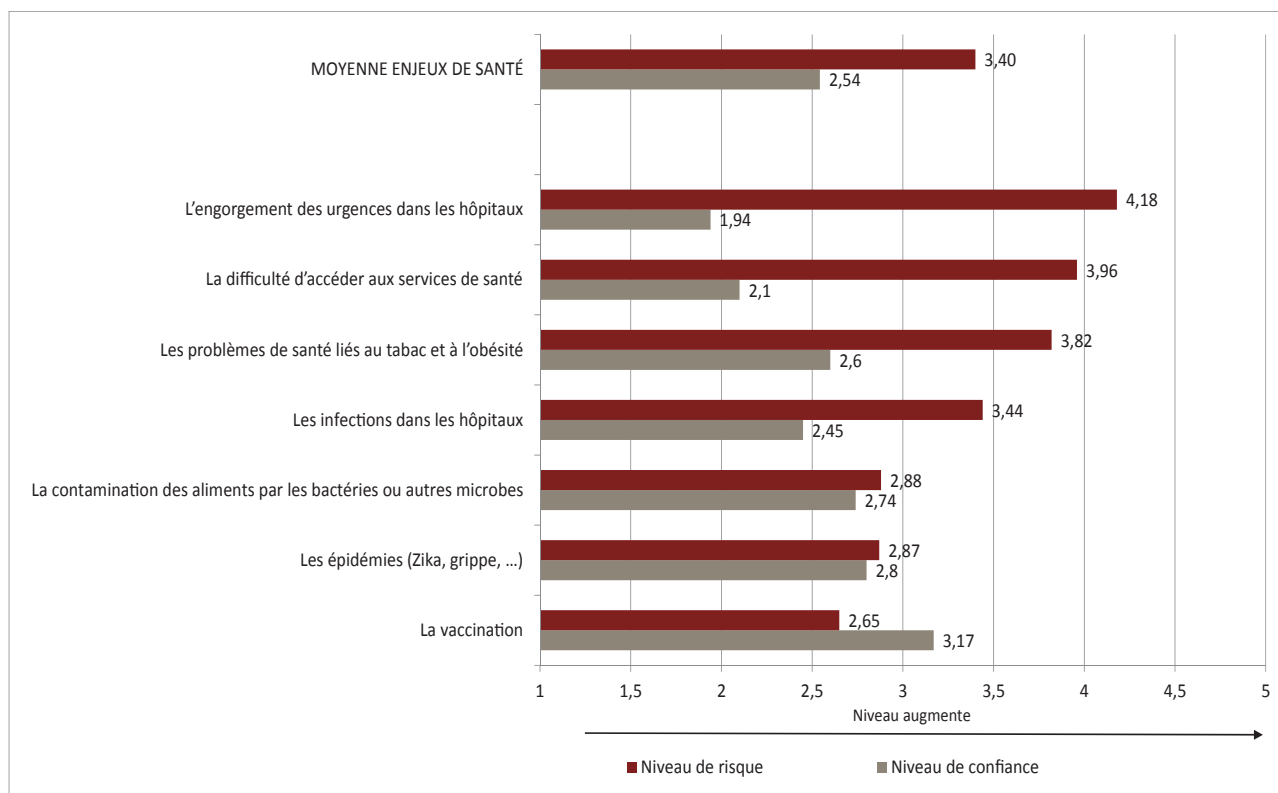
Néanmoins, les problèmes de santé liés au tabac et à l'obésité sont perçus comme très à risque par les Québécois. Il ne s'agit pas ici d'une surestimation du risque. Il est vrai que selon les conclusions du plus récent rapport annuel du directeur national de santé publique sur l'état de santé des Québécois (Arruda, 2016), en 2013-2014, 18 % des adultes québécois étaient considérés comme obèses, contre seulement 8 % en 1987. C'est donc une augmentation de 10 points de pourcentage en moins de 30 ans. Ces chiffres classent le Québec 11^e pays avec le plus grand pourcentage d'obésité parmi les 13 pays comparables de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ayant des données récentes. Quant au tabagisme, au Québec, bien que la situation se soit considérablement améliorée depuis les années 1990, une personne sur cinq fume encore tous les jours ou à l'occasion (Arruda, 2016). Le tabagisme, la sédentarité, une alimentation riche en gras, en sucre et en sel tout comme l'embonpoint et l'obésité comptent parmi les principaux facteurs de risque associés à l'apparition des maladies chroniques telles que le diabète, l'hypertension, les maladies cardiaques et certains cancers (Martel, 2014). Le fardeau économique de l'obésité est important. En effet, au Québec, on estime à près de trois milliards de dollars les coûts excédentaires des soins et de l'invalidité associés à l'obésité en 2011 (Blouin *et al.*, 2015a, 2015b; Bounajm, Dinh et Thériault, 2014).

Bien que l'on constate un niveau de risque perçu relativement faible et une confiance élevée dans la gestion de la vaccination par le gouvernement, il reste qu'en 2014 au Québec, environ 70 % des enfants âgés de 2 ans avaient reçu l'ensemble des vaccins recommandés pour leur âge, ce qui demeure bien en deçà de l'objectif de 95 % requis pour enrayer la transmission de certaines infections très contagieuses comme la rougeole (Arruda, 2016).

L'engorgement des urgences est clairement l'enjeu de santé perçu comme le plus à risque par les Québécois et celui pour lequel ils ne font pas confiance dans le gouvernement pour le gérer. Il est vrai que l'attente peut devenir un facteur de risque si la situation du patient se détériore gravement avant de voir le médecin. La consultation du site Index Santé (<http://www.indexsante.ca/urgences/>) qui présente les temps d'attente estimés dans les urgences du Québec avec une mise à jour chaque heure (ainsi que le nombre de patients sur civière, le taux d'occupation de celles-ci et le nombre de patients sur civière pour plus de 24 et 48 heures pour chaque établissement dans l'ensemble des régions du Québec) peut faire peur compte tenu de la grande présence de la couleur rouge synonyme de temps d'attente très élevé. Toutefois, plusieurs initiatives ont vu le jour récemment pour pallier ces délais d'attente : citons

à titre d'exemple l'application mobile gratuite « Doctr » qui permet d'avoir accès aux taux d'occupation des 120 urgences du Québec en temps réel et peut trouver une clinique sans rendez-vous en alternative ou encore le site Internet Bonjour-Santé¹⁰, qui pour 15 \$ permet d'obtenir une consultation médicale à heure fixée dans une clinique sans rendez-vous le jour même.

Graphique 25 : Niveau de risque perçue et niveau de confiance perçue pour les enjeux de santé



3.5.5 Enjeux de sécurité

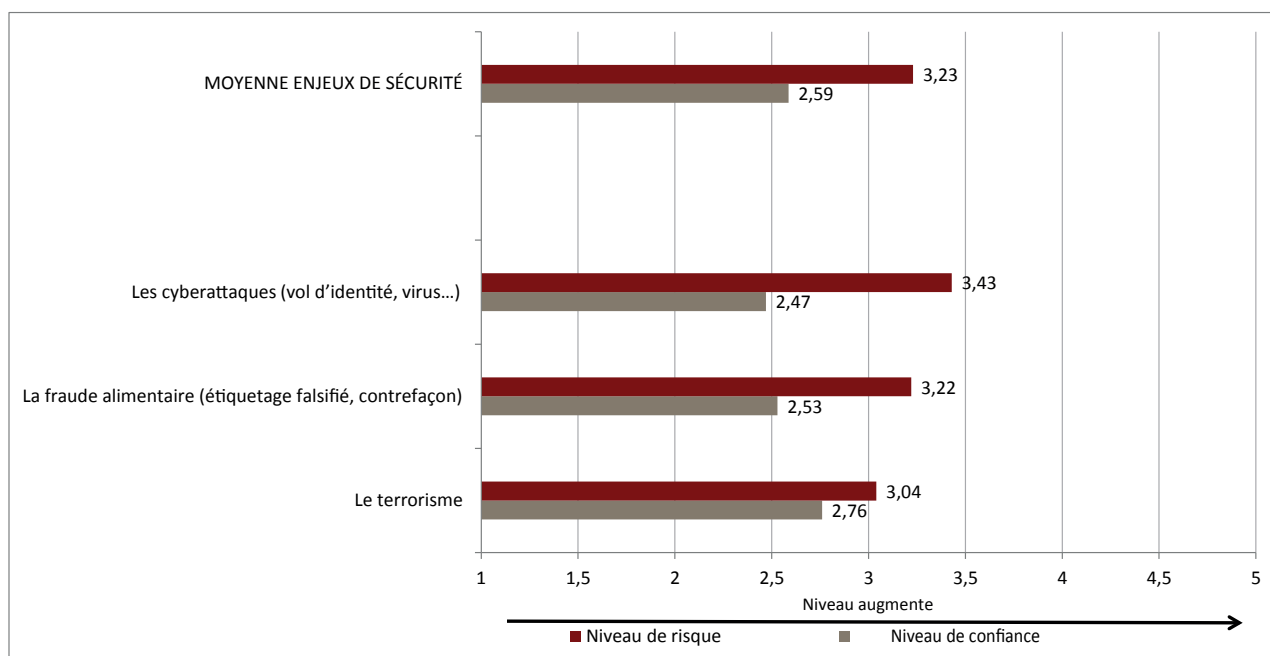
Bien que seulement 16 % de la population a identifié les risques liés à la sécurité dans les deux catégories de risques les plus préoccupantes pour elle (ce qui classe cette catégorie à 5^e rang sur les 10 grandes catégories à l'étude), il n'en reste pas moins que la sécurité est un enjeu de société important pour le Québec. D'ailleurs, la proportion de Québécois ayant identifié cette catégorie de risques dans les plus préoccupantes au niveau personnel ne cesse d'augmenter au fil des années : 12 % des Québécois identifiaient la sécurité dans ses deux principales préoccupations en 2011, 13 % en 2013, et cette proportion atteint aujourd'hui 16 %. Cette sécurité peut concerner autant des biens, des aliments, des personnes ou même des données informatiques. Aussi, dans un contexte où les attentats terroristes et les cyberattaques prennent de l'ampleur dans le monde, il nous apparaît important de regarder ces enjeux de sécurité indépendamment des autres enjeux.

10. Site Internet www.bonjour-sante.ca.

Enjeux de sécurité	Les cyberattaques (vol d'identité, virus, ...)
	Le terrorisme
	La fraude alimentaire (étiquetage falsifié, contrefaçon)

Au Québec, en 2016, les enjeux de sécurité se caractérisent par des niveaux de risque perçus légèrement supérieurs à des risques moyens et des niveaux de confiance légèrement inférieurs à une confiance moyenne envers le gouvernement. Les trois enjeux constituant ce grand enjeu de société, à savoir, les cyberattaques, le terrorisme et la fraude alimentaire, n'étaient par contre pas à l'étude dans les éditions précédentes du Baromètre, ce qui nous empêche de réaliser des comparaisons dans le temps.

Graphique 26 : Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux de sécurité



Les cyberattaques

Les résultats du Baromètre CIRANO montrent que 45 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand pour les cyberattaques. Ces résultats semblent concordants avec une récente enquête sur la fraude¹¹ menée pour les Comptables professionnels agréés du Canada auprès des Canadiens. En effet, d'après cette étude, près des trois quarts des Canadiens (73 %) craignent que la protection de leurs renseignements personnels ne soit menacée, parce qu'ils estiment que les entreprises canadiennes sont vulnérables aux cyberattaques. Cela dit, toujours d'après cette étude, la majorité des répondants (66 %) sont d'avis que les entreprises du pays, en général, font de leur mieux pour protéger les renseignements personnels (The Harris Poll pour Comptables professionnels agréés du Canada, 2016). D'après le

11. L'Enquête de CPA Canada sur la fraude 2016 a été menée par Harris Poll au moyen d'un sondage téléphonique réalisé à l'échelle nationale entre le 28 janvier et le 11 février 2016 auprès d'un échantillon aléatoire de 1 005 Canadiens de 18 ans et plus.

Baromètre CIRANO, ce sont 50 % des Québécois qui font tout à fait ou moyennement confiance au gouvernement pour la gestion des cyberattaques.

La fraude alimentaire

Il y a fraude alimentaire dès lors que des aliments sont intentionnellement commercialisés avec tromperie du consommateur. Elle peut être définie en trois catégories :

- Étiquetage falsifié (mauvais pays d'origine, date d'expiration modifiée ou fausse représentation comme le label « biologique ») ou contrefaçon de marques;
- Substitution par des ingrédients à bas coûts (par exemple ajout de viande de cheval à des steaks 100 % bœuf, ou vente du saumon d'élevage pour du saumon sauvage);
- Ajout de produits potentiellement dangereux (ajout de mélamine dans du lait et des préparations pour nourrissons, d'huile de grade non alimentaire dans des huiles d'olive, etc.).

Selon l'Agence canadienne d'inspection des aliments, les fraudes les plus courantes concernent, entre autres, la substitution de poissons ou de viandes, ainsi que la falsification de l'huile d'olive ou d'autres huiles coûteuses, du fromage parmesan, du sirop d'érable (dilué avec du sirop de maïs), du miel, de l'extrait de vanille et de certaines épices moulues (poivre, safran, etc.). Si l'on se fie aux différents rapports ou enquêtes, il semble que le nombre de cas de fraude alimentaire augmente au Québec. Par exemple, en 2015-2016, le MAPAQ a reçu 52 plaintes pour fraude concernant des produits québécois, ce qui est près de deux fois plus qu'en 2011-2012 (Crépeau, 2017).

Les résultats du Baromètre nous montrent que les Québécois perçoivent un niveau de risque relativement élevé (supérieur à 3) pour la fraude alimentaire. 37 % des Québécois perçoivent d'ailleurs un risque grand ou très grand pour cet enjeu. Bien que certains autres sondages, menés par l'Université de Guelph, montrent que les Canadiens ont confiance dans le système en place et que la fraude alimentaire ne les préoccupe pas (cité par Crépeau, 2017), les résultats du Baromètre nous dressent un portrait plus sombre en montrant que 43 % des Québécois ne font pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour la gestion de la fraude alimentaire.

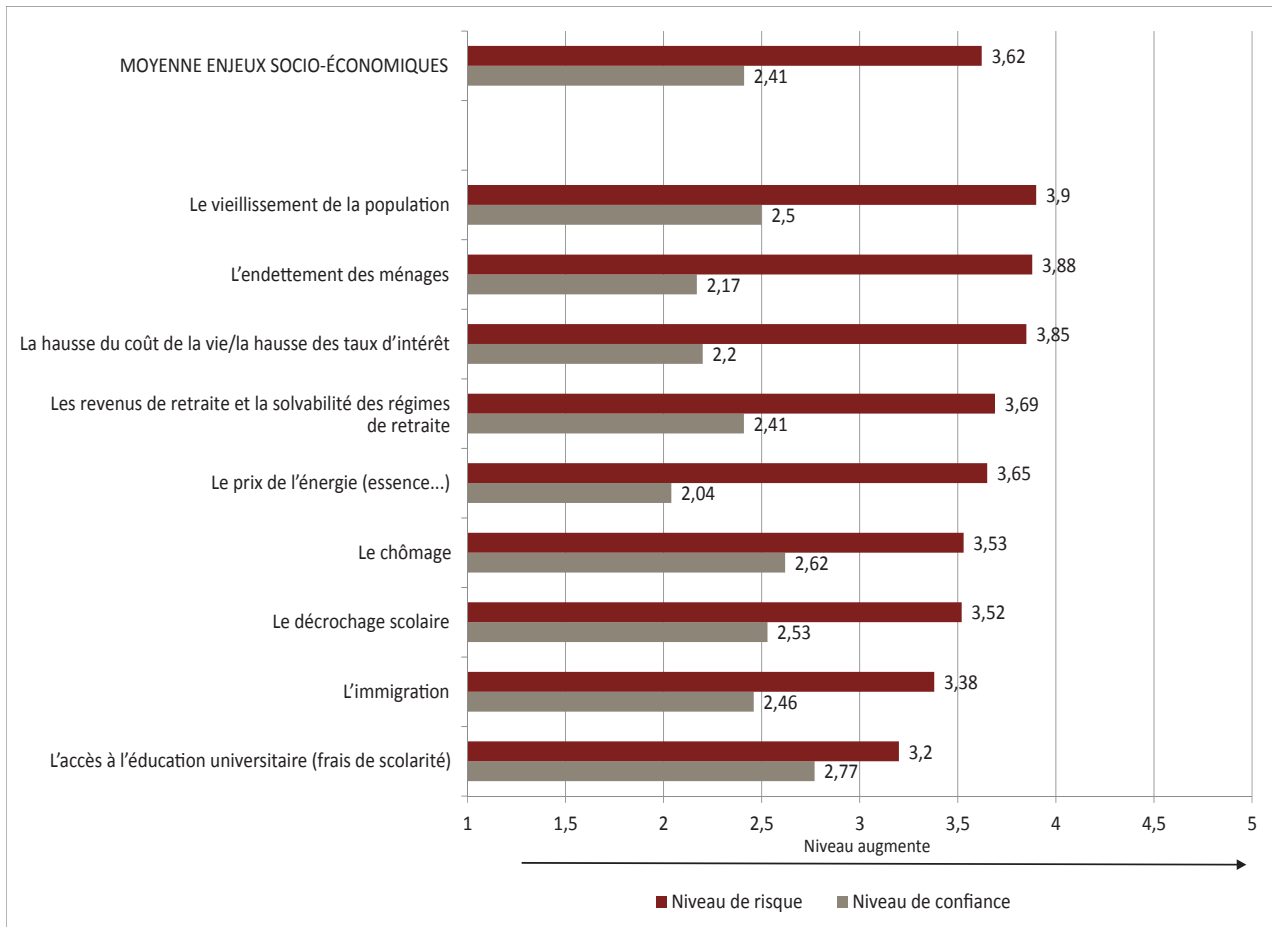
3.5.6 Enjeux socio-économiques

Les enjeux socio-économiques sont au cœur du développement économique du Québec. Ces enjeux sont tous plus ou moins interreliés. Par exemple, le vieillissement de la population a un impact sur les enjeux des retraites, de l'immigration ou encore du chômage. Nous avons donc trouvé important de regrouper l'ensemble des enjeux socio-économiques sur un même graphique afin de voir leur importance relative pour les Québécois.

Enjeux socio-économiques	Le chômage
	Les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite
	La hausse du coût de la vie/la hausse des taux d'intérêt
	L'endettement des ménages
	Le prix de l'énergie (essence, ...)
	Le vieillissement de la population
	L'immigration
	L'accès à l'éducation universitaire (frais de scolarité)
	Le décrochage scolaire

Les enjeux socio-économiques sont globalement perçus comme assez risqués pour le Québec, et la confiance dans les gouvernements pour leur gestion est relativement faible. L'enjeu en lequel les Québécois ont le moins confiance est le prix de l'énergie, celui en lequel ils ont le plus confiance étant l'accès à l'éducation universitaire. Le vieillissement de la population est l'enjeu dans cette catégorie pour lequel les Québécois perçoivent le plus grand risque, risque d'ailleurs très élevé dans l'absolu également.

Graphique 27 : Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux socio-économiques



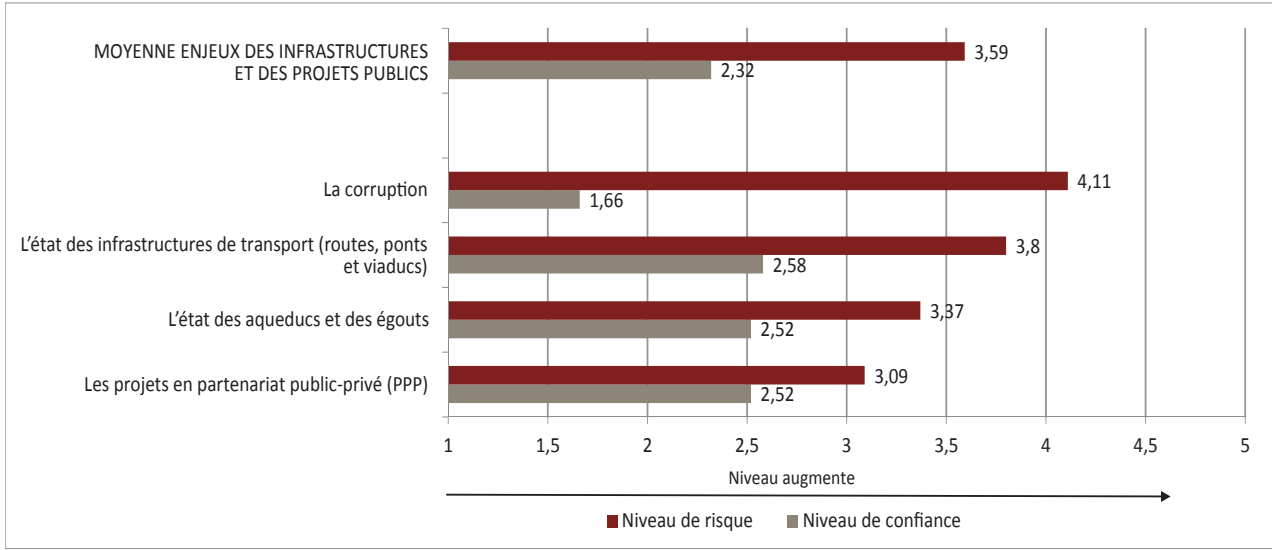
3.5.7 Enjeux des infrastructures et des projets publics

Les Québécois dépendent quotidiennement des infrastructures publiques. Que l'on parle du mauvais état des routes, d'un bris d'aqueduc, d'une rupture de canalisation ou de l'effondrement d'un pont ou d'un viaduc, les enjeux liés aux infrastructures publiques font régulièrement la une des journaux. Le plus souvent, l'état des infrastructures est évoqué, dans le cas du Québec, en faisant le parallèle avec la gestion et les sous-investissements qui ont eu lieu entre les années 1990 et le début des années 2000 (De Marcellis-Warin et Peignier, 2016).

Enjeux des infrastructures et des projets publics	L'état des infrastructures de transport (routes, ponts et viaducs)
	L'état des aqueducs et des égouts
	Les projets en partenariat public-privé (PPP)
	La corruption

Mis à part les projets en PPP, les autres enjeux liés aux infrastructures et projets publics sont perçus par les Québécois comme très risqués. La population perçoit un niveau de risque significativement plus élevé pour les infrastructures de transport (routes, ponts et viaducs), dont la dégradation de l'état est plus visible, que pour les infrastructures souterraines (aqueducs et égouts). En outre, autant les enjeux d'infrastructures (surtout l'état des infrastructures de transport) se retrouvaient en tête du classement en termes de niveau de risque perçu, autant ces enjeux se retrouvent plutôt en milieu de tableau en ce qui concerne le niveau de confiance dans le gouvernement.

Graphique 28 : Niveau de risque perçu et niveau de confiance perçue pour les enjeux des infrastructures et des projets publics



Fait très intéressant à remarquer, pour les enjeux des infrastructures, le niveau de risque perçu a diminué au cours des cinq dernières années, et le niveau de confiance dans le gouvernement s'est nettement amélioré. Pour les projets en partenariat public-privé, la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand est constante sur les cinq dernières années, alors que la confiance dans le gouvernement pour la gestion de ce type de projet semble s'améliorer. Voici un tableau récapitulatif sur les cinq dernières années¹².

12. Notez que certains enjeux ont été regroupés en 2016 et que certains autres n'étaient pas à l'étude dans le Baromètre 2011.

Tableau 7 : Proportion sur les 5 dernières années des Québécois percevant un risque grand ou très grand pour certains enjeux liés aux infrastructures

Enjeux	Proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand		
	2011	2013	2016
État des ponts et viaducs	76 %	73 %	64 %
État des routes		77 %	
État des aqueducs et des égouts		47 %	41 %
Projets en PPP	28 %	28 %	28 %

Tableau 8 : Proportion sur les 5 dernières années des Québécois n'ayant pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement pour certains enjeux liés aux infrastructures

Enjeux	Proportion des Québécois n'ayant pas du tout ou plutôt pas confiance dans le gouvernement		
	2011	2013	2016
État des ponts et viaducs	62 %	60 %	44 %
État des routes		68 %	
État des aqueducs et des égouts		55 %	45 %
Projets en PPP	47 %	41 %	41 %

La corruption est l'enjeu pour lequel les Québécois perçoivent nettement le plus grand niveau de risque et également le plus faible niveau de confiance envers le gouvernement pour la gérer. Puisque le Baromètre 2013 plaçait déjà cet enjeu en tête de liste, cela confirme qu'il s'agit d'un enjeu perçu comme majeur pour le Québec. Comme nous l'avons déjà fait remarqué, il est vrai que, depuis quelques années, les scandales de corruption sont régulièrement présents dans les médias, mais nous aurions pu penser qu'avec la fin des auditions dans le cadre de la Commission Charbonneau, fin 2013, et le dépôt du rapport final de la Commission en novembre 2015, le risque perçu aurait été moins grand et surtout la confiance regagnée. D'autant plus que plusieurs initiatives pour lutter contre la corruption ont été mises en place au Québec. Citons par exemple, celle de l'Association de la Construction du Québec (ACQ) mise en place depuis le printemps 2014. L'action collective que propose l'ACQ, sur les recommandations d'un rapport CIRANO (De Marcellis-Warin, Peignier et Bui, 2014; de Marcellis-Warin, Peignier, Teodoresco et des Chênes, 2014), vise à permettre aux entreprises de construction de se doter d'un véritable programme d'intégrité¹³. Ce programme reposant sur un modèle d'action collective de lutte contre la

13. Site Web du Programme Intégrité de l'Association de la Construction du Québec : <http://www.acq.org/services-et-produits/produits/programme-integrite.html>.



corruption est répertorié auprès de l'International Center for Collective Action¹⁴, géré par le Basel Institute on Governance. Malgré cela, l'enjeu de la corruption semble toujours préoccuper la population. D'ailleurs, un mois après l'administration de notre sondage, le 1^{er} rapport du comité public de suivi des recommandations de la Commission Charbonneau, dont est membre Transparency International Canada, a été publié (Comité public de suivi des recommandations de la Commission Charbonneau, 2016). Les conclusions de ce rapport viennent appuyer nos données sur les perceptions des Québécois. Se basant sur les informations publiques disponibles, le Comité de suivi constate en effet que sur les 60 recommandations de la Commission, 15 ont été mises en œuvre de manière satisfaisante, 9 ont été partiellement mises en œuvre et 36 n'ont pas été mises en œuvre. En revanche, fait intéressant que nous reprendrons dans le dernier chapitre de ce rapport : un très grand nombre de recommandations sont à ce jour sans suivi, en particulier en ce qui touche la participation citoyenne et l'éthique des élus et autres serviteurs de l'État.

14. Site Internet http://www.collective-action.com/search-page-icca?search_api_views_fulltext=quebec, consulté le 16 décembre 2016.

IMPLIQUER LA POPULATION POUR S'ASSURER DE PRENDRE DES DÉCISIONS PUBLIQUES SOCIALEMENT ACCEPTABLES POUR LE QUÉBEC

Le Baromètre CIRANO traite de nombreux enjeux de société. Chaque acteur dans son propre domaine de compétence peut apprendre beaucoup sur les perceptions des Québécois grâce aux données du Baromètre. Globalement peut-on tirer des leçons de l'ensemble de ces statistiques? Y a-t-il des solutions qui peuvent être proposées pour relever les défis mis en relief? Ces éléments de réflexion font l'objet de ce chapitre.

4.1 Constats issus des analyses des données du Baromètre

Nous avons vu, en procédant à l'analyse des résultats du Baromètre CIRANO depuis 2011 que pour tous les projets/enjeux à l'étude, le niveau d'acceptabilité sociale peut être influencé par (a) le niveau de risque perçu (b) le niveau de bénéfice perçu et (c) le niveau de confiance dans le gouvernement.

Relativement à ces variables d'influence, deux constats importants qui affectent ou expliquent grandement le niveau d'acceptabilité sociale des Québécois peuvent être dressés.

CONSTATS ISSUS DE L'ANALYSE DES DONNÉES DU BAROMÈTRE CIRANO

- 1. Évaluation erronée du risque et des bénéfices ou méconnaissance du niveau de risque :** pour certains enjeux ou projets à l'étude, le risque est souvent sous-évalué ou surévalué et nombreux sont les enjeux pour lesquels les Québécois avouent ne pas connaître le niveau de risque.
- 2. Niveau de confiance faible envers le gouvernement :** la confiance dans les autorités qui gèrent les 44 enjeux à l'étude est généralement très faible.

Nous allons détailler ces deux constats.

4.1.1 Évaluation erronée du risque et des bénéfices ou méconnaissance du niveau de risque

Des tests statistiques ont montré que le niveau de risque perçu était corrélé avec le niveau d'acceptabilité sociale. Il s'avère pourtant que, pour certains enjeux, l'évaluation du risque faite par les Québécois est erronée.

Prenons l'exemple des risques naturels : inondations et tremblements de terre. Ces deux enjeux font partie de ceux pour lesquels le niveau de risque perçu par les Québécois est le plus faible : 12 % de la population perçoit un risque grand ou très grand pour les inondations et 8 % pour les séismes.

LE SAVIEZ-VOUS? INONDATIONS...

Une grande partie du Québec, bâtie le long des cours d'eau, est pourtant soumise aux inondations. Les inondations constituent le principal risque naturel au Québec et engendrent les conséquences les plus importantes pour les collectivités (ministère de la Sécurité publique du Québec, 2016). Il y a eu bien entendu les événements du mois de juillet 1996, au cours desquels le Québec a connu des pluies diluviennes qui ont causé des crues exceptionnelles dans les régions du Saguenay – Lac-Saint-Jean, de la Capitale-Nationale, de la Mauricie et de la Côte-Nord et les inondations du printemps 2011 qui ont particulièrement touché la Montérégie. Toutefois, depuis 15 ans, les inondations sont plus fréquentes et surviennent en toute saison, que ce soit des crues éclair, des embâcles de glace et de frasil l'hiver et le printemps, de la submersion côtière ou du ruissellement des eaux de surface (ministère de la Sécurité publique du Québec, 2016).

Le problème réside ici dans la sous-estimation du risque lié aux inondations au Québec. Certaines études ont effectivement montré que la majorité des personnes qui ne font rien pour réduire leur risque décident de ne pas agir parce qu'elles ne croient pas leurs maisons à risque (Federal Emergency Management Agency (FEMA), 2013). Une plus grande sensibilisation à ce risque serait donc à privilégier, car une étude américaine (Federal Emergency Management Agency (FEMA), 2013) a montré qu'une communication fréquente sur les risques d'inondation est associée à une plus grande sensibilisation à ce risque, conduisant la population par le fait même à davantage se protéger pour faire face à ce risque.

Un autre exemple : seulement 51 % des Québécois considèrent que les changements climatiques sont un risque grand ou très grand pour le Québec. Pourtant, d'après les résultats du Baromètre CIRANO consacré à l'énergie et aux changements climatiques (en collaboration avec l'Institut de l'énergie Trottier), plus de 75 % des répondants conviennent que le réchauffement climatique est à l'origine des catastrophes naturelles (de Marcellis-Warin *et al.*, 2015). Toutefois, seulement 53 % des Québécois considéraient qu'il y avait eu une augmentation significative des catastrophes naturelles au cours des 10 dernières années au Québec. Les deux études se rejoignent donc quant à la perception qu'ont les Québécois du risque pour le Québec des changements climatiques. D'après une récente synthèse des connaissances réalisée en 2015 par le groupe Ouranos¹⁵ et s'appuyant sur près de 1000 références, il a clairement été établi que le réchauffement de la planète, mesuré depuis plusieurs décennies, est un fait incontestable, et le Québec n'est pas épargné. Les changements climatiques ont et auront des effets profonds sur la société et l'environnement naturel au Québec (Ouranos, 2015). D'après les auteurs, comme ces changements rapides du climat comportent des risques pour le bien-être de la société et le développement durable, il est important que le Québec s'ajuste à cette nouvelle réalité. Néanmoins, pour bien s'ajuster, faut-il encore être conscient du risque.

Rappelons également le pourcentage important de Québécois qui ne connaît pas le niveau de risque associé à différents enjeux. Par exemple 28 % de la population ne connaît pas le risque lié à l'utilisation des nanotechnologies, 14 % celui des projets en PPP, 13 % le risque lié à l'exploration pour du gaz de schiste. Dans ce contexte, il est important de se demander quels sont les motifs qui peuvent expliquer cette méconnaissance du niveau de risque.

15. Ouranos est un organisme à but non lucratif qui développe des projets collaboratifs impliquant un réseau de 450 chercheurs, experts, praticiens et décideurs issus de différentes disciplines et organisations.

4.1.2 Confiance faible dans le gouvernement

Le Baromètre permet de constater que pour quatre projets/enjeux seulement, les Québécois ont coté une confiance légèrement supérieure au choix de réponse « moyennement confiance » vis-à-vis du gouvernement. Ainsi, seuls les tremblements de terre (confiance de 3,05 sur 5), l'utilisation des objets connectés à Internet (3,06), les inondations (3,09) et la vaccination (3,14) dépassent une confiance moyenne.

4.2 Motifs évoqués pour expliquer ces deux constats

Certaines questions du Baromètre permettent d'apporter un éclairage aux deux constats établis précédemment. Nous allons plus particulièrement traiter deux motifs.

1. **Problème de disponibilité et de complexité de l'information.**
2. **Méconnaissance des outils/médiums de transmission de l'information :** les Québécois ne savent pas où se renseigner pour obtenir de l'information sur les projets qui comportent des risques ou des nuisances.

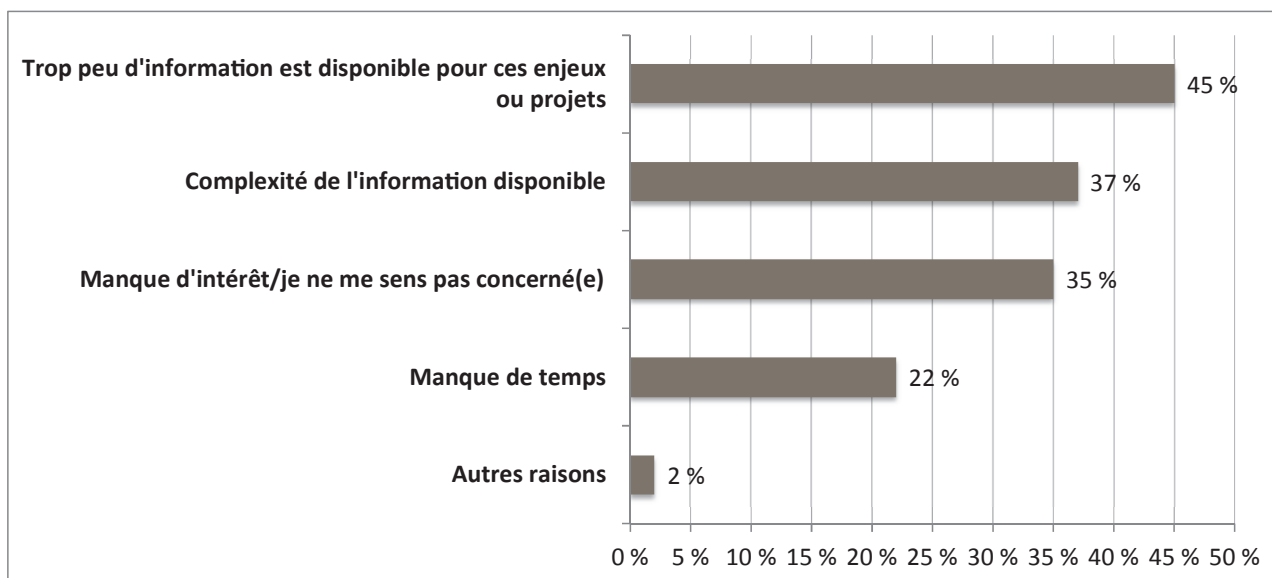
4.2.1 Problème de disponibilité et de complexité de l'information

Le manque de connaissance du niveau de risque vis-à-vis de certains enjeux peut être expliqué par divers motifs. 304 répondants (30 % des répondants) ont indiqué pour au moins deux enjeux sur les 44 à l'étude qu'ils ne connaissaient pas le niveau de risque. Parmi ces 304 répondants, ils sont nombreux à mentionner le « trop peu d'information disponible » (45 %) comme principale raison qui explique leur niveau de méconnaissance du niveau de risque associé à certains enjeux. Ils sont 37 % à évoquer une « complexité de l'information disponible ». 35 % d'entre eux mentionnent un « manque d'intérêt » et 22 % un « manque de temps ».

45 % des Québécois ayant indiqué qu'ils ne connaissaient pas le niveau de risque associé à au moins deux enjeux sur les 44 à l'étude évoquent un « trop peu d'information disponible » pour expliquer cette méconnaissance.

Parmi les autres raisons exprimées (on offrait la possibilité de préciser les raisons), certains répondants ont mentionné « une information non crédible » ou encore des « informations présentées contradictoires » comme motifs qui pourraient expliquer leur méconnaissance du niveau de risque de certains enjeux.

Graphique 29 : Quels sont les motifs qui pourraient expliquer votre méconnaissance du niveau de risque de certains enjeux ou projets à l'étude? (Le répondant pouvait cocher plusieurs réponses)



4.2.2 Méconnaissance des outils/médiums de transmission de l'information

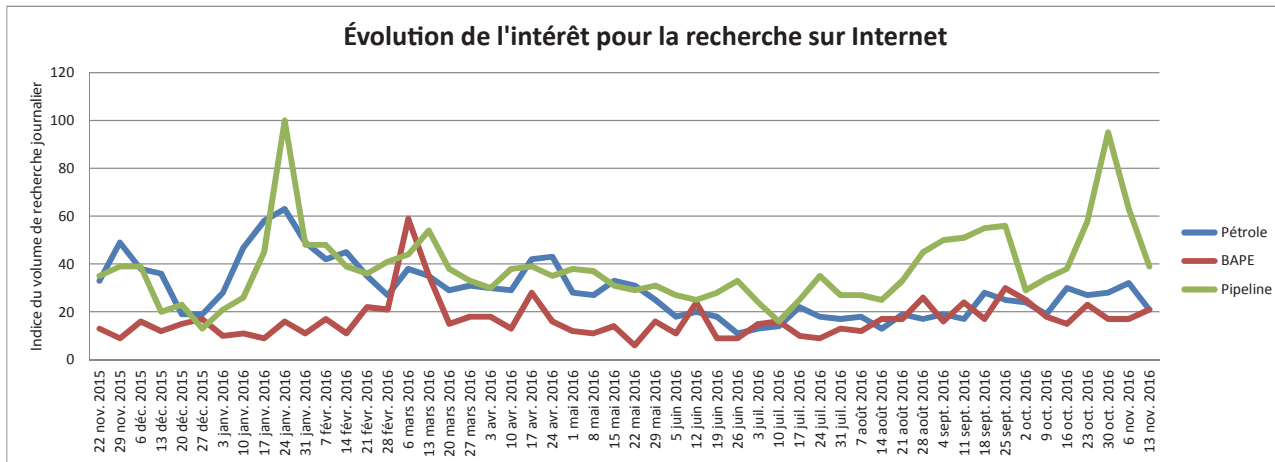
Lorsqu'on leur demande s'ils savent où se renseigner pour obtenir de l'information sur les projets qui comportent des risques ou des nuisances, 68 % des Québécois répondent par la négative.

Une des instances auprès de laquelle les Québécois peuvent avoir de l'information sur les projets en évaluation pour des aspects touchant l'environnement est le Bureau d'audience publique pour l'environnement (BAPE¹⁶). Bien qu'il ait été souvent fait mention du BAPE dans l'actualité au cours de la dernière année, et ce, dans toutes les régions du Québec (dossier du projet d'oléoduc Énergie Est, projet d'agrandissement de la mine Canadian Malartic, projet de Réseau électrique métropolitain (REM) de la Caisse de Dépôt, etc.), il est surprenant de constater que plus de la moitié de la population ne connaît pas le BAPE (53 %). Il est d'autant plus surprenant de remarquer que la proportion de Québécois ne connaissant pas le BAPE a augmenté au fil des années : 45 % affirmaient ne pas connaître le BAPE en 2011 et 46 % en 2013.

Seulement **32,2 %** des Québécois savent où se renseigner pour obtenir de l'information sur les projets qui comportent des risques ou des nuisances pour eux ou leur communauté, et **53 %** ne connaissent pas le BAPE.

16. « Le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement est un organisme public et indépendant qui relève du ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs. Il a pour mission d'éclairer la prise de décision gouvernementale dans une perspective de développement durable, lequel englobe les aspects biophysique, social et économique. Pour réaliser cette mission fondamentale, le BAPE informe, enquête et consulte la population sur des projets ou des questions relatives à la qualité de l'environnement que lui soumet le ministre. Il produit par la suite des rapports d'enquête qui sont rendus publics. Le BAPE est par conséquent un organisme gouvernemental consultatif et non décisionnel. » (Site Internet du BAPE, tiré de <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/bape/organisme/index.htm>, consulté le 18 novembre 2016).

Graphique 30 : Évolution de l'intérêt pour la recherche de certains mots sur Internet au Québec
(Source des données : Google Trends (www.google.com/trends) consulté le 10 novembre 2016)

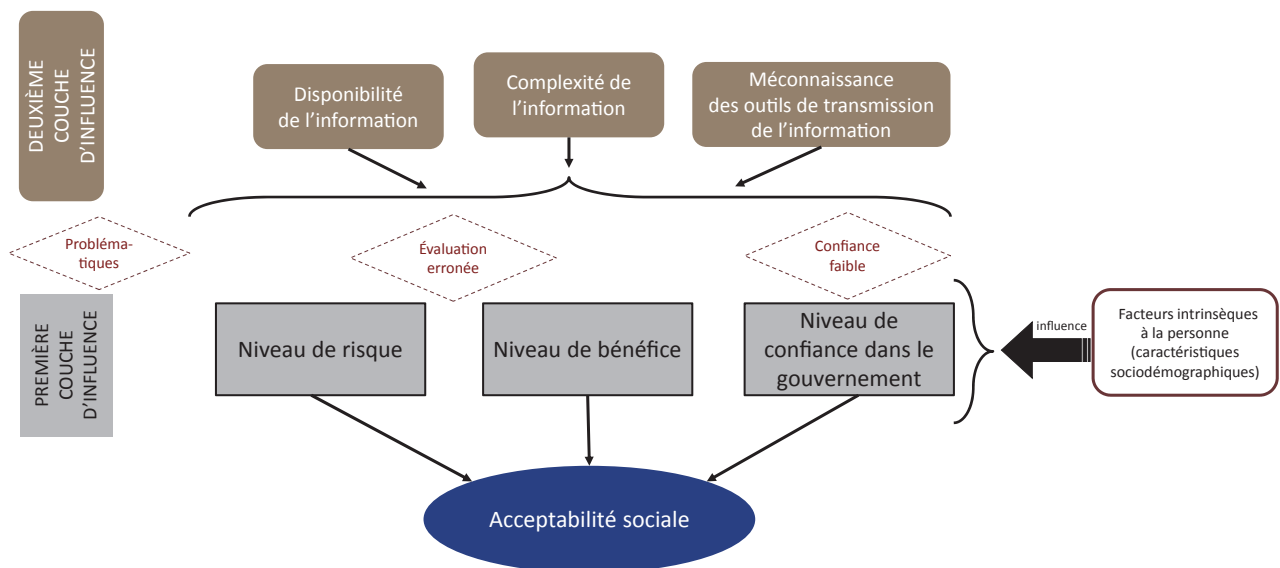


* Note pour la lecture du graphique : Les valeurs indiquées sont calibrées entre 0 et 100. La valeur 100 correspondant au record de trafic journalier d'une requête, les autres valeurs sont donc un indice représentant le volume de recherche journalier. En cas de comparaison entre plusieurs mots-clés, les valeurs indiquées sont toujours mises à l'échelle en prenant l'indice 100 pour le maximum atteint par le mot-clé ayant le plus gros trafic.

4.3 Impliquer la population pour s'assurer de prendre des décisions publiques socialement acceptables pour le Québec

Face à ces constats et surtout aux motifs qui pourraient venir expliquer ces constats, peut-on identifier des pistes de solutions à envisager afin de prendre des décisions publiques qui prennent en compte les préoccupations de la population et qui soient plus acceptées socialement au Québec? En effet, l'acceptabilité sociale est souvent invoquée comme frein pour de grands projets. Or, nous l'avons constaté en analysant les données du Baromètre, l'acceptabilité sociale peut être interprétée comme la résultante de trois variables : le niveau de risque perçu, le niveau de bénéfice perçu, mais aussi le niveau de confiance accordé au gouvernement. Le problème vient du fait que plusieurs de ces variables sont elles-mêmes influencées de différentes manières : par la disponibilité et la complexité de l'information, par les sources d'information utilisées, etc. comme l'illustre la figure 1.

Figure 1 : Variables pouvant influencer l'acceptabilité sociale



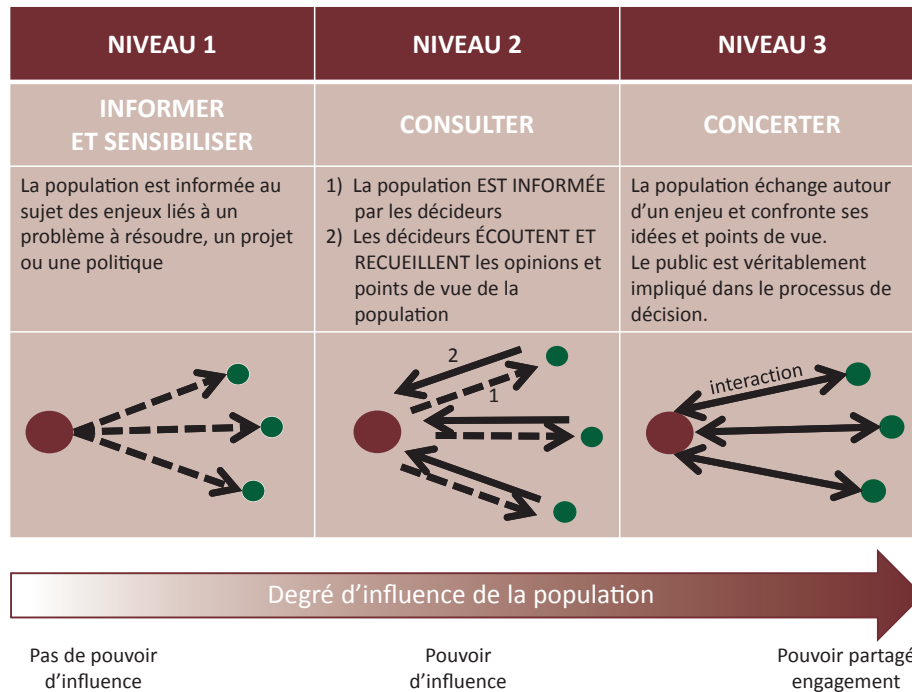
Le 16 février 2016, le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles et ministre responsable du Plan Nord, M. Pierre Arcand, déposait à l'Assemblée nationale le livre vert portant sur les orientations du Ministère en matière d'acceptabilité sociale, dont voici un extrait mettant en perspective la notion d'acceptabilité sociale.

*La réalisation d'un projet ne se limite plus à ses retombées économiques ou à ses impacts environnementaux. Elle implique également la prise en compte de l'acceptabilité sociale au sein des communautés concernées. Acceptabilité sociale ne signifie pas unanimité, pas davantage que le seul respect des obligations légales et des normes applicables à un projet. **L'acceptabilité sociale renvoie davantage à l'information, à la consultation, voire au dialogue entre un promoteur, les parties prenantes et les citoyens de la communauté directement concernée.** En amont du processus d'autorisation, elle suppose un débat préalable sur les véritables enjeux d'un projet, sur les préoccupations qu'il soulève chez les parties intéressées et les citoyens, permettant au promoteur de bonifier son projet en vue d'en favoriser l'acceptabilité sociale dans la communauté. L'acceptabilité sociale est essentiellement la résultante d'un processus de consultation dans lequel promoteur, élus, organismes, groupes et citoyens discutent ensemble sur les conditions permettant la réalisation ou non d'un projet de développement (ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN), 2016a).*

Ainsi, afin de pallier une acceptabilité sociale souvent faible, voire très faible au Québec, qui s'explique en partie par les constats énoncés précédemment, l'implication de la population semble être incontournable. La communication est nécessaire pour entretenir la confiance, sinon pour la créer (Boursin, 1999). En outre, elle est utile à plusieurs égards : elle sert à informer la population afin d'augmenter ses connaissances et changer ses comportements vis-à-vis d'un risque; elle aide à ce que des gens préoccupés par un risque trouvent un forum pour discuter de leurs inquiétudes; elle aide à modifier les comportements à risque et finalement elle peut permettre d'influencer les politiques gouvernementales et faciliter la résolution coopérative des conflits (Rohrmann, 1992).

On reconnaît généralement trois différents niveaux d'implication du public : (1) l'information et la sensibilisation, (2) la consultation et (3) la concertation ou la participation active. La figure 2 illustre les trois niveaux d'implication du public en mettant bien en évidence que la différence entre les trois mécanismes réside dans le sens des flux d'informations.

Figure 2 : Représentation des trois niveaux d'implication du public



Nous allons explorer l'implication de la population comme solution à des décisions publiques plus socialement acceptables pour le Québec basée sur l'information et la consultation du public.

4.3.1 Informer

D'après les résultats du Baromètre CIRANO, 68 % des Québécois ne savent pas où se renseigner pour obtenir de l'information sur les projets qui comportent des risques. 45 % des Québécois qui ne connaissent pas le niveau de risque de certains enjeux estiment qu'il y a « trop peu d'information disponible », et 37 % évoquent une « complexité de l'information disponible ».

Il apparaît donc important de mieux informer les Québécois sur les projets ou enjeux qui touchent le Québec. Il est aussi important que le message soit adapté au public cible et que le médium choisi pour informer soit non seulement utilisé, mais aussi crédible et digne de confiance.

Dans cette optique, il est important de :

1. connaître les sources d'information utilisées en 2016 par les Québécois,
2. savoir si l'utilisation d'une source d'information en particulier a une influence sur la perception des risques,
3. connaître les sources d'information dans lesquelles les Québécois ont confiance.

Autant de questions qu'il est important de se poser lorsque l'on aborde la problématique de la perception des risques et de l'information de la population et auxquelles on répond dans cette section.

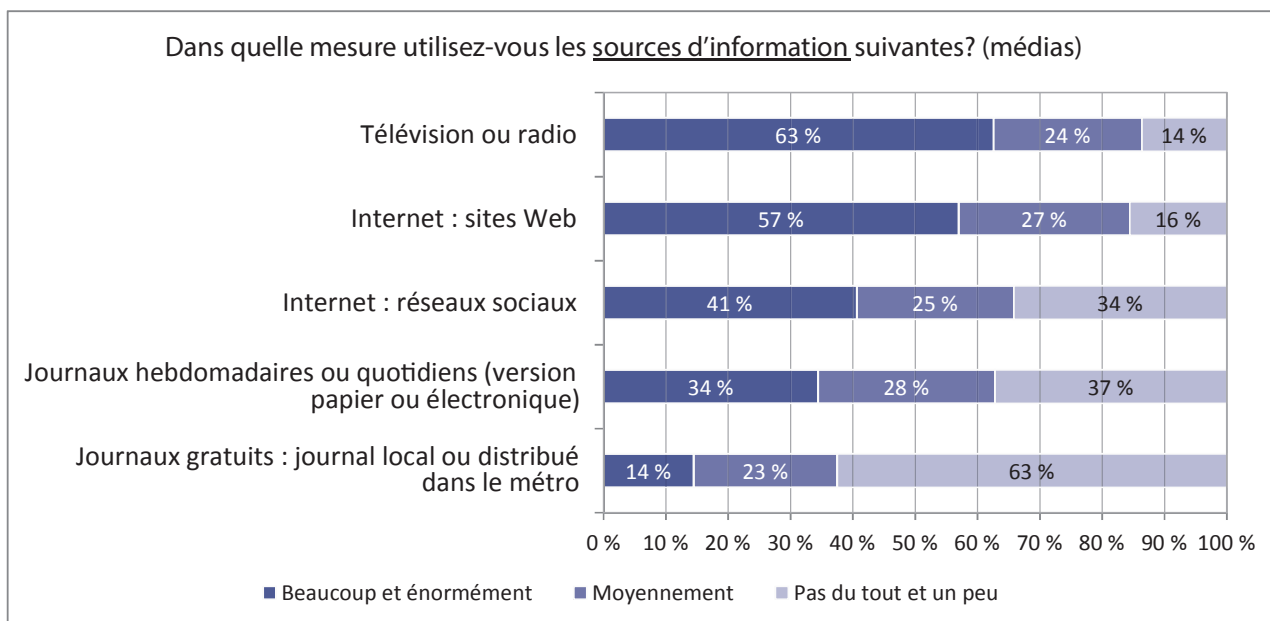
4.3.1.1 Sources d'information utilisées

Les sources d'information utilisées par le public pour s'informer des risques sont nombreuses. Il est toutefois important de faire la distinction entre le média et la personne qui parle. Ainsi, différents médias sont mis à la disposition du public afin qu'il obtienne de l'information sur les risques : la télévision, la radio, l'Internet et les réseaux sociaux, la presse écrite, etc. Dans un contexte de projets ou de décisions risquées, la personne qui parle a une plus grande importance encore. On peut s'informer auprès de sa famille ou de ses amis, mais aussi auprès d'experts ou d'élus locaux, etc. Tout au long de ce chapitre, cette distinction « médias utilisés » et « personnes consultées » est faite.

Médias utilisés

63 % des Québécois utilisent encore en 2016 beaucoup ou énormément la télévision et la radio comme source d'information. Cela en fait encore aujourd'hui la source d'information la plus utilisée, et cette proportion a d'ailleurs très peu évolué au cours des cinq dernières années : c'était 67 % des Québécois en 2011 et 65 % en 2013. Néanmoins, Internet (sites Web) ne se retrouve vraiment pas loin derrière, avec 57 % des Québécois qui l'utilisent beaucoup ou énormément. Les réseaux sociaux sont également utilisés beaucoup ou énormément aujourd'hui par 41 % des Québécois. En plus d'amplifier et d'accélérer la propagation des nouvelles, les médias sociaux et Internet bousculent la popularité de la radio et de la télé comme source d'information principale.

Graphique 31 : Utilisation des sources d'information (médias)

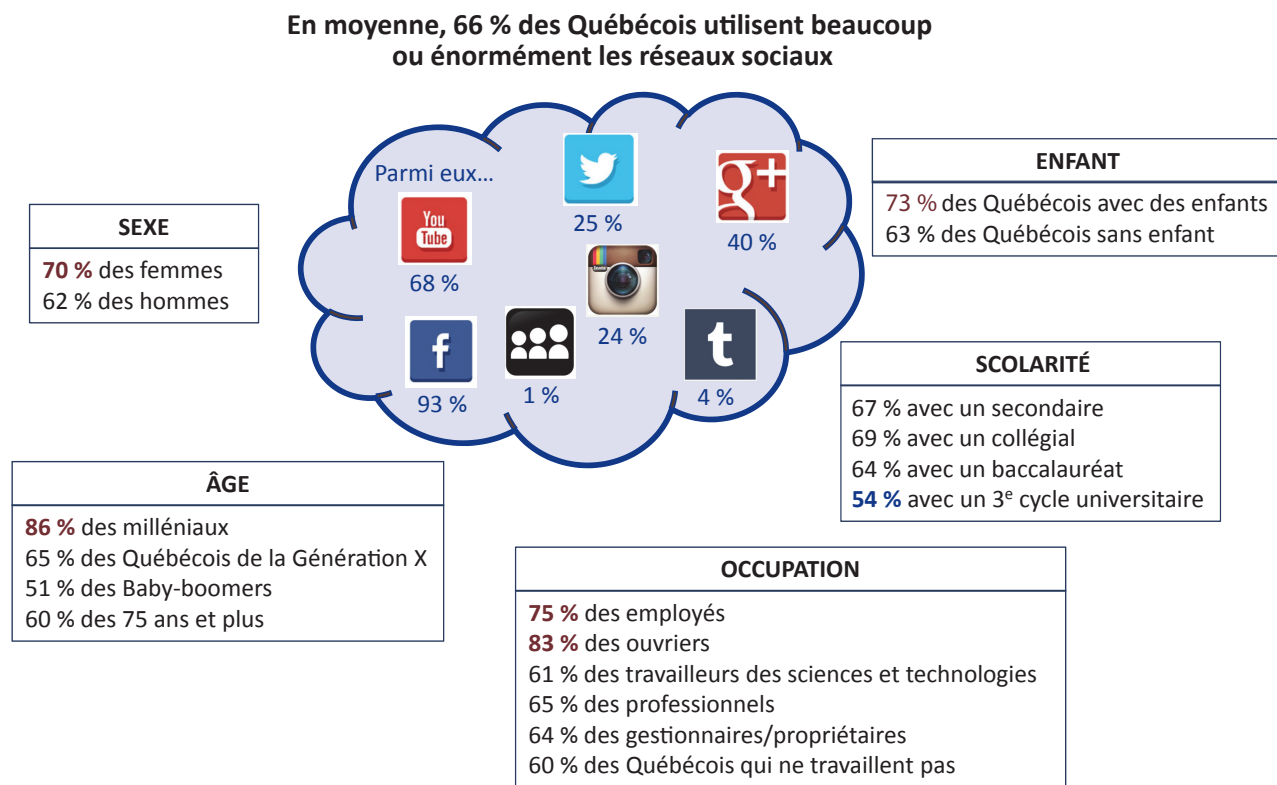


Les particularités des réseaux sociaux

Les réseaux sociaux se taillent de plus en plus une place de choix comme source d'information au Québec : selon les résultats du Baromètre, en 2011, 26,6 % des Québécois utilisaient beaucoup ou énormément les réseaux sociaux; ils étaient 29 % en 2013, et **ce pourcentage monte en 2016 à 41 %**.

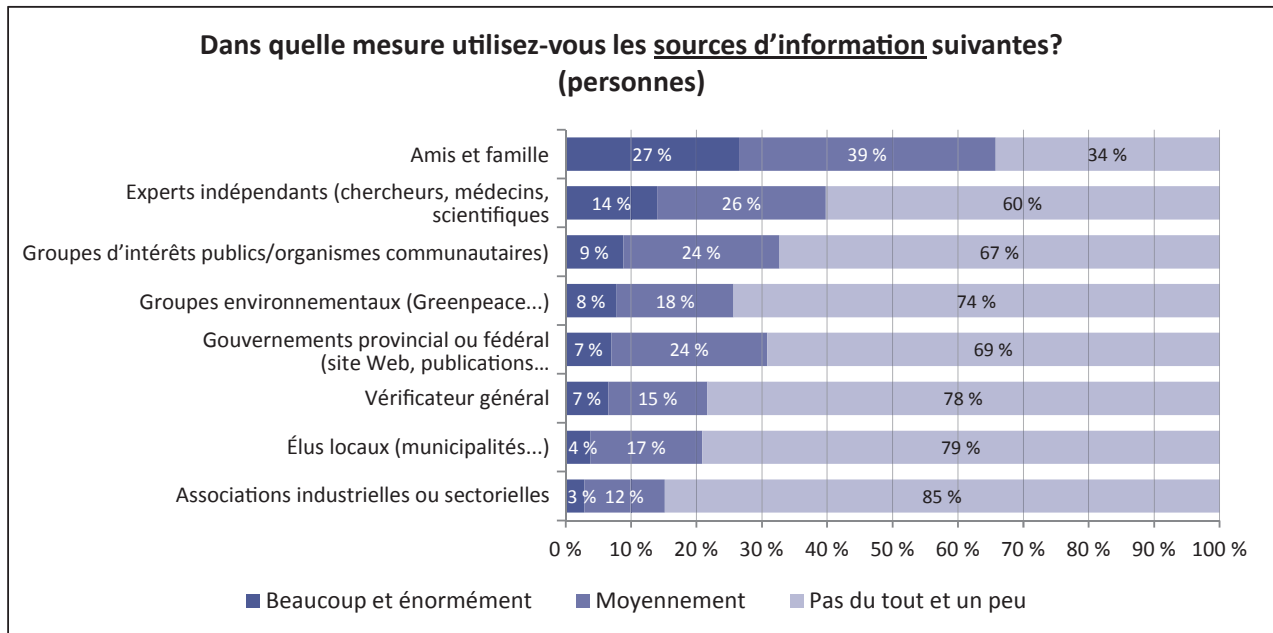
Certaines questions du Baromètre nous permettent de connaître quels sont les réseaux sociaux les plus utilisés ainsi que les caractéristiques sociodémographiques qui différencient les utilisateurs des réseaux sociaux. La figure 3 illustre les différentes caractéristiques des utilisateurs des réseaux sociaux au Québec en 2016.

Figure 3 : Portrait des répondants qui utilisent beaucoup ou énormément les réseaux sociaux



Personnes et organisations consultées

Lorsque l'on s'intéresse maintenant aux personnes ou aux organisations consultées pour s'informer, **arrivent alors en tête les amis et la famille (près de 30 % des Québécois les consultent beaucoup ou énormément pour s'informer)**. Les experts indépendants sont aussi sollicités puisque 14 % des Québécois les consultent beaucoup ou énormément. Le graphique 32 permet surtout de constater que les organismes de tout ordre, les élus, les associations sont très peu consultés par la population. Les éditions passées du Baromètre permettent de constater que ces résultats sont restés très stables depuis cinq ans.

Graphique 32 : Utilisation des sources d'information (personnes/organisations)

Cette tendance à ne pas utiliser les différents organismes ou associations pourrait s'expliquer en partie par la méconnaissance même de leur existence par les Québécois. Rappelons-nous en effet que plus de la moitié des Québécois ne connaissent pas le BAPE. Il serait donc important de faire connaître les outils ou des vecteurs d'information différents.

4.3.1.2 Influence de la source d'information utilisée sur le niveau de risque perçu, le niveau de bénéfice perçu, le niveau de confiance dans le gouvernement et le niveau d'acceptabilité sociale

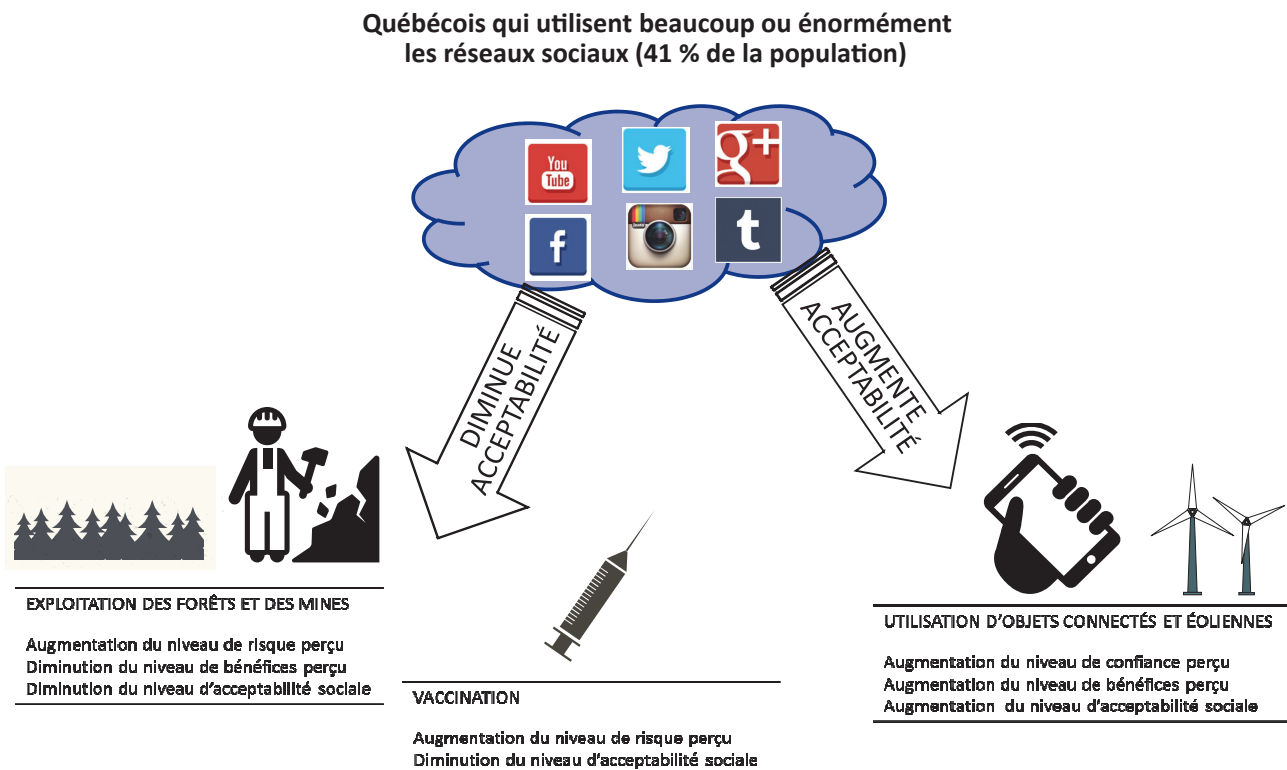
La source d'information utilisée a-t-elle une influence sur le niveau de risque perçu? Le niveau de bénéfice perçu? Sur le niveau de confiance dans la gestion par le gouvernement? Sur le niveau d'acceptabilité sociale? Nous avons réalisé des tests statistiques de différences de moyennes pour chaque enjeu en comparant les moyennes des niveaux de risque, niveaux de confiance, niveaux de bénéfice et niveaux d'acceptabilité sociale selon que les répondants utilisaient « beaucoup ou énormément » un média plutôt que « pas du tout, un peu ou moyennement ». Il est difficile sur 44 enjeux à l'étude de dégager des tendances, mais plusieurs constats peuvent toutefois être faits.

- Tout d'abord, globalement, les tests statistiques montrent que, **lorsque les Québécois utilisent beaucoup ou énormément la presse gratuite, le niveau de risque perçu pour la plupart des 44 projets/enjeux à l'étude est significativement plus grand** que le niveau de risque perçu par ceux qui ne s'informent pas beaucoup à l'aide de ce média.
- Lorsqu'il y a des différences significatives de moyennes (pour 20 enjeux sur 44), les tests statistiques montrent que, **lorsque les Québécois utilisent beaucoup ou énormément la télé ou la radio, le niveau de risque perçu pour ces 20 projets/enjeux est significativement plus grand** que le niveau de risque perçu par ceux qui ne s'informent pas beaucoup à l'aide de ce média.

- **L'utilisation massive d'Internet comme source d'information (que l'on parle de site Web ou de réseaux sociaux) semble avoir très peu d'influence sur le niveau de risque perçu, le niveau de bénéfice perçu, le niveau de confiance et le niveau d'acceptabilité sociale.** Ce résultat est très différent des résultats issus du Baromètre pour l'année 2011. En effet, en 2011, l'utilisation d'Internet (site Web et réseaux sociaux) augmentait significativement le niveau de risque perçu et diminuait significativement le niveau de confiance accordée dans la gestion par le gouvernement pour la plupart de 30 projets/enjeux qui étaient à l'étude (ce sont 30 enjeux qui se retrouvent dans l'enquête 2016).

Néanmoins, pour cinq projets/enjeux, l'usage des réseaux sociaux a une influence forte sur les perceptions : l'exploitation des forêts, l'exploitation des mines, la vaccination, la construction d'un parc éolien et l'utilisation des objets connectés à Internet. Voici les tendances détectées schématisées ci-dessous. Par exemple, lorsque les Québécois s'informent beaucoup ou énormément avec l'aide des réseaux sociaux, le niveau de risque perçu pour l'exploitation des mines et l'exploitation des forêts est significativement plus grand que le niveau de risque perçu par ceux qui ne s'informent pas beaucoup à l'aide de ce média. De la même façon, pour ces deux mêmes enjeux, le niveau de bénéfice perçu est significativement plus faible ainsi que le niveau d'acceptabilité sociale.

Figure 4 : Influence de l'utilisation des réseaux sociaux sur les perceptions



4.3.1.3 Confiance dans les sources d'information

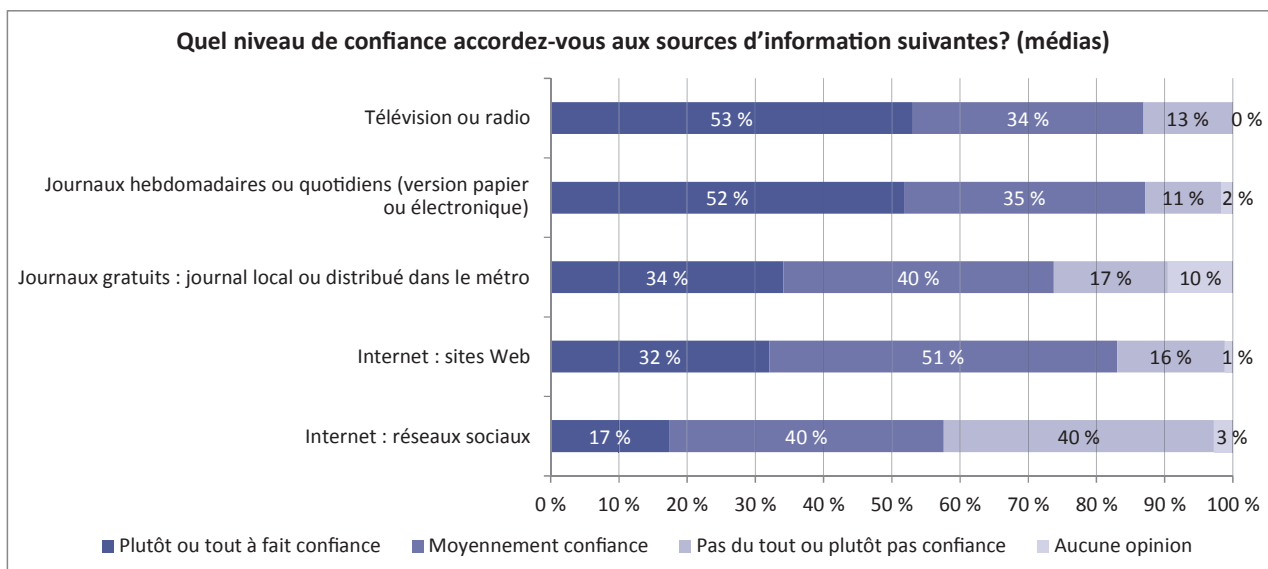
Nous sommes maintenant à notre troisième point en ce qui concerne l'information : dans quelle source d'information les Québécois ont le plus confiance? Nous distinguerons encore une fois les médias des personnes ou des organisations.

Confiance dans les médias

Le graphique ci-dessous nous indique clairement trois grandes catégories de médias :

1. Les médias dans lesquels les Québécois ont confiance : la télévision et la radio (53 % leur font tout à fait ou plutôt confiance) ainsi que les journaux hebdomadaires ou quotidiens (payants) (52 %).
2. Les médias dans lesquels seulement 1/3 de la population a confiance : les journaux gratuits (journal local ou distribué dans le métro) ainsi qu'Internet (site Web uniquement).
3. Les médias dans lesquels les Québécois n'ont pas du tout confiance : les Québécois sont seulement 17 % à faire tout à fait ou plutôt confiance aux réseaux sociaux. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer **qu'autant l'utilisation des réseaux sociaux a augmenté au cours des cinq dernières années, autant le niveau de confiance accordée à ce média a diminué au cours de la même période** : 24,5 % de la population faisait plutôt ou tout à fait confiance aux réseaux sociaux en 2011, 22 % en 2013 et cette proportion tombe à 17 % en 2016.

Graphique 33 : Niveau de confiance dans les sources d'information (médias)

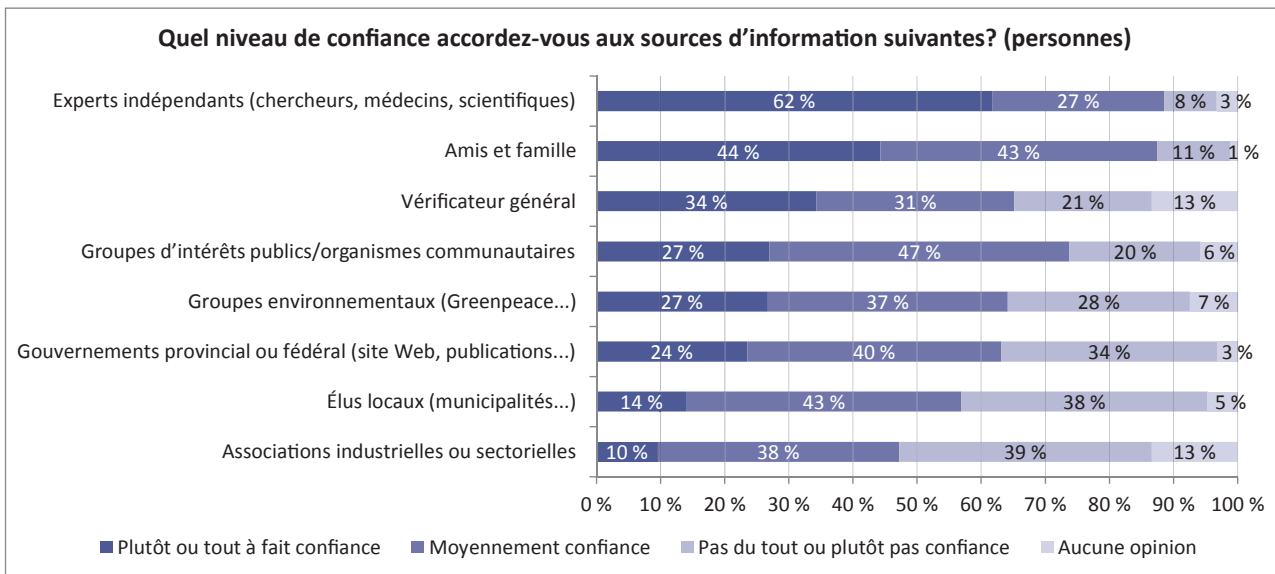


Confiance dans les personnes et les organisations

Le graphique 34 qui suit nous indique que près de 40 % des Québécois ne font pas du tout ou plutôt pas confiance que ce soit aux associations industrielles et sectorielles ou encore aux élus locaux.

Les Québécois sont assez partagés toutefois dans la confiance qu'ils accordent à leurs amis et famille, puisqu'environ 2/5 des répondants leur font tout à fait ou plutôt confiance, 2/5 leur font moyennement confiance et les personnes restantes ne leur font pas confiance. L'ensemble de ces tendances sont très stables depuis cinq ans.

Graphique 34 : Niveau de confiance dans les sources d'information (personnes/organisations)



Les experts indépendants quant à eux sont les personnes en qui les Québécois accordent la plus grande confiance en tant que source d'information : **62 % des Québécois font plutôt ou tout à fait confiance aux experts indépendants.** On constate toutefois que bien que les Québécois aient une très grande confiance dans les experts, ils les utilisent très peu comme source d'information. S'agit-il davantage d'une question de disponibilité plutôt que de choix réel?

On remarque également une relative confiance accordée par les Québécois aux groupes d'intérêts et organismes communautaires. Cette tendance à faire confiance aux experts ou encore aux organismes locaux pourrait nous amener à nous questionner sur la place que souhaitent voir prendre les Québécois à ces individus ou organismes dans les décisions publiques.

4.3.2 Consulter : des citoyens qui veulent être partie prenante du processus de décision

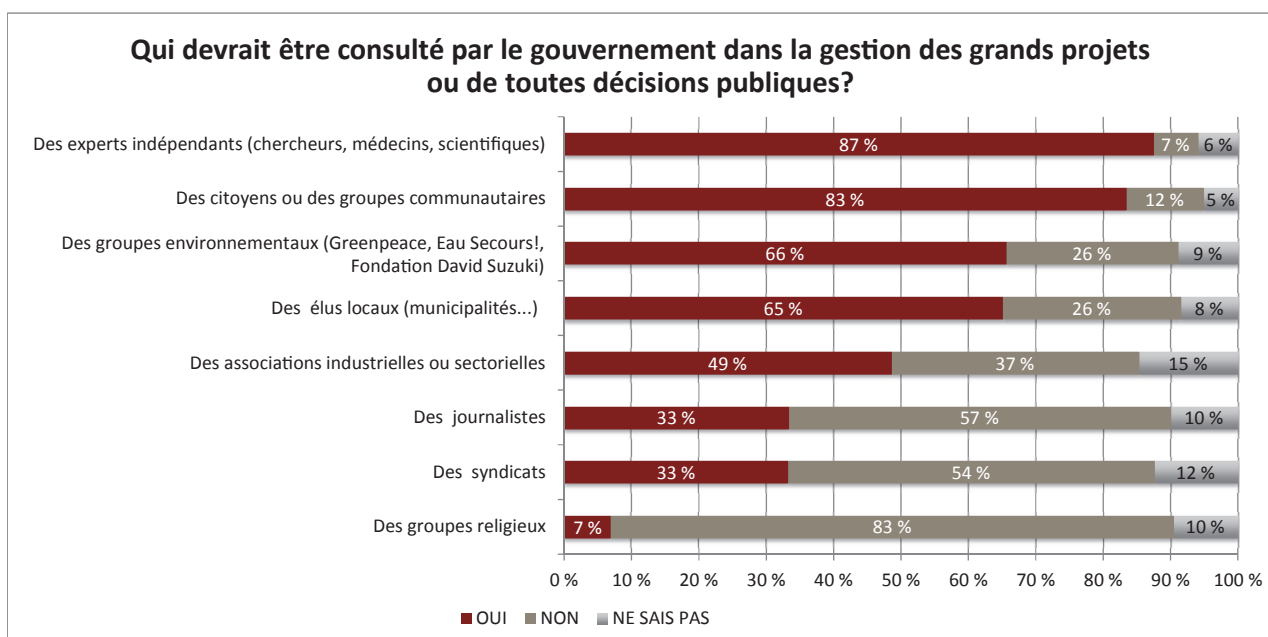
Compte tenu du faible niveau de confiance de la population envers les gouvernements et de la grande confiance que les Québécois semblent accorder aux experts ou encore aux organismes locaux, une solution pour rendre le processus décisionnel plus démocratique, améliorer la qualité des projets et décisions publiques et faciliter leur appropriation par la population pourrait être d'intégrer plus systématiquement une phase de consultation au processus de décision. Il est vrai que cette phase de consultation est déjà de plus en plus utilisée par les gouvernements ou les entreprises.

Nous avons ainsi posé directement la question à savoir qui devrait être consulté par le gouvernement dans la gestion des grands projets ou de toutes décisions publiques : les associations industrielles? Les experts? Les élus? Des citoyens? Cette section examine ces différentes options et aborde la particularité de la participation publique.

Avec une certaine cohérence avec le niveau de confiance qu'ils accordaient aux experts et groupes communautaires comme source d'information, 87 % des Québécois ont cité les experts indépendants et 83 %, les citoyens ou groupes communautaires comme étant des acteurs qui devraient être consultés par le gouvernement dans la gestion des grands projets ou les décisions publiques. Quelque 66 % des répondants sont d'avis que le gouvernement devrait consulter les groupes environnementaux.

Étonnamment, lorsque l'on se souvient que seulement 14 % des Québécois ont confiance ou plutôt confiance dans les élus locaux comme source d'information, **ils sont 65 % à souhaiter que ces élus soient consultés par le gouvernement dans la gestion des grands projets ou les décisions publiques.** Cette apparence d'incohérence peut s'expliquer par le fait que les citoyens, sachant qu'ils peuvent être affectés localement par des décisions prises à différents niveaux de gouvernement, souhaitent voir leurs administrations locales davantage impliquées pour représenter leurs intérêts locaux dans des décisions gouvernementales plus globales. En effet, dans certaines circonstances, le rôle d'une municipalité est très important alors même que l'enjeu premier n'est pas municipal. Prenons l'exemple d'une municipalité riveraine du Saint-Laurent. Advenant un déversement d'hydrocarbures dans le fleuve qui vient à contaminer par exemple ses sources d'eau potable, la municipalité a un rôle, certes secondaire, mais de premier plan : en effet, ce n'est pas son rôle de nettoyer le site, de ramener le navire, etc., mais elle a néanmoins le devoir d'informer ses citoyens de la situation, de mettre en place des mécanismes afin de limiter les conséquences du déversement sur ses sources d'eau potable. La municipalité n'a pourtant pas de pouvoir quant à décider de qui navigue sur le fleuve. Ainsi, il est important, même pour un enjeu qui n'est pas municipal de prime abord, que les élus soient consultés. On constate que la population est également en faveur de consulter les associations industrielles ou sectorielles.

Graphique 35 : Acteurs que le gouvernement devrait consulter dans la gestion des grands projets ou de toutes décisions publiques



Ce qui retient avant tout notre attention c'est le fait que **83 % des Québécois souhaitent que des citoyens soient consultés.** La population veut donc voir s'établir une nouvelle relation entre elle et le gouvernement, et ce, dans des domaines aussi variés que l'environnement, l'aménagement du territoire, la santé ou les finances.

Les Québécois veulent faire partie de la solution. D'ailleurs lorsqu'on leur demande le niveau d'implication qu'ils souhaiteraient avoir comme citoyens dans la prise de décision à propos d'enjeux ou de projets comportant des risques ou des nuisances (développement de la filière des hydrocarbures,

transport de matières dangereuses, implantation d'éoliennes, construction d'une nouvelle route/voie ferrée, construction d'une usine de biométhanisation, etc.), 57 % des Québécois sont d'avis que les citoyens devraient être consultés et leurs opinions devraient être considérées¹⁷. Quelque 35 % considèrent même que les citoyens devraient participer et jouer un rôle actif dans la prise de décision; 70 % de la population serait même prête à consacrer du temps pour participer à des réunions d'information et de consultation sur certains enjeux ou projets au Québec (par exemple, transport de pétrole par pipeline, système de santé, changements climatiques).

On constate toutefois une faible participation aux grandes consultations publiques au Québec.

17. Le pourcentage doit se lire parmi les 840 Québécois qui sont en faveur que les citoyens soient consultés par le gouvernement.

Cette édition 2017 du Baromètre CIRANO a permis de présenter les perceptions de la population sur 44 enjeux/projets groupés en 7 grands enjeux de société : les enjeux de santé, les enjeux de l'environnement, les enjeux socio-économiques, les enjeux industriels, les enjeux des innovations technologiques, les enjeux des infrastructures et des projets publics et les enjeux de sécurité.

Des statistiques descriptives ont été réalisées, et nous avons également travaillé sur des analyses croisées entre plusieurs questions. En outre, la comparaison avec les résultats des précédentes éditions du Baromètre CIRANO montre l'évolution des préoccupations sur les cinq dernières années. Voici les faits saillants des résultats de l'enquête.

- **Les catégories de risques les plus préoccupantes pour les Québécois**

Que cela soit sur le plan personnel ou collectif, deux enjeux se retrouvent dans le top 3 des préoccupations des Québécois : les risques liés au système de santé et les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques. Deux enjeux se classent différemment qu'il s'agisse de préoccupations personnelles ou collectives : les risques économiques et financiers sont davantage des préoccupations personnelles et, a contrario, les risques liés aux infrastructures de transport sont davantage des préoccupations pour la société en général.

En outre, depuis cinq ans, les résultats du Baromètre CIRANO montrent que les préoccupations des Québécois au niveau personnel n'ont pas changé. Les trois catégories de risques les plus préoccupantes sont exactement les mêmes et classées dans le même ordre que ce soit en 2011, en 2013 ou en 2016, à savoir (1) les risques liés au système de santé, (2) les risques économiques et financiers et (3) et les risques environnementaux et liés aux ressources énergétiques. Au niveau collectif, les risques liés aux infrastructures de transport et les risques liés au système de santé font systématiquement partie des trois catégories de risques les plus préoccupantes que ce soit en 2011, en 2013 ou en 2016.

- **L'engorgement dans les urgences et la corruption : les deux enjeux du Québec perçus comme les plus risqués par la population**

Les deux enjeux perçus comme les plus risqués sont l'accessibilité aux soins, que l'on parle d'engorgement des urgences dans les hôpitaux (77 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand) ou de la difficulté d'accéder aux services de santé (70 %), et la corruption (73 %). L'engorgement des urgences fait d'ailleurs partie du Top 3 des projets/enjeux perçus comme les plus à risque par les Québécois depuis 2011.

Bien que la corruption demeure dans le Top 3 des enjeux considérés comme les plus risqués au Québec, la proportion des Québécois percevant un risque grand ou très grand pour la corruption a diminué, passant de 82 % en 2013 à 73 % en 2016 (en 2011, cet enjeu n'était pas à l'étude).

Quelque 69 % des Québécois perçoivent un niveau de risque grand ou très grand pour le vieillissement de la population. Il ne fait aucun doute que la population vieillit au Québec : selon un rapport de l'Institut de la statistique du Québec, la proportion de 65 ans et plus est passée de 13,6 % en 2005 à 17,6 % en 2015 (André, 2016). Or ces changements démographiques auront très certainement d'importantes répercussions sur la société québécoise, tant en ce qui concerne l'économie et le niveau de vie que les finances publiques et la viabilité financière des régimes de retraite ou encore les dépenses de santé.

Par contre, malgré le fait que l'enquête se soit déroulée pendant l'exercice sismique de la « Grande Secousse » et que le risque de séisme est réel au Québec, seulement 8 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand pour les tremblements de terre, ce qui le classe dernier parmi les 44 enjeux à l'étude.

Fait très intéressant à mettre en évidence, pour certains projets/enjeux, plus de 10 % de la population a répondu ne pas connaître le niveau de risque. Il s'agit des projets suivants : l'utilisation des nanotechnologies (25 % affirme ne pas avoir d'opinion sur son niveau de confiance dans le gouvernement pour sa gestion), l'utilisation de la génétique dans la santé (12 %), la canicule (12 %), les projets en PPP (12 %), la construction d'un parc éolien (11 %) et enfin l'exploration pour du gaz de schiste ainsi que les ondes électromagnétiques (tous deux à 10 %).

- **Une confiance appréciable des Québécois dans le gouvernement pour la gestion des phénomènes naturels (inondation, tremblement de terre, canicule) et aussi pour les infrastructures routières**

Les trois enjeux/projets pour lesquels la confiance dans la gestion par le gouvernement est la plus faible sont : la corruption, l'engorgement des urgences et l'exploration pour du gaz de schiste. Ces enjeux sont d'ailleurs dans le Top 3 depuis cinq ans, sauf la corruption qui n'était pas à l'étude en 2011 et qui n'apparaît dans le Top 3 qu'à partir de 2013. Les enjeux liés au pétrole et au gaz (62 % n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance au gouvernement pour la gestion de l'exploration pour du gaz de schiste et 55 % pour l'exploration pour du pétrole) se retrouvent également dans les projets pour lesquels les Québécois ont le moins confiance dans le gouvernement pour sa gestion. On remarque que les Québécois font confiance au gouvernement pour l'ensemble des phénomènes naturels, tels que les inondations, les séismes ou encore la canicule.

On constate clairement que le niveau de risque perçu et la confiance dans le gouvernement pour la gestion des risques sont étroitement liés, et tous deux contribuent à la formation des opinions sur les risques. En effet, pour les 44 projets/enjeux à l'étude, plus le niveau de risque perçu augmente, plus le niveau de confiance dans le gouvernement diminue de façon significative.

- **La vaccination et l'utilisation d'objets connectés à Internet perçus comme les deux enjeux/projets les plus bénéfiques pour le Québec**

Les projets perçus comme étant les plus bénéfiques pour le Québec touchent des domaines très variés : la santé (58 % considèrent que la vaccination est plutôt ou très bénéfique), l'utilisation des ressources naturelles (43 % estiment bénéfique la construction d'un parc éolien et 34 % l'exploitation des mines) et finalement l'utilisation des nouvelles technologies (46 % des Québécois sont d'avis que l'utilisation des objets connectés à Internet est bénéfique pour le Québec).

À l'opposé du spectre, ce sont plutôt les enjeux qui touchent les matières dangereuses ou à risques qui semblent être perçus comme les moins bénéfiques pour le Québec. L'exploitation d'une centrale nucléaire et la consommation d'aliments contenant des OGM sont les projets/enjeux perçus comme les moins bénéfiques pour le Québec depuis 2013.

- **Un niveau d'acceptabilité sociale pour tous les projets/enjeux à l'étude qui s'explique par la combinaison du niveau de risque et du niveau de bénéfice perçus ainsi que par le niveau de confiance dans le gouvernement**

L'ensemble des projets ou enjeux auxquels les Québécois sont vivement opposés sont liés à des matières dangereuses ou à risques ou pouvant poser des nuisances vis-à-vis de l'environnement ou

de la santé. Depuis cinq ans, les résultats du Baromètre CIRANO montrent ainsi que les centrales nucléaires ressortent dans le top 3 des projets perçus comme les moins socialement acceptables, tout comme l'utilisation des produits chimiques par les industries.

Si l'on se place du côté des projets/enjeux auxquels les Québécois sont favorables, on constate que 79 % des Québécois sont globalement favorables à la vaccination, 73 % à l'utilisation d'objets connectés à l'Internet et 63 % à la construction d'un parc éolien. Selon les données des différents Baromètre CIRANO, depuis cinq ans, la vaccination a toujours fait partie des trois projets les plus socialement acceptés.

Pour quelles raisons les Québécois sont-ils opposés à tel ou tel projet ou enjeu? Pour tous les projets/enjeux à l'étude, le niveau d'acceptabilité sociale augmente (a) plus le niveau de risque perçu diminue ou (b) plus le niveau de bénéfice perçu augmente ou (c) plus la confiance dans le gouvernement augmente. D'autres variables peuvent influencer l'acceptabilité sociale. En effet, (1) le niveau d'acceptabilité sociale pourrait relever de la perception d'un niveau de réglementation insuffisant pour encadrer l'enjeu en question (comme par exemple, une perception d'un niveau de réglementation trop faible du transport des matières dangereuses) et/ou (2) un faible niveau d'acceptabilité sociale pourrait également être le reflet, non d'une opposition franche, mais plutôt de la revendication d'un droit à l'information, d'un droit de savoir, comme pour l'étiquetage des OGM par exemple.

Importance de prendre en compte les préoccupations de la population et d'augmenter sa participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques au Québec.

Certains projets envisagés par les entreprises ou certaines décisions prises actuellement à l'égard de questions importantes qui concernent les politiques publiques, et en particulier les politiques énergétiques, l'environnement ou encore les soins de santé, ne sont pas purement techniques et ne font donc pas partie du domaine exclusif des experts. Ces questions touchent également les valeurs des citoyens : prendre en compte leurs opinions et priorités pourrait alors être bénéfique à une prise de décision éclairée. Cela permettrait de pallier une acceptabilité sociale souvent faible, voire très faible au Québec pour certains projets ou enjeux.

Par contre, la contribution du public sera d'autant plus pertinente s'il a une bonne connaissance et compréhension des enjeux sur lesquels il est consulté. Le Baromètre CIRANO a néanmoins mis en relief un problème de disponibilité et de complexité de l'information ainsi qu'une méconnaissance des outils/médiums de transmission de l'information. En effet, lorsqu'on leur demande s'ils savent où se renseigner pour obtenir de l'information sur les projets qui comportent des risques ou des nuisances, 68 % des Québécois répondent ainsi par la négative.

Il apparaît donc important de mieux informer les Québécois sur les projets ou enjeux qui touchent le Québec. Il est aussi important que le message soit adapté au public cible et que le médium utilisé pour informer soit non seulement utilisé, mais aussi crédible et digne de confiance.

Ce qui retient avant tout notre attention c'est le fait que 83 % des Québécois souhaitent que des citoyens soient consultés. La population veut donc voir s'établir une nouvelle relation entre elle et le gouvernement, et ce, dans des domaines aussi variés que l'environnement, l'aménagement du territoire,

la santé ou les finances. Les Québécois veulent faire partie de la solution. Dans ce contexte, il sera alors important de porter un regard novateur sur les moyens mis en place pour permettre à la population d'acquérir des compétences solides et variées.

ANNEXE – PROFIL DES RÉPONDANTS

Profil	Total (n = 1008)
Sexe	
Homme	49 %
Femme	51 %
Âge	
18-34 ans	27 %
35-44 ans	16 %
45-54 ans	20 %
55-64 ans	17 %
65 ans et plus	20 %
Langue maternelle	
Français	78 %
Anglais	8 %
Autres	13 %
Scolarité	
Primaire/secondaire	38 %
Collégial	27 %
Universitaire Baccalauréat	24 %
Universitaire 2 ^e cycle et 3 ^e cycle	9 %
Préfère ne pas répondre	2 %
Enfants de moins de 18 ans à la maison	
Oui : 12 ans et plus seulement	9 %
Oui : 12 ans et plus et moins de 12 ans	5 %
Oui : moins de 12 ans seulement	12 %
Non, aucun enfant de moins de 18 ans à la maison	74 %
Je préfère ne pas répondre	1 %
Statut marital	
Célibataire	42 %
En couple	57 %
Ne veux pas répondre	1 %

Profil	Total (n = 1008)
Revenu	
19 999 \$ et moins	11 %
De 20 000 \$ à 39 999 \$	21 %
De 40 000 \$ à 59 999 \$	16 %
De 60 000 \$ à 79 999 \$	14 %
De 80 000 \$ à 99 999 \$	11 %
100 000 \$ et plus	15 %
Je préfère ne pas répondre	13 %
Grandes régions d'habitation	
Montréal RMR	48 %
Québec RMR	10 %
Autres régions	42 %
Région administrative	
Bas-Saint-Laurent	2,6 %
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3,5 %
Capitale-Nationale	8,3 %
Mauricie	2,7 %
Estrie	5,1 %
Montréal	29,8 %
Outaouais	3,1 %
Abitibi-Témiscamingue	2,2 %
Côte-Nord	1,7 %
Nord-du-Québec	0,4 %
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	0,5 %
Chaudière-Appalaches	5,0 %
Laval	4,5 %
Lanaudière	5,7 %
Laurentides	5,6 %
Montérégie	15,4 %
Centre-du-Québec	3,7 %

Profil	Total (n = 1008)
Occupation	
EMPLOYÉ DE BUREAU (caissier, commis de bureau, commis comptable, secrétaire, etc.)	13 %
PERSONNEL SPÉCIALISÉ DANS LA VENTE (agent d'assurances, vendeur, commis-vendeur, agent immobilier, courtier immobilier, etc.)	3 %
PERSONNEL SPÉCIALISÉ DANS LES SERVICES (agent de sécurité, chauffeur de taxi, coiffeur, cuisinier, esthéticien, membre du clergé, militaire, policier, etc.)	6 %
TRAVAILLEUR MANUEL (agriculteur, emballeur, journalier, manœuvre, mineur, pêcheur, travailleur forestier, etc.)	5 %
OUVRIER SPÉCIALISÉ/SEMI-SPÉCIALISÉ (briqueteur, chauffeur de camion, électricien, machiniste, mécanicien, peintre, etc.)	3 %
TRAVAILLEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES (informaticien, programmeur-analyste, technicien, technicien-audio, technicien de laboratoire, etc.)	4 %
PROFESSIONNEL (archéologue, architecte, artiste, avocat, banquier, biologiste, comptable, consultant, dentiste, ingénieur, etc.)	11 %
GESTIONNAIRE/ADMINISTRATEUR/PROPRIÉTAIRE (administrateur, directeur, éditeur, entrepreneur, gérant, homme d'affaires, politicien, travailleur autonome, etc.)	6 %
AU FOYER	5 %
ÉTUDIANT (à temps plein ou dont les études constituent l'occupation principale)	7 %
RETRAITÉ (pré-retraité, rentier)	26 %
SANS EMPLOI (assurance-emploi, aide sociale, etc.)	6 %
Autre	5 %
Je préfère ne pas répondre	1 %

- André, D. (2016). *Quelques constats sur la population des municipalités du Québec au 1^{er} juillet 2015* (Coup d'oeil sociodémographique N° 45). Institut de la statistique du Québec.
- Arruda, H. (2016). *La santé de la population : portrait d'une richesse collective* (Rapport du directeur national de santé publique 2016). Rapport réalisé conjointement par le Service de la surveillance de l'état de santé du ministère de la Santé et des Services sociaux et l'Institut national de santé publique du Québec.
- Blouin, C., Vandal, N., Barry, A. D., Jen, Y., Hamel, D., Lo, E. et Martel, S. (2015a). *Les conséquences économiques associées à l'obésité et à l'embonpoint au Québec : les coûts liés à l'hospitalisation et aux consultations médicales* (Fardeau du poids corporel). INSPQ.
- Blouin, C., Vandal, N., Barry, A. D., Jen, Y., Hamel, D., Lo, E. et Martel, S. (2015b). *Les conséquences économiques associées à l'obésité et à l'embonpoint au Québec : les coûts liés à la consommation de médicaments et l'invalidité* (Fardeau du poids corporel). INSPQ.
- Bouchard, M. et Smargiassi, A. (2007). *Estimation des impacts sanitaires de la pollution atmosphérique au Québec : essai d'utilisation du Air Quality Benefits Assessment Tool (AQBAT)* (p. 70). Institut national de santé publique Québec.
- Bounajm, F., Dinh, T. et Thériault, L. (2014). *Améliorer les habitudes de vie : des retombées importantes pour la santé et l'économie du Québec*. Conference Board du Canada.
- Boursin, F. (1999). Crise de la confiance ou de la communication politique? *Communication et organisation*, (16). <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.2264>.
- Breyse, D. (2009). *Cyber Ingénierie des Risques en Génie Civil : historique, vocabulaire, perception*.
- Comité public de suivi des recommandations de la Commission Charbonneau. (2016). *Rapport du comité public de suivi des recommandations de la Commission Charbonneau*. http://www.suiviceic.org/Dossier_de_presse_Comite-suivi-CEIC.pdf.
- Commissaire à la santé et au bien-être. (2008). *Explorer les enjeux dans le domaine de la santé et du bien-être*. Gouvernement du Québec.
- Commission européenne. (2016). Analyse de l'opinion publique de la Commission européenne. <http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/publicopinion/index.cfm/General/index> (page consultée le 10 novembre 2016).
- Crépeau, C. (2017). Lutter contre la fraude alimentaire. *Magazine Protégez-Vous*, (Janvier).
- De Marcellis-Warin, N. et Peignier, I. (2013). Résultats de Baromètre spécifique CIRANO sur le transport des matières dangereuses. Base de données CIRANO.
- De Marcellis-Warin, N. et Peignier, I. (2016). Risques et préoccupations des Québécois. In *Québec économique 6 - Le défi des infrastructures* (sous la direction de Marcelin Joanis, vol. 6, p. 460). Presses de l'Université Laval (PUL).
- De Marcellis-Warin, N., Peignier, I. et Bui, M. H. (2014). Programme d'intégrité pilote ACQ- CIRANO (Rapport de recherche CIRANO).
- De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., Bui, M. H., Anjos, M. F., Gabriel, S. A. et Guerra, C. (2015). *L'énergie et les changements climatiques - Perceptions québécoises* (N° Rapport de recherche CIRANO 2015RP-08).

- De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., Bui, M. H., Anjos, M. F., Gabriel, S. A. et Guerra, C. (2015). *L'énergie et les changements climatiques - Perceptions québécoises* (N° Rapport de recherche CIRANO 2015RP-08).
- De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., Leenhouts, R., Bui, H. et Strub, M. (2014). *Vers une gestion proactive des risques reliés aux projets d'infrastructures des municipalités* (Rapport de recherche CIRANO- Document produit dans le cadre d'un projet de recherche avec l'Union des Municipalités du Québec (UMQ)).
- De Marcellis-Warin, N., Peignier, I., Teodoresco, S. et des Chênes, M. (2014). *Une action collective pour l'intégrité dans l'industrie de la construction du Québec* (Rapport de recherche CIRANO N° 2014RP-04).
- De Marcellis-Warin, N., Peignier, I. et Vairinhos, A., (2017). « Perception et acceptabilité sociale des risques liés à l'utilisation des nanotechnologies au Québec », dans Marie-Hélène Parizeau et Soheil Kash (dir.), *À chacun son développement durable. De la diversité culturelle aux nanotechnologies*, Presses de l'Université Laval, chapitre 18.
- Federal Emergency Management Agency (FEMA). (2013). Public Survey Findings on Flood Risk.
- Forum économique mondial. (2016). *Global Risks 2016, 11th edition*.
- Gouvernement du Québec. (2016). Tremblement de terre : Conseils et consignes de sécurité - Urgence Québec. <http://www.urgencequebec.gouv.qc.ca/fr/situation-urgence/Pages/Tremblement-de-terre.aspx> (page consultée le 15 novembre 2016).
- Hergon, E., Moutel, G., Bellier, L., Hervé, C. et Rouger, P. (2004). Les facteurs de perception et d'acceptabilité du risque : un apport pour la connaissance des représentations du risque transfusionnel. */data/revues/12467820/v0011i03/04000461/, 11(3)*, 130–137.
- Influence Communication. (2016). Revue de presse. <http://www.influencecommunication.com/fr>.
- IRSN. (2016). *Baromètre IRSN - La perception des risques et de la sécurité par les Français*. Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.
- Kouabenan, D. R., Cadet, B., Hermand, D. et Munoz-Sastre, M. T. (2006). *Psychologie du risque : identifier, évaluer, prévenir* (De Boeck).
- Krewski, D., Lemyre, L., Turner, M. C., Lee, J. E. C., Dallaire, C., Bouchard, L., ... Mercier, P. (2006). Public Perception of Population Health Risks in Canada: Health Hazards and Sources of Information. *Human and Ecological Risk Assessment: An International Journal, 12(4)*, 626–644. <https://doi.org/10.1080/10807030600561832>.
- Lamontagne, M. et Flynn, B. (2016). Perception of Earthquake Hazard and Risk in the Province of Quebec and the Need to Raise Earthquake Awareness in This Intraplate Region. *Seismological Research Letters*. <https://doi.org/10.1785/0220160037>.
- Martel, S. (2014). *Poids corporel et santé chez les adultes québécois*. Institut national de santé publique du Québec.
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN). (2016a). *Livre vert sur les orientations du ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles en matière d'acceptabilité sociale*.
- Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN). (2016b). Statistiques minières. <https://www.mern.gouv.qc.ca/mines/statistiques/regionales-miniére.jsp>.

- Ministère de la Sécurité publique du Québec. (2016). Se préparer aux sinistres. <http://www.securitepublique.gouv.qc.ca/securite-civile/se-preparer-aux-sinistres/sinistres/inondation.html> (page consultée le 18 novembre 2016).
- Ouranos. (2015). *Sommaire de la synthèse des connaissances sur les changements climatiques au Québec. Édition 2015*. Montréal, Québec.
- Réseau canadien d'action sur les biotechnologies. (2015). *Les OGM sont-ils bénéfiques pour les consommateurs?* <http://enqueteogm.ca/consommateurs>.
- Ressources naturelles Canada. (2016). Les zones sismiques dans l'est du Canada.
- Robillart, O. (2016, January 7). Les 5 secteurs qui vont profiter de l'Internet des objets. <http://www.clubic.com/pro/actualite-e-business/actualite-791194-internet-objets-at-kearney-gagnants-perdant-iot.html> (page consultée le 17 novembre 2016).
- Rohrman, B. (1992). The evaluation of risk communication effectiveness. *Acta Psychologica*, 81(2), 169–192. [https://doi.org/10.1016/0001-6918\(92\)90004-W](https://doi.org/10.1016/0001-6918(92)90004-W).
- Salois, R., Robitaille, A., Cleret de Langavant, G., Sossa, O. et Benigeri, M. (2014). *Les urgences au Québec : évolution de 2003-2004 à 2012-2013*. Gouvernement du Québec. http://www.csbe.gouv.qc.ca/fileadmin/www/2014/Urgences/CSBE_Rapport_Urgences_2014.pdf.
- STIQ. (2016). *Baromètre industriel québécois - 7^e édition*. STIQ.
- Swiss Re. (2016). Risk Perception Survey. from http://www.swissre.com/media/Risk_Perception_Survey_media.html (page consultée le 2 décembre 2016).
- The Harris Poll pour Comptables professionnels agréés du Canada. (2016). *Enquête de CPA Canada sur la fraude 2016*.
- Warin, T., Sinclair-Desgagné, B. et Van Assche, A. (2015). La belle province dans le nouveau monde- L'histoire du petit poucet? In *L'économie du Québec - Contexte et enjeux internationaux, sous la direction de Thierry Warin, Bernard Sinclair-Desgagné et Ari Van Assche* (p. 1-14). Presses internationales Polytechnique, CIRANO et HEC Montréal.
- Whitmore, J. et Pineau, P.-O. (2016). *État de l'énergie au Québec 2017*. Chaire de gestion du secteur de l'énergie, HEC Montréal.

PERCEPTION DES RISQUES AU QUÉBEC

BAROMÈTRE CIRANO 2017



Que l'on parle de l'état des infrastructures de transport, de l'exploration pétrolière, des revenus de retraite, de la pollution de l'air, du transport des matières dangereuses, de l'accès aux services de santé, de l'accord de libre-échange Canada-Union européenne, de l'utilisation des OGM ou du partage des données produites par les objets connectés à Internet, les sujets qui peuvent susciter des inquiétudes sont nombreux.

Quelles sont les principales préoccupations des Québécois? Quels sont les projets et les enjeux qu'ils perçoivent comme étant les plus risqués? Qu'en est-il de la confiance qu'ils accordent aux autorités publiques? Ces questions et bien d'autres sont posées depuis 2011 aux Québécois à travers le Baromètre CIRANO qui compile les résultats d'enquêtes réalisées annuellement et administrées par Léger auprès d'un échantillon de 1000 répondants représentatif de la population du Québec.

L'édition 2017 du Baromètre CIRANO présente les perceptions de la population sur **44 enjeux/projets** groupés en **7 grands enjeux de société** : les enjeux de l'environnement, les enjeux industriels, les enjeux des innovations technologiques, les enjeux de santé, les enjeux de sécurité, les enjeux socio-économiques et les enjeux des infrastructures et des projets publics. Une comparaison avec les résultats des précédentes éditions du Baromètre CIRANO permettra de présenter l'évolution des préoccupations sur les 5 dernières années.

Le Baromètre CIRANO est un outil unique au Québec parce qu'il aborde un large spectre de projets et d'enjeux et qu'il se fonde sur des données et des informations riches, fiables et variées. Il nous fait entrevoir et mieux comprendre la perception des risques des Québécois. Il favorise aussi une communication qui s'inscrit parfaitement dans la tendance actuelle de prendre en compte les préoccupations de la population et d'augmenter sa participation à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques.

Nathalie de Marcellis-Warin

*Ph.D, professeure titulaire à Polytechnique Montréal
et présidente-directrice générale du CIRANO
Visiting Scientist at Harvard T.H. Chan School
of Public Health*

Ingrid Peignier

*Ing., M.Sc.A., Directrice de projet
au CIRANO, groupe Risque*



9 782553 017100

**PRESSES
INTERNATIONALES
POLYTECHNIQUE**

